



Libye

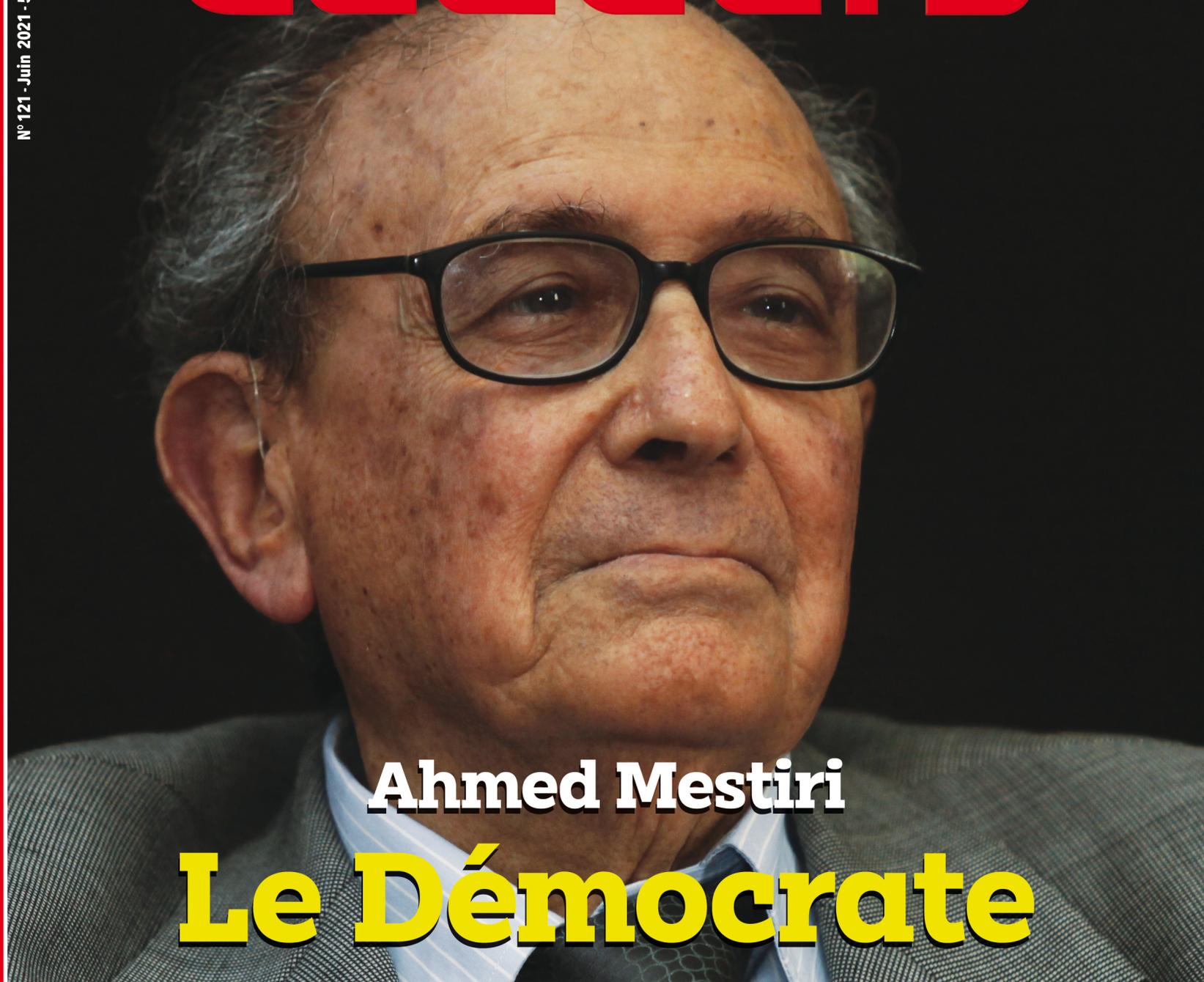
De grands
espoirs

Banques

La nouvelle
cartographie

N° 121 - Juin 2021 - 5 DT • www.leaders.com.tn

Leaders



Ahmed Mestiri

Le Démocrate

Un fils de la médina d'envergure universelle : **Ibn Khaldoun**

SOMMAIRE

Opinion

- 16** Les risques de la défiance à l'égard des politiques au pouvoir
Par Riadh Zghal

En couverture

- 19** Ahmed Mestiri : l'homme qui a osé dire non à Bourguiba et à Ben Ali
Par Aziz Krichen
- 27** Si Ahmed : la rigueur, l'audace et la lucidité
Par Hamouda Ben Slama
- 32** Libye : De grands espoirs

Nation

- 44** Banques : la nouvelle cartographie

Chronique

- 68** L'eucalyptus et la syphilis
Par Habib Touhami

International

- 70** Hamas en hausse, Abbas en baisse
Par Abdelaziz Kacem
- 72** Après la 4^e guerre israélienne contre Gaza, saura-t-on éviter la 5^e ?
Par Mohamed Ibrahim Hsairi

Société

- 76** Un fils de la médina d'envergure universelle : Ibn Khaldoun
Par Mohamed El Aziz Ben Achour
- 84** L'histoire à Rome de César à Auguste
Par Ammar Mahjoubi
- 88** Mémoires de basketteur, cent ans de basket en Tunisie
- 93** Le plaidoyer de Yadh Ben Achour
- 96** Jean Fontaine : le migrant inversé
- 100** Si Béchir : un maître pour moi. Et quel maître !
Par Afif Ben Yedder
- 105** Bechir Ben Yahmed, parcours pathétique
Par Tahar Belkhdja
- 109** Mongi Ellouze, le militant irréductible
- 110** Le colonel Mohamed Kasdallah, un chef militaire érudit

Billet

- 112** «Je suis votre chef, donc je vous suis»
Par Hédi Béhi

Leaders

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION
Taoufik Habaieb

DIRECTEUR DE LA REDACTION
Hédi Behi

COLLABORATEURS

• Walid Bel Hadj Amor • Monia Ben Jémia
• Mohamed Larbi Bouguerra • Mounira Chapoutot Remadi • Rafik Darragi • Samy Ghorbal • Azzedine Guellouz • Mohamed Ali Halouani • Fatma Hentati • Ferhat Horchani • Haykel Ben Mahfoudh • Mohamed El Aziz Ben Achour • Rafia Ben Achour • Yadh Ben Achour • Sadok Belaid • Houcine Jaidi • Mohamed Jaoua • Mounir Fendri • Elyès Jouini • Moktar Lamari • Abdelaziz Kacem • Hatem Kotrane • Salsabil Klibi • Ammar Mahjoubi • Radhi Meddeb • Habib Mallakh • Afef Hammami Marrakchi • Anis Marrakchi • Samir Marrakchi • Khadija Moalla • Mansour Moalla • Slaheddine Sellami • Ahmed Ounaies • Habib Touhami • Riadh Zghal • Dr Sofiene Zribi

CONCEPTION & REALISATION

Ahmed Cherni
(Directeur Artistique)

Raid Bouaziz
(Designer)

PHOTOS

Mohamed Hammi - DR

MARKETING & COMMUNICATION

Mohamed Taïeb Habaieb
(Système & Organisation)

APPUI

Habib Abbassi • Firas Boukataya • Lamia Alayet • Leïla Mnif • Najeh Kharrez • Khouloud Kefi • Nour El Kaffel • Hamdi Mzoughi • Chaouki Riahi

IMPRESSION

Simpact

PR Factory

Ennour Building, Cité des Sciences,
BP 200, 1082 Tunis Mahrajène, Tunisie
Tel.: 71 232 111 / Fax: 71 750 333

• abonnement@leaders.com.tn
• marketing@leaders.com.tn
• redaction@leaders.com.tn

www.leaders.com.tn



SMART ENERGY

BY TUNISIE TELECOM

CONNECTEZ ET MAITRISEZ VOTRE CONSOMMATION D'ÉNERGIE



tunisitelecom.tn

L'édito

Non-urgence

Naufrage annoncé ! Le paquebot Tunisie risque de prendre l'eau de toute part. Les décisionnaires amorphes en seront alors comptables, et les Tunisiens, résignés, complices, en seront aussi victimes.

Insouciance, négligence, incompétence ?

En plus du dysfonctionnement au sommet de l'Etat, d'une part, et de l'impunité, faute de rendre des comptes, de l'autre. Peu importe la cause. C'est aux urgences qu'il faut s'intéresser le plus. Appui du FMI, vaccination accélérée et loi de finances complémentaire transparente viennent en tête.



• Par Taoufik Habaieb

Un accord avec le FMI, en "staff level agreement", est la première priorité.

L'économie et les finances publiques sont à l'agonie. On ignore encore le montant réel du déficit budgétaire pour l'année en cours, officiellement annoncé à 18 milliards de dinars, mais plus probablement estimé à 20, voire 22 milliards de dinars. Le financement extérieur est d'au moins 5.5 milliards de dollars, avec 1.5 milliard obtenu et près de 4 milliards à trouver.

Face aux bailleurs de fonds, notre vision n'est pas claire, notre programme n'est pas abouti et nos dossiers sont loin d'être prêts. Comme si nous avions tout le temps devant nous. Malgré une certaine bienveillance pour une démocratie d'exception naissante dans le monde arabe, ils s'interrogent, s'impatientent et nous relancent.

L'accélération de la vaccination contre le Covid est un impératif majeur.

Point de reprise économique, de réouverture pleine et entière des cafés, restaurants, hôtels et autres et de retour des touristes avant d'immuniser la moitié de la population concernée, estimée à 3 millions de personnes. Sur 1.9 million de Tunisiens inscrits, 570.000 seulement parmi eux ont reçu jusqu'à fin mai une première dose, soit 19% de l'objectif. On est loin du compte. La rupture de stock de certains types de vaccins en juin sera pénalisante. La Tunisie aurait pu faire de la vaccination une stratégie d'attraction des touristes libyens, algériens et autres, en leur proposant de venir recevoir leur injection en one shot aux frontières. Imaginez alors l'impact sur le tourisme.

La loi de finances complémentaire ne saurait souffrir le moindre retard. Promise pour mars dernier, elle est renvoyée aux calendes grecques. Ce recadrage est d'une grande importance, et urgence, pour annoncer en toute transparence l'état des finances publiques et nous dire à quoi nous devons nous attendre.

Priorisation, oui mais...

Sans perspective rapprochée de dénouement, le blocage persistant entre Carthage, le Bardo et la Kasbah plombe l'Etat. L'issue est incertaine, lointaine, sans qu'une personnalité d'envergure ne s'emploie à peser de tout son poids. Le risque est grand et les dégâts sont lourds.

Le chômage explose ! Plus de 17.8% de la population active !

Les grands chantiers à haute teneur d'emplois tardent à être lancés. Tant que les villageois n'auront pas vu des grues et des bulldozers construire des routes, des logements et des écoles, ils n'auront rien perçu des dividendes de la révolution. Des zones industrielles se vident. Des entreprises tirent la langue quand elles ne ferment pas.

L'effet Covid s'y est ajouté. Trop peu, trop tard est le soutien dû par le gouvernement aux entreprises, aux petits métiers et autres.

Dans cette société de l'immédiat qu'est devenue la nôtre, le temps réel s'érige en nouvelle norme. Plus rien ne saurait attendre.

La pire des postures est de ne pas agir, ni de réagir. Plus rien ne pousse en avant, ne presse... Cette dérobade, qui vient s'ajouter à un long processus de désintégration, met à nu la défaillance de nos systèmes de prise en charge. Et en même temps expose des vies et des entreprises au danger.

La non-urgence a un coût ! Lourd et irrattrapable.

Le gouverneur de la Banque centrale, Marouane El Abassi, l'a martelé devant les élus de la Nation. L'ont-ils entendu, écouté. Toute la machine se bloque, se disloque. La déliquescence pointe.

Rompre avec l'habitude. Qu'est-ce qui pourrait secouer de leur torpeur les décisionnaires et le commun des Tunisiens, les réveiller, les responsabiliser ? La redevabilité immédiate pour les uns, la mise en cause de la zone de confort pour les autres ? Sans doute, mais beaucoup plus que cela.

T.H.

Doha – Genève – Rome

Après Tripoli et la visite à Tunis, début juin, du Premier ministre français, Jean Castex, Hichem Mechichi a un agenda diplomatique chargé au cours des semaines à venir. Annoncé à Doha pour une visite éclair de mobilisation de ressources financières nécessaires au bouclage du budget, il irait également à Genève. Au programme des entretiens avec les premiers dirigeants de l'OMS, le sujet des vaccins, ainsi que de l'OMC et de l'IUT, notamment.

Début juillet, c'est à Rome où le chef du gouvernement devait se rendre. Programmée initialement début décembre dernier, cette visite est très attendue pour poursuivre les discussions au sujet de la migration clandestine, mais aussi et surtout renforcer l'aide publique italienne à la Tunisie et, plus largement, la coopération bilatérale.

Dans le pipe également, une tournée en Afrique de l'Ouest, à la tête d'une délégation de chefs d'entreprise...



Ali Hafsi, le couteau suisse de Mechichi

Officiellement, il est ministre auprès du Chef du gouvernement, chargé des relations avec l'ARP. Son périmètre d'action s'étend en fait encore plus loin que le palais du Bardo. Ali Hafsi Jdey, voyageur, hôtelier et ancien président de la Fédération tunisienne de football, jouit d'un épais carnet d'adresses. Il l'ouvre pour déblayer le terrain à l'international en prévision de grandes visites officielles. Servi par ses relations personnelles et son grand humour conquérant d'un digne fils du Jérid, Ali Hafsi avait pavé la voie à la visite de Mechichi à Tripoli, où il l'avait précédé quelques jours auparavant, accompagné du secrétaire général du gouvernement, Oualid Dhahbi. Dans la capitale libyenne, toutes les portes lui étaient ouvertes. Comme au Qatar, où il avait organisé la visite de la délégation conduite par Ali Kooli, comprenant notamment Samir Majoul et ses coéquipiers de l'exécutif de l'Utica.



*L'élégance est une attitude

Elegance is an attitude*

Simon Baker
Simon Baker

LONGINES



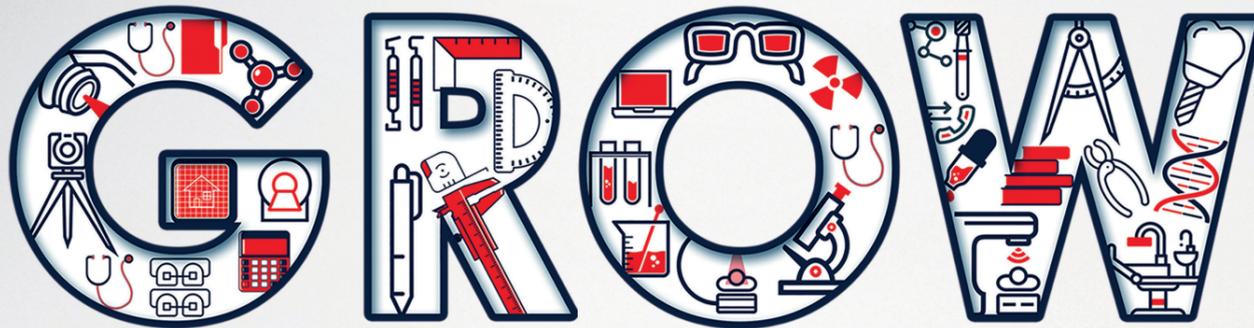

BEN JANNET & CO
1986

Boulevard Principal, Les Berges Du Lac 1
Rue Lac Victoria, Les Berges Du Lac 1
Tunis City «Géant»



HydroConquest

PACK



- **UN COMPTE + UNE CARTE BH GOLD**
- **UN ACCÈS BH NET PROFESSIONNEL**
- **UN ACCOMPAGNEMENT PERSONNALISÉ POUR DES BESOINS SPÉCIFIQUES**
- **DES OFFRES DIVERSIFIÉES POUR VOS BESOINS EN ASSURANCES, EQUITY ET LEASING**

**UN PACK SUR MESURE
POUR LES
PROFESSIONS LIBÉRALES**

BH | بنك
BANK

Sans relâche

Youssef Chahed persévère dans sa stratégie de reconquête du pouvoir, multipliant les prises de parole. Dans un long entretien conduit par Hakim El Karoui, pour l'Institut Montaigne, il développe une série de nouvelles positions au sujet de l'islam politique, la montée du populisme, la migration, les relations avec l'Europe, l'aide internationale reçue et la réforme du système politique. L'ancien chef du gouvernement se déclare «*personnellement contre l'islam politique*», expliquant les conditions qui avaient conduit en 2014 le président Béji Caïd Essebsi à choisir «*la cohabitation avec les islamistes, loin d'une alliance stratégique.*» Chahed a été critique à l'égard de la qualité, des montants et de la coordination de l'aide internationale reçue, et plaidé en faveur de nouvelles relations avec l'Europe ainsi qu'une prise en charge globale de la question migratoire. 



Banques : des capitaux en érosion

Cinq banques de la place ont vu leurs pertes dépasser d'au moins la moitié de leurs fonds propres. C'est ce qu'a pointé du doigt Fayçal Derbel, vice-président de la commission des finances à l'ARP. Intervenant en plénière lors de l'audition du gouverneur de la Banque centrale, Marouane El Abassi, il a aligné, en expert-comptable chevronné, des détails inquiétants :

- BTL : pertes cumulées supérieures à 50% des fonds propres (la perte de 2020 s'élève à elle seule à 20 millions de DT)
- BFPME : les pertes cumulées représentent 95% des fonds propres
- BTK : les pertes cumulées représentent 70% des fonds propres
- BFT : pour un capital de 5 millions de DT, les pertes cumulées avoisinent les 500 millions de DT

«*La faillite d'une seule banque, a-t-il souligné, aura des répercussions très négatives sur l'ensemble du secteur bancaire (crise systémique ou effet domino). Par conséquent, la BCT gagnerait à mettre en œuvre les mesures préconisées par le titre 2 de la loi bancaire relative à l'ouverture des procédures de sauvetage des banques en difficulté.*»

Au sujet de la suppression du taux de l'IS de 35% en le remplaçant par le taux de 15% (taux généralisé de l'IS) en plus d'une redevance de 2% sur le chiffre d'affaires, Fayçal Derbel n'avait pas manqué d'attirer l'attention du ministre de l'Economie, des Finances et de l'Appui à l'investissement sur les biais de cette mesure. «*Il semblerait qu'elle n'a pas fait l'objet d'un stress test pour évaluer son impact sur les ressources de l'Etat, dira-t-il. Appliqué à 5 banques (BIAT, UBCI, UIB, BT et BH) au titre des bénéfices de 2020, ce nouveau régime d'imposition (15% IS et 2% sur le C.A) aura pour effet de faire baisser les recettes fiscales de 91 millions de DT.*» 



BTL-NAIB : une même banque ?

Recapitaliser la Banque tuniso-libyenne (BTL), la restructurer et envisager sa fusion avec la North Africa International Bank (NAIB) ? L'idée fait son chemin entre Tunis et Tripoli. Les gouverneurs des banques centrales des deux pays et le ministre tunisien de l'Economie, des Finances et de l'Appui à l'investissement l'ont évoquée lors de leur récente rencontre dans la capitale libyenne. 



Migration irrégulière : un drame humanitaire

Appuyée par l'Union européenne, l'Italie remet sans cesse et avec plus de vigueur devant les autorités tunisiennes la question de la migration clandestine. Certes, grâce aux efforts conjoints, le nombre d'opérations interceptées a nettement augmenté ces derniers mois, mais l'Europe craint l'arrivée de nouvelles vagues de migrants sur les rivages italiens au cours de l'été. L'approche pratiquée demeure encore sécuritaire, sans s'élargir à des programmes de migration circulaire, concertés et bien encadrés. Les indicateurs relevés à fin avril dernier demeurent inquiétants. Le nombre total d'arrivées en Italie de manière non réglementaire depuis le début de l'année a atteint, selon le Ftdes, 9 013 migrants non réglementaires dont 1 385 migrants tunisiens, soit 15%. Depuis le début de l'année 2021,

le nombre d'opérations de passage interceptées a atteint 195, soit une augmentation de 242% par rapport à la même période en 2020. Les autorités tunisiennes ont également empêché 3 027 migrants d'atteindre les côtes italiennes depuis le début de l'année, soit une augmentation de 170%. Certes, le nombre d'arrivées a augmenté par rapport aux Tunisiens en comparaison des années 2020 et 2019, mais il a diminué de 27% par rapport à 2018.

Le nombre total de mineurs tunisiens arrivant de manière irrégulière en Italie a été de 208, soit 16,8% du nombre total de mineurs arrivant en Italie de différentes nationalités. La participation des mineurs et des femmes au cours des dernières années reflète un glissement progressif du projet de migration vers le projet familial et met en évidence la faiblesse des institutions de protection sociale et d'enseignement dans l'environnement de ces groupes vulnérables. 




SSANGYONG
DRIVEN BY YOU

The power
of Authenticity



GARANTIE
3 ANS
OU 100 000 km

The very new PICK UP

M U S S O

www.ssangyongtunisie.com

 SsangYongTunisie.Officielle



AUTOMOBILES ZOUARI
CONCESSIONNAIRE / SAV VEHICULES DE TOURISME

TUNIS - Rte de Sousse, GP1 Km7 2033 - Mégrine
Tél. : (+216) 70 130 070 - 70 130 060
Fax : (+216) 71 425 253

SFAX - Rte de Gabes, bvd de l'environnement, Km 2,5 - Sfax
Tél. : (+216) 70 130 020
Fax : (+216) 74 281 020

SOUSSE - Rte de ceinture, 4022 Z.I. Akouda - Sousse
Tél. : (+216) 70 130 040 - 70 130 050
Fax : (+216) 73 343 233

GABES - Rte de Tunis Km 0,5 BP 31 - 6001 Hached Gabès
Tél. : (+216) 70 130 090
Fax : (+216) 75 274 151



Au service **de la Tunisie** depuis 1999

Partenaire officiel du ✘



2 et 3 juin 2021

Le chant de l'espoir

Ni alarmer, ni faire peur, plutôt promettre les grandes retrouvailles post-Covid ! Moyennant le port du masque, le respect de la distanciation et l'observance des strictes règles prudentielles. C'est le message véhiculé avec talent par un clip vidéo et une série d'affiches lancé par le ministère de la Santé, en collaboration avec l'OMS, l'Unicef, l'Usaid et le Koweït notamment.

Des figures emblématiques de la chanson, du théâtre et des réseaux sociaux ont été en effet réunis dans un chant de réconfort, de rebond et d'espoir. Olfa Ben Romdhane, Asma Ben Ahmed, Bayrem Kilani et Anis Letaief y ont prêté leurs voix. Des paroles de Hammouda Fellaïh, mises en musique dans une composition originale de Bayrem Kilani, livrent un message qui interpelle et mobilise à la fois, en toute douceur.

Ils sont rejoints par Raouf Ben Amor, Dalila Meftahi, Jouda Najah, Najla Ben Abdallah, Nidhal Saadi, Sahri Bahri et Mohamed Bouglia. La production a bénéficié de jeunes talents confirmés. C'est ainsi que la direction musicale a été assurée par Sami Ben Saïd (pianiste, compositeur/arrangeur, directeur de la présente session des Journées musicales de

Carthage). A la guitare, Hédi Fahem (lauréat du Yamaha Award Guitarist 2019 / Lie Mc Comb 2020). Quant au Quatuor cadences, il était composé

de Tunis), Afif Bouslama (Alto) et Hosni Naghmouchi (Cello). Dans ses studios, Selim Saïed a déployé tout son art de l'enregistrement, du mixage et du mastering.



de Ala Bouslama (premier violon), Mohamed Bouslama (deuxième violon, directeur de l'Orchestre symphonique

La réalisation a été assurée par Anouar Boukhris, avec Mohamed Ayed en tant que directeur photo.

Diplomatie

Nouveaux ambassadeurs accrédités à Tunis

Gabriel Rosenzweig Pichardo
Ambassadeur de la République Mexicaine, avec résidence à Alger

Topply Mulambo Lubaya
Ambassadeur de la République de Zambie, avec résidence au Caire

Lino Zonzini
Ambassadeur de la République de Saint-Marin, avec résidence à Saint-Marin

Ishankuli Amanlyev
Ambassadeur de la République de Turkménistan, avec résidence à Ankara

Vanessa Vega Saenz
Ambassadeur du Royaume du Danemark, avec résidence à Alger

Oktaf Sudef Ogly Garbanov
Ambassadeur de la République d'Azerbaïdjan, avec résidence à Rabat

Arshak Poladian
Ambassadeur de la République d'Arménie, avec résidence à Erevan

Tomaz Kunstelj
Ambassadeur de la République de Slovénie, avec résidence à Rome

Nerijus Aleksiejunas
Ambassadeur de la République de Lituanie, avec résidence à Paris

Zenene Sinombe
Ambassadeur de la République de Botswana, avec résidence à Addis-Abeba

Jennifer Claire Cartmill
Ambassadeur d'Australie, avec résidence à Malte

Elh Malam Manzo Aminou
Ambassadeur de la République du Niger, avec résidence à Alger

Luella Hajdaraga
Ambassadeur de la République d'Albanie, avec résidence à Athènes

Nermin Mesinovic
Ambassadeur de Bosnie-Herzégovine, avec résidence à Tripoli.



Ministère du Tourisme



Wahida Jaiet
Chargée de mission

Ministère de l'Éducation



Ezeddine Zagrouba
Directeur général du Centre national des technologies en éducation (Cnte)

Carte Assurances

Mehdi Doghri
Directeur général



Décès

Ahmed Mestiri
94 ans, ancien ministre de la Justice et de la Défense, ambassadeur de Tunisie à Moscou (1960) et à Alger, fondateur du Mouvement des démocrates socialistes (MDS).

Béchr Ben Yahmed
93 ans, journaliste, fondateur du magazine Jeune Afrique, ancien secrétaire d'Etat à l'Information (1956-1957).

Pr Ridha Mabrouk
100 ans, médecin ophtalmologue à l'hôpital Charles-Nicolle à Tunis (1955-2005), auteur de plusieurs ouvrages dont « Au service d'autrui », édité en deux tomes par l'Académie tunisienne des sciences, des lettres et des arts dont il était membre honorifique. Fondateur de l'équipe « Nadi El-bassar ».

Taher Hadj Ali
Ancien ministre du Transport, P.D.G. de la Steg et de Tunisair.

Zouheir Allagui
Ancien ambassadeur de Tunisie au Brésil et en Ethiopie.

Mongi Ellouze
74 ans, militant, dirigeant d'El Joumhoury, fondateur du Rassemblement socialiste progressiste (RSP) en 1981 et du Parti démocratique progressiste (PDP) en 2001 avec Ahmed Néjib Chebbi et Maya Jenbi, ancien rédacteur en chef du journal Al Maoukef.

Ahmed Bouazzi
Universitaire, militant, chercheur et enseignant à l'École nationale d'ingénieurs de Tunis (Enit), conseiller municipal de la Ville de Tunis, membre du Bureau politique du Courant démocrate « Attayar ».

Mokhtar Lamouchi
Député d'Ennahdha, élu dans la circonscription du Kef.

Dr Radhi Belkahia
61 ans, médecin anesthésiste-réanimateur au CHU d'Amiens.

Maître Mouldi Mnakri
Avocat et ancien président de l'Espérance Sportive de Zarzis (1999-2000).

Zeyneb Farhat
Journaliste, militante, artiste, directrice de l'espace culturel « El Teatro », présidente du Syndicat tunisien des espaces scéniques et membre de l'Association tunisienne des femmes démocrates (Atfd).

Jean Fontaine
86 ans, père blanc, auteur de plusieurs ouvrages sur la littérature arabe et tunisienne, ancien directeur de l'Institut des belles-lettres arabes (Ibla) à Tunis (1977-2008)

Rachid Ben Smail
Editeur

Beya Ladgham
96 ans, veuve du grand militant et ancien Premier ministre Bahi Ladgham

Bahri Jelassi
Homme d'affaires

Hassan Attia
Journaliste sportif, ancien rédacteur en chef sport des journaux Assabah et Le Temps.
Taoufik Hajlaoui, journaliste sportif au journal La Presse.

Nejib Edhibi
66 ans, poète

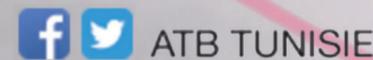
Mohamed Ben Ezzeddine
Journaliste, ancien P.D.G. de l'agence Tunis-Afrique Presse et de la SNIPE, éditrice de La Presse et Assahafa, et directeur de l'information au ministère des Affaires étrangères.

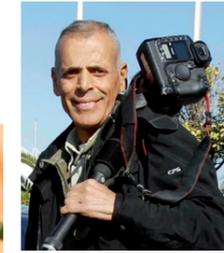


PAYEZ AVEC VOTRE CARTE ATB VISA SANS CONTACT))) ET TENTEZ VOTRE CHANCE POUR GAGNER DES VOUCHERS



www.atb.tn





Mohamed Hammi

Fraise

À l'arrivée du printemps, la fraise fait son apparition sur nos étals pour le bonheur des plus gourmands. Ce petit fruit rouge est riche en vitamines et minéraux et possède de nombreux bienfaits pour la santé. On la consomme généralement en dessert, crue avec du sucre ou de la chantilly, mais elle se marie également très bien avec des salades pour un mélange sucré/salé.

Le Cap Bon demeure la première région du pays où on cultive les fraises. Plus particulièrement du côté de Ben Aichoun, Korba et Tazerka.

La région du Cap Bon produit à elle seule 90 % de la production nationale. 

Opinion

Les risques de la défiance à l'égard des politiques au pouvoir

Tous les sondages d'opinion des derniers mois reflètent la désaffection des citoyens à l'égard de ceux qui les gouvernent depuis les trois présidents (n'en déplaise au président de la République qui ne cesse de répéter qu'il y en a un seul et qui n'est autre que lui). Cette désaffection ne s'explique pas seulement par la crise multidimensionnelle que vit le pays économiquement, politiquement, socialement, mais aussi par le vide au sommet.



• Par Riadh Zghal

Ce n'est pas faute d'institutions et de titulaires des postes dans ces institutions, mais faute de visibilité, de stratégie de l'Etat, de stabilité devenue impossible, tant la valse des gouvernements a empêché toute planification de réforme conduite à son terme et, surtout, mis fin au mandat des ministres compétents qui ont une vision des changements nécessaires. De tels ministres, il y en eu certes, mais jamais le maintien dans la durée d'une masse critique de compétences qui aurait pu conduire les véritables réformes utiles à l'intérêt général. C'est finalement faute de leadership crédible, non parce qu'il profère un discours populiste laudateur du « peuple » ou s'apitoyant sur les catégories pauvres, mais parce qu'il agit, parce qu'il oriente les esprits et les actions vers l'intérêt du plus grand nombre, parce qu'il communique par un discours qui fait sens, parce qu'il reflète une vision d'avenir meilleur en mesure de mobiliser les acteurs sociaux, parce qu'il est moins obsédé par le pouvoir personnel d'un « big brother » que

par le leadership collectif diffusé à tous les paliers des responsabilités collectives, parce qu'il dispose d'un sens profond de l'Etat, de la participation, de la bonne gouvernance et de la démocratie.

La défiance à l'égard des gouvernants existe certes partout, y compris dans les vieilles démocraties, car les élections, fussent-elles au suffrage universel, n'éradiquent ni l'opposition ni la défiance. Ce sont les proportions qui varient d'une démocratie à l'autre. Seulement chez nous la défiance est généralisée ou presque, et semble se transformer en méfiance. Si la défiance signifie se fier mais sous conditions, la méfiance c'est être en permanence sur ses gardes parce qu'on soupçonne des intentions malhonnêtes. Cet état des attitudes sociales renferme des risques gravissimes. Cela menace la cohésion sociale mais pas seulement.

La défiance généralisée stimule le déni de l'Etat aussi bien en ce qui concerne son autorité qu'en ce qui concerne le sens d'appartenance à une nation. Quand on ne croit plus en l'autorité de l'Etat, cela se traduit par le déni de la légalité ce qui ouvre de larges avenues à la corruption, au trafic commercial illégal, au rejet de l'autorité des dirigeants. Cela vient de se manifester par la désobéissance civile lorsque le gouvernement a décrété le confinement général quelques jours avant l'Aïd. Lorsque la défiance affecte les dirigeants des organismes publics, c'est la valeur travail qui se perd, en plus de l'attractivité des établissements publics pour les plus compétents, ce qui entraîne la médiocrité des services publics et ouvre une large avenue à la fuite des cerveaux et à l'émigration clandestine. Le feuilleton « Harga », une œuvre associant les genres fiction et documentaire, qui vient d'être diffusé par la chaîne de télévision nationale, a dépeint ce sentiment chez des Tunisiens jeunes et vieux qui ont perdu le sens de leur appartenance à une nation, jusqu'à en perdre la croyance en leur propre valeur d'être humain.

On entend de plus en plus de voix qui appellent au départ de la classe politique au pouvoir et l'organisation d'un référendum. Il y a évidemment ceux pour qui c'est une tactique politique. Néanmoins, cela reste l'expression de la défiance à l'égard du pouvoir. Certains appellent à la dissolution du parlement, d'autres à la démission du gouvernement, d'autres au départ du président de la République. Et puis après ? Le pays peut-il supporter davantage d'instabilité au sommet de l'Etat encore et encore ? La priorité n'est-elle pas d'abord à une reprise énergique de l'activité économique et l'amélioration des conditions de vie des citoyens ? Cela ne peut se réaliser sans l'engagement des divers acteurs sociaux depuis les employés de la fonction publique, en passant par les édiles municipaux, les travailleurs dans tous secteurs confondus, les dirigeants d'entreprises et actifs des organisations de la société civile. Pour que cela se produise, il va falloir assurer un minimum de confiance. Alors se pose la question du comment.

On nous parle encore et encore de dialogue, même si de toute évidence le discours souvent haineux entre les factions politiques n'augure aucune perspective de dialogue inclusif. Par contre, il faut reconnaître que toutes les solutions des problèmes des citoyens ne viendront pas de l'initiative de l'Etat si on admet que l'on est en démocratie. Le gouvernement est actuellement en voie de lancer des réformes, certes douloureuses, mais supposées permettre l'amélioration de la situation économique comme cela a été à la fin des années 1980 lorsqu'il s'était agi du plan de restructuration qui a sorti le pays d'une grave crise économique. Ces programmes de réforme, avec leurs points forts et leurs points faibles, s'imposent comme un mal nécessaire, une drogue salvatrice du moment que, vu la situation désastreuse des finances publiques, c'est de l'intérêt national d'éviter la faillite. Cependant, la faisabilité d'une réforme en démocratie dépend de son acceptation par le plus grand nombre de citoyens. Une fois les programmes de réforme sont bien clarifiés et que l'on sait où l'on va, leur mise en œuvre nécessite un vaste programme d'information, non pas celui de la manipulation mais celui de la vérité des défis, des objectifs à atteindre et des retombées sur les conditions de vie et l'avenir de la nation. Si campagne d'information il y a, elle devra se concevoir avec des professionnels de haut niveau qui ont fait preuve d'impartialité vis-à-vis des acteurs politiques.

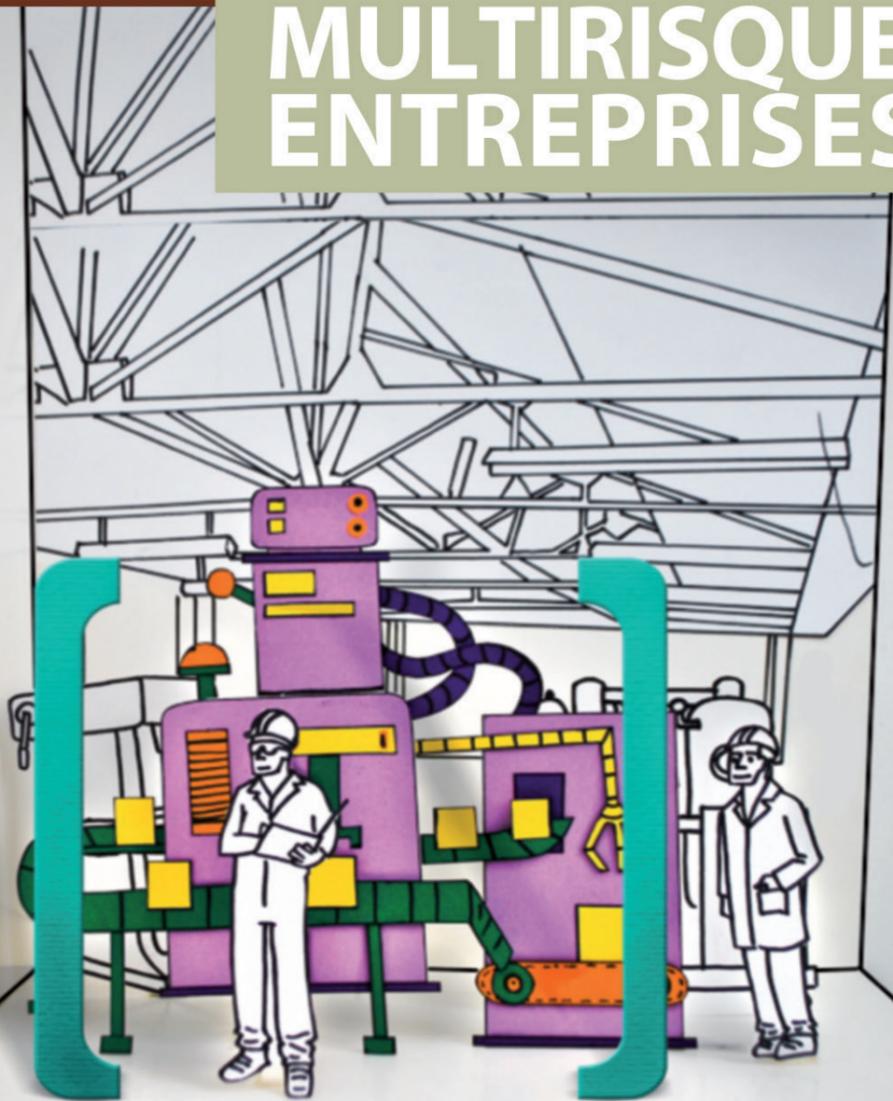
Comme l'Etat est trop grand pour résoudre certains problèmes, notamment ceux liés à des contextes particuliers, il faudra renforcer la dévolution du pouvoir aux structures décentralisées, libérer les initiatives dès le moment où les contextes locaux et régionaux ont leurs spécificités. Cela si on reconnaît qu'il y a des détails qui échappent au sommet et que, souvent, « *le diable se cache dans les détails* ». La décentralisation associée à la démocratie favorise l'élargissement de la sphère de participation et l'exploitation de l'intelligence collective, car dans la participation, il y a responsabilisation. Celle-ci pousse à exercer l'imagination et les habiletés permettant l'efficacité dans l'atteinte des objectifs.

En revanche, si le programme de redressement de la situation adopté par le gouvernement s'avère irréalisable, il revient à la société civile de prendre la main. Le principal tribut récolté après la révolte de 2010-2011 est celui de la dynamisation de la société civile. Cette dernière a agi lorsque les constituants islamistes ont tenté d'imposer un statut dévalorisant des femmes. Elle a également agi lors du sit-in de « *اعتصام الرّحيل* » criant sa colère suite aux assassinats politiques perpétrés sous un gouvernement islamiste. Les organisations nationales du travail, de l'entreprise et des droits de l'homme ont réussi à conduire une négociation qui a permis de remplacer ce gouvernement islamiste par un autre indépendant. Comme l'histoire ne se répète pas à l'identique, si la société civile se doit de prendre la main pour sortir de la grave crise actuelle ce ne sera ni par des sit-in, ni par des grèves sans fin, ni par un dialogue entre politiques qui s'excluent mutuellement, mais par l'action pour le développement économique, le travail, la participation décentralisée. Pour cela, il y a besoin des programmes à l'échelle nationale, régionale et locale. Le pays dispose encore d'un capital humain capable d'en élaborer.

On a bien compris maintenant que ce système politique concocté par une assemblée constituante hybride n'a pas marché et ne marchera pas dans le sens attendu par la révolte de 2009-2011. Il est à revisiter en commençant par la loi électorale. Cela doit commencer sans délai parallèlement à la mise en place des réformes. Cela fera renaître des espoirs, nourrir une ébauche de confiance et certainement une nouvelle dynamique politique qui protégera le pays contre les dérives du populisme et de l'autoritarisme, en plus de l'accès au pouvoir de l'inexpérience, de l'incompétence, voire de la délinquance. ■

R.Z.

MULTIRISQUES ENTREPRISES



GREY

PROTÉGEZ LE PATRIMOINE DE VOTRE ENTREPRISE.

Assurez la pérennité de votre entreprise au quotidien !

CARTE ASSURANCES vous propose son contrat d'assurance Multirisques Dommages

CHARIKATY : une couverture complète de votre entreprise en cas d'incendie, d'explosion, de vol, des dégâts des eaux...

Vous disposez, par le biais d'un seul et même contrat, de garanties indispensables et performantes, conformes à vos besoins.

Plus de détails sur notre site internet.

www.carte.tn

On vous l'assure.



Ahmed Mestiri Le Démocrate



En couverture

Ahmed Mestiri

L'homme qui a osé dire non à Bourguiba et à Ben Ali



• Par Aziz Krichen

Ce texte est la retranscription d'une tribune publiée en 1989 par l'hebdomadaire *Le Maghreb* (n° 164, du 18 août 1989), suite à l'annonce faite par Ahmed Mestiri de se retirer définitivement de la vie politique. Aziz Krichen y retrace, à chaud, le portrait d'un homme d'exception. Son propos est élogieux, tout en étant sans complaisance. Rédigé alors que le pouvoir de Ben Ali était en pleine ascension, ce témoignage constitue un document politique de première importance, en ce qu'il éclaire un moment charnière de notre histoire contemporaine.

J'ai rencontré Ahmed Mestiri pour la première fois durant l'automne 1967. Lui était ministre de la Défense, moi soldat de deuxième classe. Il était à ce moment l'une des principales personnalités politiques destouriennes, avec Ahmed Ben Salah et Bahi Ladgham; de mon côté, j'avais 20 ans, je militais dans les rangs de l'extrême gauche — le mouvement Perspectives — et j'avais été incorporé de force dans l'armée, suite aux manifestations estudiantines de décembre 1966.

Nous étions cinq militants dans pareille situation : Abdelhamid Hermassi, Zouzi

Chebbi, Khémaïs Chamari, Jalel Abdeljawad et moi-même. La période du service militaire était sur le point de s'achever. Mestiri nous avait convoqués au siège du ministère et nous avait reçus à tour de rôle. L'intention était évidente : il s'agissait de nous sonder, de nous jauger — bref, de déterminer qui pouvait être «récupéré».

L'entretien avec moi fut de suite particulièrement tendu. Pensant sans doute me mettre dans de bonnes dispositions à son égard, Mestiri commença par me dire à peu près ceci : *«Je suis à la tête de la Défense nationale, vous êtes un simple soldat, et nous allons tous les deux discuter librement de la situation politique dans le pays. Vous ne viendrez pas me dire après cela que nous vivons sous un régime de dictature !»*. J'étais jeune et n'avais pas un sens de l'humour très développé. Je répondis que la démocratie, c'était l'expression d'opinions différentes, par des partenaires égaux en droit ; que le propre des dictatures était au contraire de placer les oppositions en état d'infériorité et que l'on pouvait difficilement considérer le rapport hiérarchique liant un soldat du contingent au ministre de la Défense comme un rapport égalitaire... Cette réponse et mes interventions suivantes eurent le don d'exaspérer Mestiri, qui mit un terme à la discussion littéralement en me renvoyant.

Ce premier contact personnel — il n'y en eu plus d'autres — ne pouvait me laisser



une impression très sympathique et le jugement que je me forgeais le concernant est resté longtemps défavorable. Je ne veux pas dire qu'il m'ait aveuglé au point de ne plus me permettre d'évaluer objectivement la portée des initiatives politiques prises ensuite par lui. Mais mes évaluations se sont précisément limitées aux seuls éléments objectifs : je ne me suis jamais préoccupé de savoir ce que valait véritablement la personne que masquait le personnage public, m'interdisant par conséquent une compréhension authentique de l'homme politique lui-même.

Sa démission du gouvernement en 1968 constituait ainsi un fait objectif positif : elle sanctionnait l'éclatement de contradictions dans les rangs de l'adversaire. Même chose en 1971, avec cette fois son limogeage et sa seconde exclusion du PSD. Les différentes décisions qui allaient à partir de là jalonner son itinéraire dans l'opposition (constitution du Groupe des libéraux, création de la Ligue des Droits de l'Homme, fondation du MDS) ont été appréhendées par moi de manière identique. Il s'agissait toujours de faits objectifs positifs, utiles pour le combat démocratique dans le pays. L'individu concret continuait à ne m'inspirer aucune attirance particulière. A la limite, je témoignais vis-à-vis de lui d'une attitude purement instrumentale : ce qu'il faisait était utile et utile dans un dessein qui de toute façon le dépassait.

Paradoxalement, c'est sa récente démission de la direction du MDS (ndlr en 1989) — à laquelle il a donné un caractère définitif et irrévocable —, donc finalement sa

décision de quitter la scène du pouvoir, qui me l'a rendu à sa vérité de dirigeant politique et à sa vérité d'homme tout court.

Dans nos pays, l'immaturation ne concerne pas que l'économie ou la culture, elle caractérise la structure psychologique de beaucoup de gens. Et il est rare de voir des hommes politiques décider – pour des raisons de principe, c'est-à-dire par attachement à leurs convictions – décider d'eux-mêmes de se retirer, quels que soient par ailleurs l'étendue de leur pouvoir et l'état où il se trouve. Dans nos pays, parce que les individus ne parviennent pas encore à réellement accéder à leur humanité, en faisant respecter leurs droits et en assumant leurs obligations, les hommes politiques, dans leur écrasante majorité aussi immatures que les majorités qu'ils gouvernent – ces hommes politiques tirent leur substance de la substance des hommes qu'ils plient à leur volonté ; ils compensent leur déficit d'être par la domestication de l'être des autres. En décidant de partir, je dirais qu'Ahmed Mestiri apporte la preuve de sa consistance et de sa réalité en tant qu'homme : sa substance, il la tire de lui-même.

Mestiri s'en va. Et c'est à cet homme dont la solitude aujourd'hui m'émeut que je veux rendre publiquement hommage. Dans le respect de ce qu'il est. Et dans la fidélité à mes propres engagements. C'est-à-dire en maintenant l'irréductibilité des choix qui nous séparent, lesquels, plus largement, distinguent les représentants de sa génération de la mienne.

Ahmed Mestiri s'est lancé tôt dans l'action militante, au sein du Néo-Destour, à l'époque exaltante du combat pour la libération nationale. Après 1956, il occupe des postes de responsabilité dans le nouvel Etat à Tunis ; il est ensuite versé dans le



corps diplomatique, où il aura la charge d'ambassades prestigieuses, notamment Moscou, Le Caire et Alger. Je crois que ces années passées à l'étranger ont été décisives dans l'évolution de ses idées politiques. Lorsqu'il est rappelé par Bourguiba au milieu des années 1960 et qu'il se

voit confier le portefeuille de la Défense, il est encore convaincu, comme les autres dirigeants, que le système du parti unique est une nécessité. Mais il avait pu observer, en Urss, en Egypte ou en Algérie, les risques de dérive totalitaire qu'un tel système comportait par nature. Sa



position alors est qu'il faut garder le parti unique, mais en le réformant de l'intérieur, en le démocratisant, pour en faire un outil continuellement à l'écoute du pays réel. Ce qui se passe à ce moment-là en Tunisie – l'embrigadement de la population dans les coopératives de Ben Salah et le fort niveau de répression que l'opération exige – le confirme dans son sentiment que l'on ne peut faire le « bonheur » des gens contre eux et malgré eux.

Ses arguments rencontrent d'abord un certain écho à l'intérieur de l'appareil destourien et même au-delà. Il commence à rassembler autour de lui un certain nombre de partisans. (L'épisode de la convocation relaté plus haut s'inscrivait dans ce contexte.) Mais cela ne dure pas et il est rapidement marginalisé. Le réalisant et se refusant à faire de la figuration comme bien d'autres ministres, il démissionne du gouvernement. Nous sommes en février 1968. Bourguiba riposte en le faisant exclure du PSD.

En septembre 1969, brutal retournement de situation. Ben Salah est écarté. Mestiri est invité à revenir aux affaires. Il accepte, sous réserve d'appliquer son programme de libéralisation interne. Cette condition est acceptée. Bourguiba n'avait pas le choix : le pays avait subi dix ans de contrainte et parfois de terreur ; il convenait de lâcher du lest.

Un congrès du PSD est convoqué en 1971 pour entériner l'option démocratique. Mestiri et ses amis y sont majoritaires. Le principe de l'élection des dirigeants à tous les niveaux est adopté. On connaît la suite. Volte-face de Bourguiba qui opère une sorte de coup d'Etat contre son parti et impose un bureau politique à sa dévotion. Mestiri ne plie pas. Il est congédié.

A partir de là commence une aventure politique et personnelle, certainement douloureuse pour lui, au terme de laquelle, avec la fondation du MDS en 1977, il tranchera définitivement le cordon ombilical qui le liait au Parti destourien. Il parvient alors à la conviction – il ne s'en départira jamais plus – qu'il n'y a pas d'issue en dehors du multipartisme.

Son analyse s'est précisée et étoffée. Le parti unique génère organiquement la dictature. Dans ces conditions, l'équipe dirigeante se détache et s'isole du corps social. A défaut de pouvoir s'exprimer à l'intérieur des canaux de régulation légaux, l'expression des revendications populaires se manifeste, de manière anarchique, par l'émeute. Le parti unique porte en lui les germes de la destruction de l'Etat et de la société. L'unique antidote possible, c'est le pluralisme, le multipartisme, l'instauration d'un régime politique représentatif. Seul un tel régime permet au pouvoir politique de remplir ses fonctions d'arbitrage social, en lui fournissant la légitimité nécessaire, une légitimité incontestable parce que fondée sur la souveraineté du suffrage populaire.



C'est cette analyse qui est à la base de la création du MDS en 1977. C'est elle également qui explique le refus de Mestiri de réintégrer le PSD en 1980, lorsque Bourguiba lui en fera une deuxième fois la demande. C'est elle encore que l'on retrouve développée par le Mouvement lors des législatives de 1981 et de 1989. Enfin, et de manière singulière, c'est toujours la même analyse que Mestiri avance aujourd'hui, en 1989, pour justifier sa décision irrévocable de se retirer de la vie politique. Ou plutôt une version inversée de cette analyse: « le pouvoir actuel – celui de Ben Ali – ne veut pas d'un régime représentatif ; c'est la raison pour laquelle je quitte la direction du MDS ».

Il y a là, en apparence, une incohérence majeure. Une incohérence qui étonne d'autant plus qu'elle émane d'un homme d'une grande rigueur intellectuelle et morale. Il convient donc d'aller au-delà des apparences et de saisir l'unité de pensée qui détermine ce comportement à première vue contradictoire. Je prétends que cette unité existe, qu'elle explique le constat d'échec final fait par Mestiri et qu'il est essentiel, pour l'avenir de la lutte démocratique en



Tunisie, de la mettre en évidence, parce que l'affaire ne concerne pas que Mestiri ni le seul MDS.

Reprenons le raisonnement en faveur du régime représentatif pluri-partisan. A le considérer de façon abstraite, il apparaît parfaitement convaincant et rationnel. Le problème, cependant, réside dans son caractère limité, incomplet, partiel : il s'agit d'une analyse étroitement politique. Je crois que le drame réside tout entier dans ce cloisonnement. Mestiri sait pourquoi il faut changer le régime politique ; il ne pousse jamais le raisonnement jusqu'au bout, jusqu'à la nécessité d'admettre qu'il faut changer le système dans sa totalité, et notamment dans sa dimension économique et sociale.

Le pouvoir en place est irrationnel et il lui oppose un schéma d'organisation rationnel. Mais il ne voit pas sur quelle rationalité de base s'appuie le pouvoir irrationnel qu'il combat, à partir de quoi son schéma rationnel devient lui-même irrationnel, sans emprise sur le réel, inapte à mobiliser les larges masses, incapable de forger une véritable alternative.

Le drame de Mestiri, c'est le drame de la pensée abstraite, le drame de la pensée parcellisée, le drame, en d'autres mots, de la pensée politique réformiste. Il s'oppose politiquement au PSD – et désormais au RCD –, mais il affirme dans le même temps qu'il partage l'essentiel de leurs choix économiques et sociaux. Il s'oppose ainsi à quelque chose tout en y adhérant. Il veut changer la politique tout en restant à l'intérieur de la politique, sans réaliser qu'il faut en sortir pour espérer la comprendre et la transformer. Sa rupture avec le PSD-RCD apparaît ainsi comme le rejet de simples manifestations extérieures,

sans remise en cause radicale de tout le modèle.

Certes, il s'est fait violence en opérant pareille rupture ; il a manifesté en l'accomplissant de réelles qualités de probité et de courage, que d'autres dignitaires écartés du pouvoir n'ont jamais eu. Le fait que la rupture ait été limitée, incomplète, le condamnait pourtant tôt ou tard à l'échec et à l'impuissance.

Le temps des illusions a toujours une fin. En 1981, lors des législatives auxquelles le MDS participe pour la première fois, malgré la falsification des résultats, Mestiri sait qu'il y a eu un véritable raz-de-marée en faveur de ses listes. Même s'il est trop fin politique pour ignorer que l'événement traduit davantage une réaction de rejet par rapport au parti dominant qu'un vote positif en faveur de son Mouvement, il peut quand même se dire qu'il est sur la bonne voie et qu'il faut persévérer.

S'installent ensuite les années de plomb, avec la décomposition interminable du règne de Bourguiba. Mestiri et le MDS sont acculés, mais ne se rendent pas. Le changement du 7 novembre quand il survient permet de nouveau l'espérance. Mestiri se dit qu'il a eu raison de résister. Il réclame des législatives anticipées. Il sait que les choses ont évolué et qu'il ne risque pas de bénéficier de la même unanimité populaire qu'en 1981, mais il s'engage avec optimisme dans la bataille. Lorsque la proposition est faite de constituer des listes uniques de candidatures, il oppose un refus catégorique. Et il est en parfait accord avec lui-même : les listes uniques, c'est la reconduction de la logique du parti unique. Parmi les chefs de l'opposition, il est quasiment le seul à manifester une telle intransigeance,

le seul, en fait, à réagir d'abord en démocrate.

Les élections ont lieu. Après les habituelles falsifications, le verdict tombe comme un couperet : le MDS est crédité de 3% des voix. Mestiri n'a rien pu changer. Et il ne pouvait rien changer. Dès lors, il ne lui restait plus beaucoup d'options. Faire comme si de rien n'était, comme tous les carriéristes de son parti le souhaitent, c'était exclu, sauf à se parjurer. Radicaliser son opposition était également inconcevable, étant donné ses propres limitations. Mestiri ne pouvait ni reculer ni avancer. Rester pour faire du surplace, c'est-à-dire de la figuration ? Il en était encore moins question. Une trajectoire arrivait à son terme. Il en a tiré la leçon. Avec dignité.

Le départ de Mestiri interpelle tous les démocrates de ce pays. En dernière instance, son échec est leur échec, sa défaite le signe de leur propre impuissance. En décidant d'abandonner la scène, Mestiri indique qu'une page est maintenant tournée. La démocratisation de la société, son émancipation, nécessitent désormais que les choses soient prises par le bas et plus par le haut, et qu'elles soient prises toutes ensemble dans la complexité de leurs relations et non plus de façon isolée, incomplète, désincarnée, superficielle.

Si le témoin que dépose aujourd'hui Mestiri est repris par des mains capables d'aller plus loin que lui ne pouvait aller – et pouvant aller plus loin parce que lui est allé jusqu'au bout de lui-même –, sa défaite actuelle, qui est notre défaite commune, mais qui le marque lui plus durement – cette défaite peut devenir le prix des victoires ultérieures. Et son départ, le départ d'un nouveau départ. ■

A.K.

Si Ahmed : la rigueur, l'audace et la lucidité



• Par Hamouda Ben Slama

Ahmed Mestiri vient de nous quitter. Discrètement ; dignement tel qu'il a vécu. La silhouette frêle, la voix calme mais ferme, le ton sobre et persuasif de l'homme qui a toujours eu le sens de l'Etat vont nous manquer.

Si Ahmed a parrainé en quelque sorte mon entrée en politique au début des années soixante-dix.

Des aînés réformateurs dans la pure tradition du réformisme tunisien, emmenés par Ahmed Mestiri, avaient tenté sans succès dès la fin des années soixante d'introduire des réformes au sein du Parti destourien, parti unique au pouvoir auquel ils appartenaient. Ne pouvant pas réformer de l'intérieur leur parti, c'est-à-dire aussi et surtout le système politique et de pouvoir du pays, ils n'ont pas hésité à initier et défendre leurs idées de l'extérieur...

Et ce fut le départ d'une belle aventure alliant le combat contre le système du parti unique et favorisant l'émergence et la promotion du concept de démocratie, des droits de l'Homme et des libertés dans le discours politique.

L'originalité et la crédibilité de ce mouvement de libéraux réformateurs viennent du fait que leurs promoteurs et initiateurs étaient des personnalités en charge des affaires du parti et du pays. Beaucoup d'entre elles étaient des ministres en exercice et certaines étaient auréolées de leur passé de militants et de dirigeants du mouvement de libération nationale et de la lutte pour l'indépendance... Ahmed Mestiri en était la parfaite illustration et tout le portait à en être le leader naturel...

Ce mouvement attira et séduisit très vite de jeunes cadres, issus pour la plupart des rangs du Destour, déçus de l'immobilisme et de l'autoritarisme de la machine destourienne qui s'est montrée réfractaire à toute réforme malgré des tentatives louables en son sein.

Pour ma part, j'ai fait partie très vite de ces jeunes cadres qui ont été facilement cooptés par les pères fondateurs du mouvement, les



■ Ahmed Mestiri, ambassadeur de Tunisie à Moscou, après la cérémonie de remise au Kremlin de ses lettres de créance au président du Soviet Suprême, Leonid Brejnev, assis à la gauche de M. Mestiri. Au 2e plan, les membres de l'ambassade. On reconnaît Ahmed Ben Arfa

■ Présentation du Code du statut personnel au palais du gouvernement à la Kasbah le 13 août 1956. Assis de gauche à droite : Mohamed Ali Tahar, compagnon de lutte de Bourguiba, Cheikh Abdelaziz Jaïet, Ahmed Mestiri, ministre de la Justice, et Bourguiba



Barons comme nous nous plaignions à les appeler en signe de déférence pour des aînés mais aussi d'affection!). Et bien qu'étant personnellement le seul non-destourien au sein d'une majorité de destouriens, je me suis très vite intégré et retrouvé dans le même moule, celui de la mouvance réformatrice en faveur de la démocratie et du pluralisme.

J'étais surtout impressionné et admiratif devant le courage lucide de ces quarantennaires et cinquantennaires qui n'avaient pas hésité à troquer leurs portefeuilles ministériels, les avantages liés à leurs charges et le confort que confèrent le pouvoir et la fonction contre un engagement ô combien difficile et hypothétique en faveur de réformes que Bourguiba, encore au faite de sa popularité et de son leadership, ne semblait pas apprécier et encore moins tolérer !

Braver Bourguiba à cette époque d'autoritarisme et de despotisme, fussent-ils éclairés, où les libertés étaient muselées et les droits placardés, c'était une gageure hasardeuse et risquée que seuls quelques-uns issus des cercles du pouvoir avaient osé avant Ahmed Mestiri. Je citerais Ahmed Tlili, Mohamed Masmoudi et Béchir Ben Yahmed (l'un des meilleurs analystes politiques que la Tunisie ait enfanté et qui vient de nous quitter il y a quelques jours).

Si Ahmed se plaça résolument en opposition frontale au système du parti unique et coupa tôt et net les ponts avec Bourguiba et son régime; il maintiendra inflexiblement depuis son exclusion du PSD en 1971 la même ligne directrice en faveur de l'instauration de la démocratie et du pluralisme.

Le mouvement qu'il initia en collaboration intelligente avec notre groupe et notamment avec Hassib Ben Ammar et Béji Caïd Essebsi anima la vie politique durant la grande partie des prolifiques années soixante-dix : lettre ouverte à Bourguiba (véritable programme de réformes) à l'occasion du 20e anniversaire de l'Indépendance, "l'Appel des 198 pour les Libertés", création du Conseil national pour les libertés publiques et préparation de la Conférence nationale pour les libertés (interdite par les pouvoirs publics), genèse de la Ligue des droits de l'Homme, lancement des journaux Errai et Démocratie, intermédiation entre le gouvernement et l'Uggt les jours précédant les événements du Jeudi noir du 26 janvier 1978...

Durant les six premiers mois de l'année 1978, le mouvement connut sa première crise, une crise de croissance;

les jeunes cadres du groupe sentaient que l'on devrait passer la vitesse supérieure dans la concrétisation du pluralisme ; et puisqu'on parle de pluralisme, pourquoi ne pas donner l'exemple et sauter le pas en créant notre propre parti politique.

Une première réunion exploratoire et préparatoire se tient à cet effet un 18 janvier 1978 ; et là la scission en deux groupes eut lieu : ceux qui sont pour et ceux qui sont contre ou réservés quant à la création d'un parti politique. Deux points de vue (en tous points respectables et défendables) se font face.

Les jeunes du mouvement ont opté clairement pour la création d'un parti. Il fallait un leader et Si Ahmed était tout indiqué à cet effet. Quelques-uns parmi nous auraient voulu associer Si Hassib Ben Ammar à cette entreprise, Hassib (comme on l'appelait toujours sans le Si car très proche de nous).

En face, les grosses pointures du mouvement étaient opposées et réservées quant à cette initiative ! Sans le dire expressément, ces aînés restaient attachés à leur parti d'origine, le Destour, et n'excluaient pas d'y retourner si une évolution favorable le permettait... Et c'est ce qui s'est produit deux ans après à la faveur de l'avènement de l'ère Mzali à la primature : l'essentiel de ce second groupe sous la houlette de Si Béji réintégra le PSD ...

Au début de cette crise, Si Ahmed était tiraillé, il appartenait à la génération de ses camarades de la première heure, de la première tentative de réformer le parti en 1971, il en partageait les choix (sauf celui de retourner au PSD) ; mais d'un autre côté, il n'était pas insensible à la pression des jeunes loups du

■ Une conférence de presse





mouvement et qui, bien que ne pesant pas lourd comparés aux barons, ne traduisaient pas moins les attentes justifiées des générations montantes et étaient en meilleure conformité avec l'air du temps .

Et Si Ahmed trancha comme à son habitude, nettement et clairement. Contre toute attente et prenant même en partie ses jeunes camarades de court, il choisit le camp des jeunes, de parier sur la jeunesse, sur l'avenir, même si la voie à suivre paraissait à première vue hasardeuse et difficile!

Le parti politique le MDS vit le jour le 8 juin 1978 et l'aventure prit un nouveau tournant sans pour autant que des querelles ou des inimitiés n'éloignent les uns des autres car nous sommes restés les uns vis-à-vis des autres, et notamment de nos aînés, respectueux, amis, unis dans l'adversité et nos chemins se sont parfois croisés de nouveau à chaque fois que la situation du pays nous imposait d'être solidaires et complémentaires...

Les élections anticipées de novembre 1981, dont la tenue résultait de négociations et d'accords entre l'aile libérale du pouvoir menée par Si Mohamed Mzali et l'opposition (essentiellement le MDS), illustrèrent la montée en puissance du MDS et dont la popularité prit des ailes en peu de temps. Si Ahmed, calme et déterminé, mena bien sa barque et y apposa sa marque toute de rigueur, de courage et de lucidité ...

N'eût été la falsification massive des résultats des premières (et dernières) élections libres et pluralistes de l'ère Bourguiba, novembre 1981 aurait été une date phare dans l'avènement de la démocratie dans notre pays... Il y a de cela quarante années !... Dommage !



Le MDS, Si Ahmed et ses compagnons sortirent vainqueurs de ce scrutin et virent leur poids populaire décupler malgré la falsification ou plutôt grâce à elle.

Paradoxalement, son succès allait engager le MDS quelques mois après dans sa première crise depuis sa création ; crise de croissance aussi ... de choix, d'alliances et de positionnement.

Quelques-uns d'entre nous quittèrent alors le MDS mais notre attachement et notre respect à Si Ahmed restèrent intacts et régulièrement entretenus. Notre itinéraire commun ne fut pas bien entendu un long fleuve tranquille. Les vicissitudes et les difficultés de l'activité politique n'épargnent personne et leur gestion fait partie de cet engagement.

Ce qui est important, c'est ce qui reste une fois les feux de la rampe éteints et la sérénité retrouvée. Ce qui reste ancré en moi de ce parcours commun sous la direction de Si Ahmed, c'est ce profond respect et cette grande admiration indélébile pour cet homme juste, droit, pudique et propre. Si Ahmed nous a appris que la noblesse en politique existe ...

C'était pour moi nécessaire de le dire en ces temps présents où la politique et les hommes politiques sont décriés, souvent à tort, car certains d'entre eux sont décevants !

Nous sommes, Si Ahmed et moi-même, cousins germains. Si j'en parle (pour la première fois) avant de clore cette ode à un homme hors du commun, c'est pour insister sur le fait que cette proximité familiale (qui m'honore) n'a jamais interféré dans nos relations publiques, dans nos accords comme dans nos désaccords.



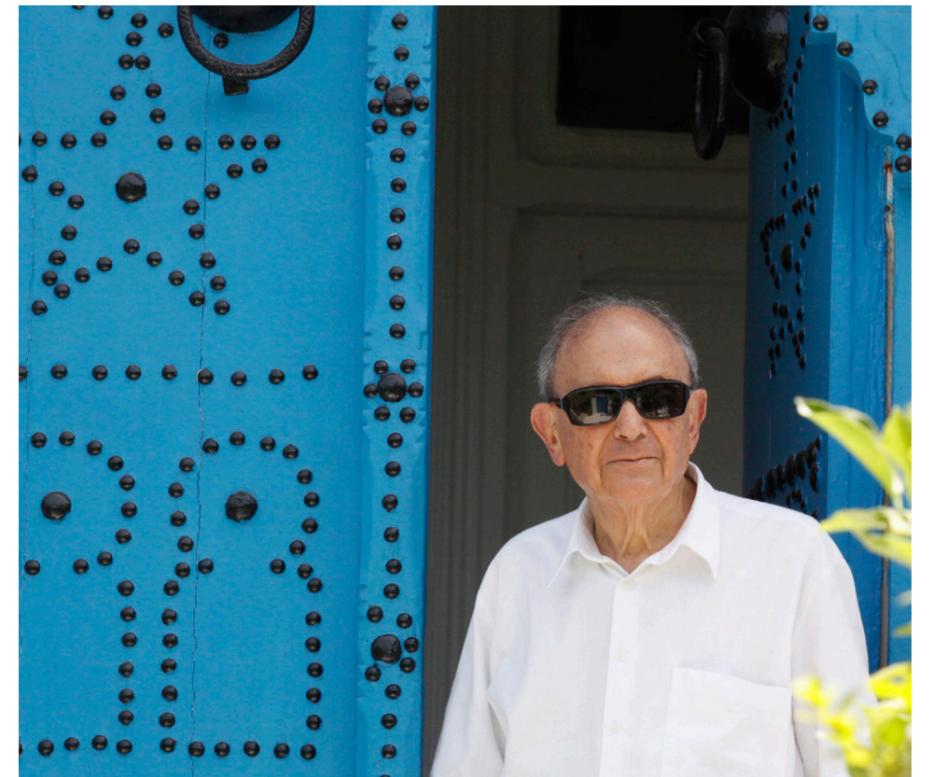
Si Ahmed a toujours laissé sa vie privée et familiale à l'écart de ses engagements publics et politiques. C'est là une autre qualité qui s'ajoute aux nombreuses qualités qui ont jalonné le long parcours

de ce grand homme.

Allah Yarhmu

H.B.S.

* Membre fondateur du MDS





Libye

De grands espoirs

De l'envoyé spécial de Leaders à Tripoli, T.H

Il faut y croire ! Une sortie du bout du tunnel en Libye dans six mois, à la faveur de la tenue le 24 décembre prochain des premières élections législatives libres et indépendantes ? Grandes puissances occidentales et sages libyens y œuvrent d'arrache-pied. L'entente interlibyenne n'est pas encore solidement scellée. La liesse populaire autour des nouvelles instances dirigeantes — le conseil des présidences et celui du gouvernement d'union nationale — n'est pas encore montée en puissance, et d'épineuses questions, aussi urgentes qu'importantes, restent à résoudre. Pourtant, un vent d'espoir se lève en Libye. Des délégations officielles de haut niveau se succèdent, des chancelleries rouvrent, des hommes d'affaires débarquent de tous les coins et des journalistes affluent. En pleine chaleur qui s'installe, le pays est en effervescence.

Tripoli a bien résisté aux aléas des épreuves successives, ponctués de combats à ses portes, il y a plus d'un an. Les



services publics ont continué de fonctionner. Certes de nombreux édifices attendent un coup de peinture et de nombreux chantiers mis à l'arrêt sont à redémarrer, mais la vie continue. Avec les embouteillages sur les principaux axes, la flambée des prix et la course à la vaccination contre le Covid, comme partout ailleurs. La sécurité est renforcée : outre les agents de police habillés en blanc, des unités armées sont installées aux points névralgiques, et des dispositifs de filtrage sont en outre mis en place dans les hôtels et les lieux de pouvoir. Trois évènements tunisiens viennent de marquer les grandes retrouvailles avec la Libye. Deux mois après la visite le 17 mars dernier à Tripoli du président Kaïs Saïed, c'est au tour du chef du gouvernement, Hichem

Mechichi, de s'y rendre pour en assurer le suivi exécutif. Saïed était le premier chef d'Etat à se rendre auprès des nouveaux dirigeants libyens à peine installés. Il rencontrera à cette occasion le président du Conseil présidentiel, Mohamed Menfi, qui était accompagné de ses deux adjoints, Moussa Kouni et Abdallah Ellafi, et celui du gouvernement d'union nationale, Abdelhamid Dbaibah.

Sur le même élan, Mechichi devait traduire en actions concrètes le bon climat qui prévaut entre les deux pays. Accompagné de pas moins de neuf membres du gouvernement et de cinq conseillers, il s'entretiendra avec ces quatre principaux hauts dirigeants, s'attardant particulièrement avec Dbaibah. Les marques d'attention et



d'hospitalité ne manqueront pas. Mechichi devait rencontrer les deux vice-présidents Kouni et Ellafi au siège du commandement de la base navale de Tripoli (où avait débarqué pour la première fois Faiez Sarraj, arrivé de Sfax sur un bâtiment de la marine libyenne). Sans se faire annoncer, Dbaibah arrive. C'est la première fois qu'il se rend à la base navale. «*Vous ne m'y avez jamais invité*», plaisantera-t-il avec les deux vice-présidents, ravis de l'accueillir. Puis à la fin des entretiens, il proposera à Mechichi de l'accompagner à la Foire internationale de Tripoli pour inaugurer ensemble l'exposition tuniso-libyenne. Plus encore, il invitera son hôte tunisien à monter avec lui dans sa voiture personnelle, qu'il conduira lui-même. Des gestes simples, spontanés, qui viennent conférer une note toute particulière aux relations bilatérales.

L'exposition est un véritable moteur d'échanges économiques. C'est une première depuis 7 ans. En drainant à Tripoli plus de 1 000 opérateurs économiques, elle déclenchera une nouvelle dynamique tant espérée. Au cœur de cette reprise, le retour de Tunisair en Libye. Pour la première fois depuis sept ans, après la suspension de tous les vols à partir de l'été 2014, la compagnie aérienne nationale a pris la gageure d'y opérer de nouveau. Sur Tripoli et Benghazi, avec tout un plan de redéploiement. Elle est la première compagnie étrangère à se poser à Tripoli depuis de longues années. Eclairages dans ce dossier exclusif.

Des retrouvailles **prometteuses**

«Nos deux peuples doivent rire dans la barbe : cessez de nous importuner avec vos procédures, vos formalités, vos freins, laissez-nous travailler ensemble ! C'est tout ce qu'on vous demande !». Le regard pétillant, le verbe ciselé, Abdelhamid Dbaibah, chef du gouvernement d'union nationale en Libye, ne pouvait mieux résumer la demande exprimée d'une même voix par les Libyens et les Tunisiens. Lui-même homme d'affaires opérant de longue date à l'international, il sait tenir le langage des opérateurs économiques.



Recevant fin mai à Tripoli son homologue tunisien Hichem Mechichi, il n'hésite pas à lui parler cash, en tête-à-tête, comme en conseil ministériel conjoint, à table lors d'un dîner officiel, devant les journalistes ou en le conduisant lui-même dans sa voiture à travers la capitale libyenne.

Cash, c'est-à-dire la situation en Libye lors de cette cruciale transition devant conduire à des élections le 24 décembre 2021, dans un parcours jalonné d'obstacles. Cash aussi, en exprimant les principales demandes des Libyens à la Tunisie. Il s'agit essentiellement de trois demandes:



Amnistie des infractions de change commises par des ressortissants libyens en introduisant sur le territoire tunisien des sommes en devises non déclarées, et restitution de ces montants. Sous la pression de circonstances contraignantes, lors de douloureuses épreuves endurées, plaide Dbaibah, certains Libyens ont dû s'y impliquer de bonne foi, cherchant à prendre avec eux en Tunisie des sommes nécessaires à des soins de santé ou à leurs frais de séjour. Tout en procédant aux vérifications de rigueur, et dans un geste de fraternité, il convient de

«...Nos deux peuples doivent rire dans la barbe : cessez de nous importuner avec vos procédures, vos formalités, vos freins, laissez-nous travailler ensemble ! C'est tout ce qu'on vous demande !...»



classer ce dossier et rendre aux concernés leurs avoirs. Comment ? Selon quelle procédure ? Avec quelle traçabilité pour se prémunir contre les foudres du GAFI pour ce qui est du blanchiment d'argent ? «Le principe est acquis», laisse entendre Mechichi. Ce sont là des questions techniques à traiter. La Tunisie dispose-t-elle de suffisamment de ressources pour procéder à pareils règlements ? «Sans

doute», dira-t-il, avant d'ajouter: «On trouvera la solution».

Acquisition par les Libyens de locaux commerciaux en Tunisie. Après l'octroi du droit d'achat de logements, il s'agit d'élargir cette mesure aux bureaux, magasins, cafés, restaurants, centres commerciaux et autres. «Pourquoi pas. Nous sommes disposés à examiner cette question avec la

bienveillance requise», répondra Mechichi.

Toilettage des listes de ressortissants libyens interdits d'entrée en Tunisie. Lors d'épisodes successifs, surtout pendant les périodes troubles, de nombreux cas suspects ont été fichés, notamment avec la multiplication des types de passeports utilisés, la confusion des noms, et les risques sécuritaires. Des deux côtés, tunisien et libyen, les responsables de la Sûreté nationale plancheront ensemble pour y procéder autant que possible. D'ores et déjà, le directeur général de la Sûreté nationale tunisienne, présent à Tripoli lors de cette visite, s'est réuni avec son homologue libyen pour jeter les bases d'un travail conjoint qui s'est poursuivi immédiatement dès le retour de la délégation.



QNB, toujours déterminés à exceller.

La clé de votre réussite est le choix du bon moment et du meilleur soutien.
QNB, votre alliée pour réaliser vos projets personnels et professionnels.



Ces trois demandes libyennes prises en charge, le retour n'a pas tardé. «*La Libye ne laissera pas la Tunisie faire face seule au Covid et à ses suites*», affirmera publiquement Abdelhamid Dbaibah. Ce soutien prendra plusieurs formes :

Un appui financier en aide budgétaire. Le montant exact n'a pas été révélé. Il serait de l'ordre de 1.5 milliard de dollars en deux versements auprès de la Banque centrale de Tunisie, à des conditions qui restent à préciser. Cette bouffée d'oxygène, une fois réalisée, sera vivifiante pour pouvoir

boucler le budget de l'Etat durant cette année.

Une aide médicale sous forme d'équipements en faveur des hôpitaux du sud tunisien, et des quantités significatives de doses de vaccins contre le Covid.

La reprise des crédits documentaires pour les produits tunisiens exportés en Libye par voie terrestre. Jusqu'à suspendus pour éviter toute fuite de capitaux sous fausses déclarations, et limités à l'aérien et au maritime, ces accreditifs seront libérés.

La réouverture le plus largement possible des points de passage frontaliers entre les deux pays pour faciliter et densifier la mobilité des personnes et les échanges de marchandises.

La régularisation de la situation des travailleurs tunisiens employés actuellement en Libye et la facilitation de l'octroi de nouvelles cartes de séjour et autorisations de travail. Après avoir atteint près de 200 000 travailleurs sous l'ancien régime, la

communauté tunisienne ne compte plus aujourd'hui, selon diverses estimations, que quelque 30 000 ressortissants dont une dizaine de milliers est inscrite sur les registres consulaires. Cette nouvelle mesure décidée par les autorités libyennes vient à point nommé pour ouvrir de nouvelles pages de coopération en matière de ressources humaines. La ministre libyenne des Affaires sociales, Wafa Kilani, s'en était longuement entretenue avec son homologue tunisien, Mohamed Trabelsi, évoquant à cette occasion les accords de sécurité sociale et la coopération en matière de protection des populations vulnérables. Invitée en Tunisie, elle y conduira une délégation de haut niveau en vue d'explorer différentes opportunités mutuellement bénéfiques.

D'ores et déjà, les autorités tunisiennes et libyennes ont beaucoup de pain sur la planche pour faire aboutir tant de bonnes intentions. La célérité de la mise en œuvre sera un gage de crédibilité et enverra un signal fort aux deux peuples jumeaux. ■



Balises

La reprise des vols réguliers de Tunisair sur la Libye après sept ans et la tenue de la première exposition tuniso-libyenne ont fortement impulsé une nouvelle dynamique dans les échanges bilatéraux. «*Tunisair a été la première compagnie étrangère à se poser à Tripoli, se félicitera le chef du gouvernement libyen, Abdelhamid Dbaibah. L'exposition, ajoutera-t-il, est elle aussi la première du genre à se tenir depuis de longues années. C'est un excellent présage. Nous devons y persévérer.*»

Anis Jaziri, à qui on doit cette grande manifestation économique, est un visionnaire pragmatique. Ayant pris le relais à la tête du conseil d'affaires tuniso-africain (TABC) et fort de son expérience en Afrique de l'Ouest, depuis qu'il était conseiller à la présidence de la République (2012-2014), il attendait le moment propice pour

développer un partenariat tuniso-libyen. Premier coup d'essai, un forum à Sfax il y a quelques mois. Le succès remporté ne pouvait que favoriser un grand coup à Tripoli. L'aventure n'était guère gagnée d'avance, surtout qu'il fallait agir auprès des exposants à la fois en Tunisie et en Libye. L'accord scellé avec la chambre de commerce de Sebha, dans le sud, sera porteur de défis. Il fonctionnera à merveille.

Rouvert pour la première fois depuis de longues années, le palais de la Foire internationale de Tripoli, en plein centre-ville, était pris d'assaut par plus de 170 entreprises dont 150 tunisiennes. Commerce, artisanat, industrie, finances, promotion immobilière et autres services étaient au rendez-vous, promus par plus de 1 000 hommes d'affaires. Un forum de partenariat se tenait en parallèle, sous la présidence de ministres des deux pays, pour traiter des questions de financement, de facilités frontalières et d'autorisations. Un véritable coup d'envoi prometteur. ■



■ Khaled Chelly, PDG de Tunisair

Dernière ligne droite

Fragile, risqué, mais guère impossible. Le processus politique pour la sortie de crise en Libye fixant au 24 décembre 2021 la tenue d'élections législatives s'efforce d'aboutir. Deux grands rendez-vous sont prévus au cours des toutes prochaines semaines. D'abord, la réunion ministérielle internationale, ce 23 juin, sur le modèle de la conférence de Berlin en janvier 2020, en vue de renforcer la coordination internationale et les mécanismes d'appui. Il s'agit de faire le point sur l'avancement des filières politiques, sécuritaires et institutionnelles pour s'assurer des progrès accomplis et baliser la voie aux séquences suivantes. Le second rendez-vous est celui du 1er juillet prochain, date butoir fixée pour la finalisation de la loi électorale et l'élaboration de la base constitutionnelle.

La loi électorale constitue une étape déterminante afin que la haute instance chargée des élections puisse mettre en place le dispositif approprié. A ce jour, le nombre des électeurs libyens est estimé à 3 millions, en tenant compte du registre électoral

établi pour les récentes élections municipales. Jusque-là, 2,3 millions de cartes d'électeurs ont été produites. Le budget de l'instance a été voté fin mai par le parlement. La base constitutionnelle est fondamentale. Si les élections du 24 décembre prochain portent uniquement sur le choix des députés à la future Assemblée nationale, elles reposent également sur un ensemble de dispositions clés devant servir de base à la nouvelle constitution. Un avant-projet est âprement débattu depuis fin avril. Parmi les points de divergence, le mode d'élection du président de la République par le parlement ou directement au suffrage universel. Ou encore l'éligibilité des binationaux à la présidence de la République ainsi qu'à des portefeuilles gouvernementaux. Mais aussi la parité hommes / femmes, avec un quota minimum de 30% au moins pour les femmes.

En fait, les questions essentielles à résoudre sont encore plus profondes, liées à la sécurité, à la réconciliation nationale, à l'impunité, à la justice transitionnelle, au tribalisme, et autres. Pas moins de quinze partis politiques constitués et une galaxie de composantes de la société civile libyenne s'activent pour mettre en débat des questions cruciales, sur fond de précampagne électorale. La situation sécuritaire reste préoccupante. Certes, de grands progrès ont été accomplis pour faire respecter le cessez-le-feu, mais de nombreuses questions restent en suspens. La plus importante est sans doute le retrait des forces militaires et des combattants étrangers, turcs, russes, arabes et africains. Des sources

proches de l'ONU estiment leur nombre à près de 20 000 hommes. Dans son briefing au Conseil de sécurité, l'envoyé spécial du secrétaire général de l'ONU pour la Libye, Jan Kubis, a réitéré le 21 mai dernier la nécessité d'un retrait équilibré et continu de ces forces étrangères. Il a également rappelé l'impératif de cesser tout envoi d'armement en Libye. La question des milices libyennes reste elle aussi posée. Comment les désarmer et les dissoudre ? Certaines, en plus, détiennent des prisons illégales où sont entassés dans des conditions absolument inhumaines et au secret des milliers de Libyens et d'étrangers. Devant la férocité des affrontements armés, des centaines de milliers de familles libyennes ont dû abandonner leurs maisons pour aller se réfugier chez des parents dans d'autres régions, voire à l'étranger, notamment en Tunisie ou en Egypte. Les déplacés à l'intérieur du pays seraient au nombre de 275 000, estime l'ONU. Ils posent de vrais problèmes qui attendent une solution urgente.

La migration clandestine pèse de son côté de tout son poids sur la Libye. Pas moins de 575 000 migrants, selon l'ONU, en provenance de 41 pays, essentiellement de pays subsahariens, vivent dans des conditions très difficiles. Parmi ceux qui sont tentés par la traversée de la Méditerranée, 500 ont péri en mer au cours des derniers premiers mois de cette année, alors que 9 135 ont été interceptés et ramenés.

Un parlement librement et démocratiquement élu le 24 décembre 2021 pourrait-il s'attaquer

Trois grandes dates à retenir

23 juin 2021

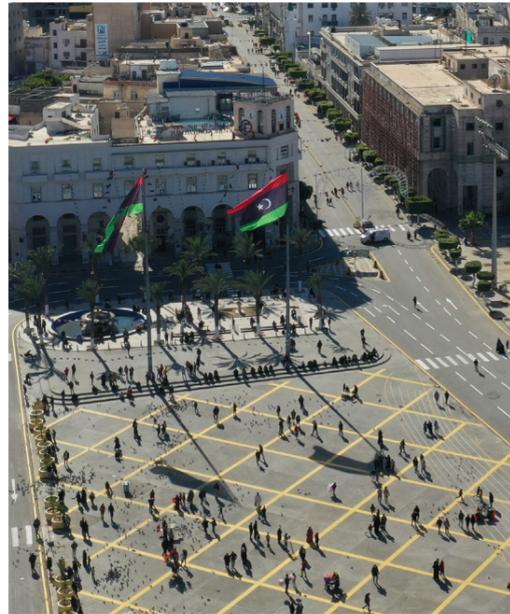
- Conférence ministérielle de suivi et de soutien (sur le modèle de Berlin)

1er juillet 2021

- Finalisation de la loi électorale
- Eléments fondamentaux de la nouvelle constitution

23 décembre 2021

- Elections législatives



efficacement à tant de priorités brûlantes et stabiliser le pays ? De nombreux Libyens y croient fortement. Eprouvés par tant d'affrontements politiques et armés, ils aspirent au retour de la sécurité et d'un minimum de concorde afin que le pays puisse se redresser. Le chemin à parcourir est certes encore long et difficile. Mais, ils ne cessent de réitérer leur détermination à s'y engager. Il faut dire que de nombreuses puissances occidentales, notamment européennes, avec les Etats-Unis et des pays voisins de la Libye, y apportent un soutien substantiel. Rome, Paris, Berlin et Washington notamment, mais aussi Alger et Le Caire, essayent de trouver avec Moscou, Ankara, Doha et Abu Dhabi des leviers communs pour sortir le

pays de son enlèvement. Jadis au cœur du processus de sortie de crise, avec l'Algérie et l'Egypte, sous l'impulsion du président Béji Caïd Essebsi, la Tunisie a perdu la main sur le dossier libyen. BCE, qui avait discrètement arrangé à Tunis de multiples rencontres avec les différentes parties libyennes et facilité leurs échanges, avait nettement tracé les principes. Il avait préconisé une solution interlibyenne (sans interférence extérieure), politique (et non militaire), et sous l'égide des Nations unies.

Pour certains, les enjeux géostratégiques, mais aussi économiques, énergétiques et de reconstruction l'emportent ouvertement. Le pays reste convoité

pour ses ressources pétrolières et gazières, le marché qu'il peut offrir à des produits alimentaires et industriels ainsi qu'aux travaux de BTP et autres.

Au carrefour des intérêts et des enjeux régionaux et internationaux, la Libye cherche résolument le bout du tunnel. Attendre l'aboutissement des débats politiques en vue d'un consensus large risque de se prolonger. Forcer des élections législatives sans un minimum d'entente rendra fragile le processus engagé et favorisera de grandes surprises quant aux futurs élus. Pour les Etats-Unis et leurs alliés, il faut aller droit au but aux élections du 24 décembre 2021... tout en pavant au mieux la voie. 

VOUS AVEZ UN PROJET IMMOBILIER* ?

N'attendez plus !
L'UIB vous accompagne avec un crédit immobilier immédiat à un taux exceptionnel*.

* Offre limitée jusqu'au 31/12/2021 et soumise à conditions. Pour des montants de crédits supérieurs à 200 000DT. Voir conditions en agence.

 **UIB**
الإتحاد الدولي للبنوك
UNION INTERNATIONALE DE BANQUES

Banques

La nouvelle cartographie

Hassine Doghri
Président du conseil
d'administration



Nejia Gharbi
Présidente du conseil
d'administration



Nejla Ben Abdallah
Présidente du Conseil
d'administration



Néji Ghandri
Président du
directoire



Ahmed El Karm
Président du conseil
d'administration de
Tunisie Leasing &
Factoring



Mouvements en série au sommet de sept banques, avec la nomination ici et là de nouveaux présidents de conseil et de directeurs généraux. Quatre nouveaux directeurs généraux : (STB, BNA, BTS et UBCI).

Mais aussi un retrait significatif, celui d'un baron, Ahmed El Karm, qui quitte la présidence d'Amen Bank (tout en y restant comme administrateur) pour celle de Tunisie Leasing et Factoring.

Premier changement majeur au sein de l'UBCI. Hassine Doghri, qui est remonté au capital, devenant l'actionnaire de référence, prend la présidence du conseil et choisit Mohamed Koubâa en tant que directeur général.

Relève en douceur à Amen Bank, avec la promotion de Néji Ghandri à la tête du directoire.

Mouvement de chaises musicales pour des présidents de conseil : Amel Jebari Mdini quitte la BH pour la STB, succédant à Néjia Gharbi qui part à la BNA. L'ancien président du conseil de la BNA, Mohamed Salah Chebbi El Ahssen, a été nommé à la BH.

Trois nouveaux directeurs généraux confirmés : Mohamed Chouikha à la STB, Mondher Lakhal à la BNA et Khalifa Sboui à la BTS.

Qui sont-ils ?



Med Salah Chebbi
El Ahssen
Président



Amel Jebari Mdini
Présidente du conseil
d'administration





Hassine Doghri
Président du conseil d'administration



Mohamed Koubâa
Directeur général

À l'issue de l'AGO, le Conseil d'administration de l'UBCI s'est réuni et a décidé de nommer M. Hassine Doghri en qualité de président du Conseil d'administration, en remplacement de M. Fathi Mestiri, et M. Mohamed Koubâa, en qualité de directeur général, en remplacement de M. Pierre Bérégovoy.

Nouvelle gouvernance

Président du conseil d'administration
Hassine Doghri

Directeur général
Mohamed Koubâa

Ingénieur sortant de Centrale Supélec Paris et titulaire d'un DEA en mathématiques stochastiques de l'Université Paris I-Sorbonne, il aligne depuis 1996 vingt ans d'une brillante carrière bancaire au cœur des marchés financiers en France, avant de rentrer à Tunis, il y a cinq ans. Mohamed Koubâa a fait ses premières armes au sein de la Caisse nationale du crédit agricole à Paris, directement plongé, par son profil de centralien-mathématicien, dans la salle des marchés. Modélisation, produits dérivés et gestion de positions révéleront alors son talent. Le jeune trader doué sera promu responsable du trading, prenant en charge plusieurs portefeuilles dérivés de taux et de change. Il a développé des produits dits complexes sous forme de notes structurées en faveur des clients de la banque à la fois corporate et institutionnels. Il a participé à plusieurs fusions, notamment celle avec la banque Indosuez en 1998 puis avec le Crédit Lyonnais en 2004.

Très actif dans la société civile et apprécié par ses pairs, Mohamed Koubâa a présidé l'Association des Tunisiens des grandes écoles en France entre 1999 et 2001.

La crise financière de 2008 le mettra à rude épreuve face au recouvrement des portefeuilles en difficulté et à la restructuration pour les commercialiser de nouveau. C'est en pleine houle que se confirment les grandes compétences. Mohamed Koubâa saura faire preuve de doigté et y parviendra largement.

L'appel du retour à Tunis viendra le convaincre de rentrer au bercail. En plein chantier de transformation, la STB lui demandera de lui prêter main-forte. Nouveau plan stratégique, avec transformation digitale : le chantier est challengeant. Il s'y investira. Hassine Doghri, nouvel actionnaire de référence de l'UBCI, le sélectionnera pour lui confier la direction générale de la banque.

Administrateurs (nouveaux)

- M. Hassine Doghri
- M. Hakim Doghri
- Mme Laureen Kouassi Olssen (membre indépendant),
- M. Radhi Meddeb
- La société «Serenity Capital Finance Holding» avec pour représentant permanent M. Mehdi Bouhaouala. Ainsi, en tenant compte des anciens administrateurs, à savoir :
 - M. Mehdi Tamarzist
 - M. Sélim Riahi
 - Mme Sonya Bouricha
 - Mme Neila Ben Zina (membre indépendant)
 - Mme Samia Zouaoui (membre indépendant)

DANS UN MONDE QUI CHANGE, VOUS AVEZ BESOIN DE SÉCURISER VOS ACHATS SUR INTERNET.



CODE INTERNET DYNAMIQUE

Le service du code internet dynamique pour sécuriser vos opérations de paiement en ligne



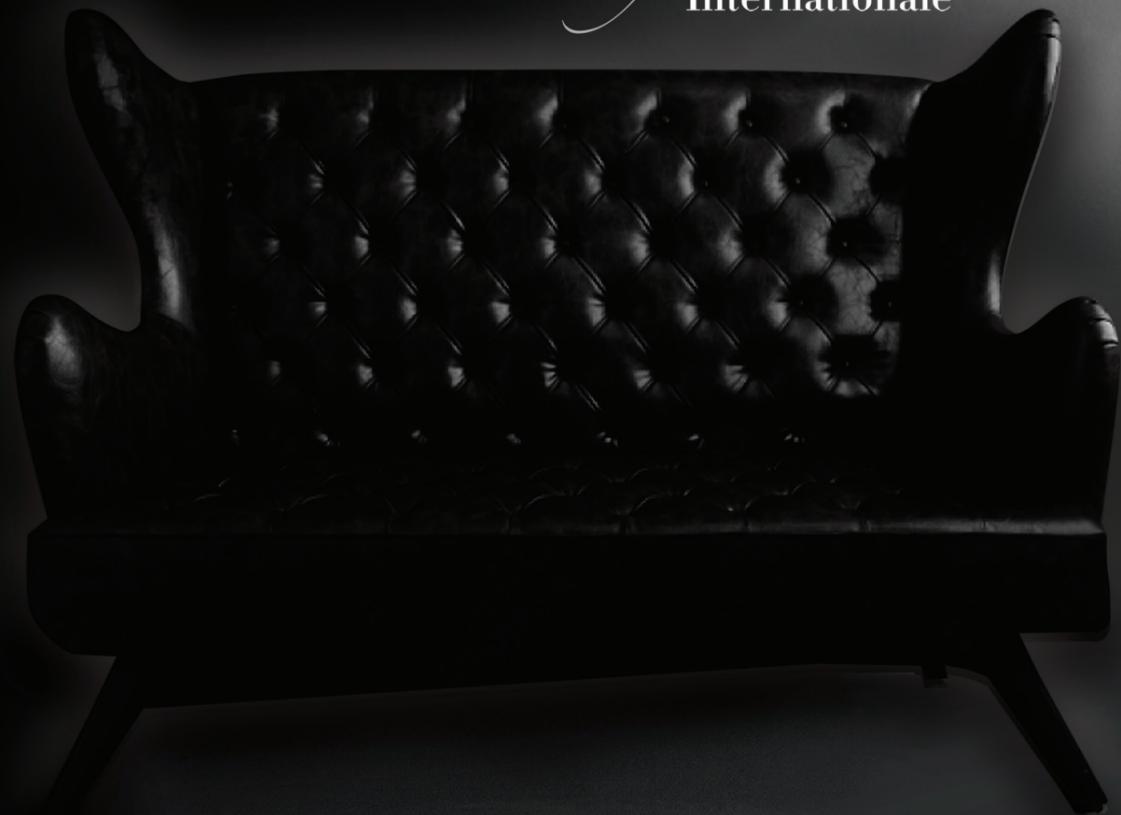
UBCI GROUPE BNP PARIBAS

الاتحاد البنكي للتجارة والصناعة

La banque
d'un monde
qui change



CARTE *Visa Infinite* Internationale



Le pouvoir est entre vos mains

UN SERVICE TOUT-EN-UN pour une expérience unique qui vous invite dans le cercle des VIP et vous ouvre les portes d'un monde de privilèges.

Fonctionnalités multiples, prestations sur mesure et luxueuses, package d'assurances et d'assistance valorisant, garanties supplémentaires et protection d'achat inégalée, sécurité optimale, conciergerie privée, avantages exclusifs, tarifs préférentiels...

BNA - Banque Nationale Agricole

Avenue Mohamed V -1001- Tunis - Phone : +216 71 831 000 / +216 71 831 200

www.bna.tn



Nejia Gharbi
Présidente du conseil d'administration



Mondher Lakhhal
Directeur général

Présidente du conseil d'administration Nejia Gharbi

Elle change de banque, tout en restant à la Caisse des dépôts et consignations où elle est directrice générale adjointe. Nejia Gharbi ne sera pas dépaycée. Présidente du conseil d'administration de la STB pendant six ans durant deux mandats successifs (2015-2017 et 2018-2020) et ayant été administrateur déléguée lors du premier trimestre 2021, en attendant la nomination du nouveau directeur général, elle n'a eu qu'à franchir la chaussée pour passer à la BNA. Nommée présidente du conseil d'administration, son mandat court jusqu'en 2023.

Gestionnaire (FSEG de Tunis, 1987) et énarque (diplômée du cycle supérieur en 1991), Mme Gharbi aligne une longue carrière dans la haute fonction publique. Mettant le pied à l'étrier, elle rejoindra tout naturellement le Contrôle général des services publics (Premier ministre), avant d'être chargée pendant 8 ans de la gestion administrative et financière du projet de gestion et valorisation du patrimoine culturel, financé par la Banque mondiale. Elle sera par la suite nommée contrôleur d'Etat chargée du secteur Phosphate, engrais et transport des hydrocarbures, rattachée au Premier ministre pendant trois ans, puis secrétaire générale à Tunisair (2012-2014), avant d'être nommée chargée de mission au cabinet du Chef du gouvernement et directrice générale chargée de l'appui à l'investissement. Mme Gharbi sera nommée en avril 2018 DGA de la CDC.

Directeur général Mondher Lakhhal

A 56 ans et plus de 26 ans d'expérience bancaire au sein de la BNA, Mondher Lakhhal n'a que quelques mètres à parcourir au 7e étage du siège pour passer de son bureau de DGA à celui de directeur général. Il

y succède à Habib Ben Hadj Kouider, parti l'été dernier à la retraite.

Economiste, gestionnaire et financier, Mondher Lakhhal illustre la réussite de la troisième génération de la banque. Issu d'une famille originaire de Gabès, il avait obtenu sa maîtrise en sciences économiques de gestion à la FSEG (Sfax) en 1990 qui lui ouvrira par la suite les portes de la banque. Il réussira quelques années après son diplôme de l'Institut des techniques bancaires (ITB, Paris, 2002).

Pour y avoir pratiqué tous ses recoins en 360°, il connaît parfaitement le groupe BNA, le marché et le terrain. Son nouveau mandat s'annonce de bon augure.

Jusqu'à sa récente nomination en tant que directeur général adjoint, Mondher Lakhhal a été notamment :

- Directeur du pôle risques depuis août 2017
- Coprésident du comité du crédit
- Président du conseil d'administration des sociétés Essoukna et Placement obligataire SICAV
- Directeur du projet notation interne
- Ancien secrétaire du Conseil d'administration de la BNA
- Directeur central des études et du contrôle de gestion (2014-2017)
- Chef du département Engagements commerciaux et industriels (2010-2014).
- Chef de division groupes et grandes entreprises 2008. ■



Nejla Ben Abdallah
Présidente du Conseil d'administration



Khalifa Sboui
Directeur général

Présidente du Conseil d'administration
Nejla Ben Abdallah

Elle bouclera en juillet prochain sa deuxième année de présidence du conseil d'administration de la BTS. Nejla Ben Abdallah appartient à la haute fonction publique, spécialisée en finance, avec, depuis 2020, le grade de conseiller des services financiers. Après une maîtrise à l'Ihec Carthage (2002), elle décrochera son diplôme de 3e cycle à l'Ifid, spécialité banque (2004) et rejoindra le ministère des Finances. En parallèle, Mme Ben Abdallah enchaînera une série d'autres diplômes obtenus auprès de grandes institutions en Italie et au Royaume-Uni. Alignant une longue expérience en matière d'inclusion financière de microfinance, elle est directrice classe exceptionnelle chargée de l'inclusion financière au ministère de l'Economie, des Finances et de l'Appui à l'investissement depuis 2016.

Directeur général
Khalifa Sboui

Un fondateur. Il a fait partie de la toute première équipe de la BTS lors de sa création en 1998, puis de la mise en place du système de microcrédit en 1999. Que de chemin parcouru, d'expérience acquise et d'enseignements appris ! Pour Khalifa Sboui, jusqu'à directeur général adjoint depuis six ans, c'est une promotion bien méritée. Hissé aux commandes, après le départ de Mohamed Kaaniche, il a été immédiatement opérationnel. Ingénieur principal agroéconomiste de formation, le nouveau directeur général est un spécialiste de la PME, de la microfinance et de la gestion des risques bancaires. A 53 ans, il aligne déjà 22 ans d'expérience professionnelle dans le secteur bancaire, plus encore dans le microcrédit. De chef d'agence sur le terrain, il montera en grade au sein de la BTS par son professionnalisme, son intégrité et sa compétence, jusqu'à la direction générale.

Il faut dire que son passage en qualité de chef de service au Commissariat général au développement régional (Cgdr), puis en tant que sous-directeur à l'Office de développement du Nord-Ouest (Odn), lui a fait découvrir la réalité du terrain et les besoins des populations défavorisées dans des localités éloignées. Le microcrédit lui était depuis lors chevillé au corps. Il en deviendra un bon spécialiste, multipliant les participations à de nombreuses commissions nationales et la contribution à l'élaboration de politiques appropriées. ■

VIENT DE PARAÎTRE

Mohamed Ennaceur
**Deux Républiques,
une Tunisie**



684pages • 88 photos

Bon de commande

Nombre d'exemplaires x 38 DT Total

Nom et prénom ou Raison sociale :

Adresse de livraison :

Code postal [][][][]

Tel [][][][][][][]

Je joins mon règlement au nom de PR Factory

Chèque bancaire

Virement

CBB : TN59 08 008 000671001274071

Date et signature

Rue Abdelwaheb Jilani, Ennour Building,
Cité des Sciences, 1082 Tunis - Mahrajène
Tel +216 71 232 111 / Fax : +216 71 750 333
www.leaders.com.tn



Avec AMEN Leasing Pro*

Réalisez tous vos projets rapidement et simplement, grâce à un financement en leasing.

Accord de principe en **48h** pour le Leasing Auto

* PRODUITS COMMERCIALISÉS DANS TOUT LE RÉSEAU D'AMEN BANK

AMEN BANK a développé son offre de financement, en partenariat avec Tunisie Leasing & Factoring, afin de proposer aux entreprises et aux professionnels, « AMEN Leasing Pro », des solutions de financement en leasing, simples, avantageuses et rapides.

En effet, grâce à un financement en leasing, « AMEN Leasing Pro », les clients Entreprises et Professionnels peuvent faire l'acquisition d'un large choix de véhicules selon leurs besoins (voitures de tourisme, camions, véhicules utilitaires...) ou bien équiper leur usine, avec de nouvelles machines.

Pour plus d'informations, les chargés d'affaires et les chargés de clientèle au sein des Centres d'Affaires et des agences d'AMEN BANK, sont à votre disposition, pour vous communiquer, tous les conseils et les informations complémentaires sur « AMEN Leasing Pro ».



Néji Ghandri
Président du directoire

En rejoignant la banque en 1997 puis en siégeant en 2003 au conseil d'administration de Tunisys, la filiale informatique du groupe Amen Bank, Néji Ghandri, ingénieur informaticien et enseignant à Sup-Télécom, ne se doutait guère de se retrouver, moins de deux décennies plus tard, président du directoire de la banque. Longtemps mûrie à la faveur de charges ascendantes, sa promotion s'accélérera cette dernière année et le portera à la succession du désormais historique Ahmed El Karm.

Au sein de la banque, Néji Ghandri sera tour à tour directeur IT (1997-2012), directeur central de l'organisation et du système d'information (2009-2013) et membre du directoire (DGA, 2012 - 2021). Nommé directeur général en août dernier, il lui suffira neuf mois à ce poste pour qu'il se hisse à la présidence du directoire. Pur produit Amen, maîtrisant, à travers le système d'information, l'ensemble des articulations, il incarne, au bout de 23 ans, la troisième génération de relève.

La nouvelle gouvernance

Membres du directoire

- Néji Ghandri, président
- Karim Ben Yedder, directeur général
- Mehrez Riahi

Conseil de surveillance

- Rached Fourati : président du Conseil de surveillance
- Selma Babbou : vice-présidente, membre
- Nébil Ben Yedder
- Slaheddine Ladjimi
- Abdelkader Boudriga
- Ahmed Bouzguenda
- Rachid Tmar

- Ahmed El Karm : membre représentant la PGI
- Hakim Ben Yedder : membre représentant la COMAR
- Mohamed Anouar Ben Ammar : membre représentant PARENIN
- Mohammed Alnemah : membre représentant EKUIY Capital
- Khaled Belhiba : membre représentant le PNEU

Comité de nomination et de rémunération

- Rached Fourati, président

Comité d'audit

- Rachid Tmar, président (indépendant)

Comité des risques

- Abdelkader Boudriga, président (indépendant)

Représentant des petits porteurs

- Ahmed Bouzguenda.



Amel Jebari Mдини
Présidente du conseil d'administration



Mohamed Chouikha
Directeur général

Présidente du conseil d'administration Amel Jebari Mдини

Ancienne secrétaire générale du ministère des Finances (2009 -2012), puis DGA de la CDC (2012-2015) et DGA de CDC Gestion (2015 -2019), Amel Jebari Mдини est bien placée pour présider le conseil d'administration d'une banque. C'est ainsi qu'elle a assumé jusque-là ces fonctions à la tête de la BH où d'ailleurs elle a été en plus directeur général par intérim en juillet-août 2019, après le départ d'Ahmed Rjiba pour l'ATB et avant l'arrivée de Hichem Rebai.

Enarque de formation (cycle supérieur, 1985), Mme Mдини a partagé la première partie de sa brillante carrière entre le Contrôle général des finances (CGF) et le Haut comité du contrôle administratif et financier (présidence de la République), avant d'être promue secrétaire générale du ministère. Participant activement à la création de la CDC, elle contribuera à sa mise en place, avant de prendre en main sa filiale CDC Gestion. Dotée d'une grande expérience en audit financier et contrôle de gestion, elle ne cessera de parfaire son expérience en gestion bancaire, évaluation du risque d'entreprise et fiscalité.

Directeur général Mohamed Chouikha

Une longue et riche expérience, notamment au ministère des Finances, où il a été directeur général des participations publiques, puis chef de cabinet, une pratique concrète de l'entreprise à la tête du groupe immobilier Essoukna (filiale de la BNA) et une bonne maîtrise des fondamentaux économiques et financiers : Mohamed Chouikha aborde la STB avec plein d'ambition pour la première banque de Tunisie.

Economiste, énarque (cycle supérieur, 1995), Mohamed Chouikha commencera sa carrière au sein du Contrôle général des finances (CGF). Pendant 14 ans, il a participé et dirigé des missions d'audit des comptes de projets financés par des bailleurs de fonds étrangers. Appelé au ministère de la Santé (2009), il mettra en place une cellule de suivi des états financiers des établissements publics de santé. En 2011, il sera nommé chef de cabinet du ministre. Mohamed Chouikha rejoindra en 2012 le Haut comité de contrôle administratif et financier avant de revenir en 2013 au ministère des Finances, pour intégrer la direction générale des participations publiques. Outre les missions d'audit des trois plus grandes publiques, il a piloté en tant que directeur général les projets de restructuration de l'intervention de l'Etat dans le financement de l'économie, la refonte de la gouvernance dans les banques publiques, la recapitalisation des trois banques publiques pour un montant de 750 MD. Exerçant la tutelle de l'Etat dans les entreprises à participation publique, il devait assurer, au-delà du contrôle, la conception d'une vision nouvelle de développement. Cette maîtrise d'une gestion rigoureuse des banques et ce souci de redéploiement, en épousant les nouvelles tendances du marché et attentes des clients, constituent un double atout majeur pour Mohamed Chouikha aux commandes de la STB. ■

STB BANK

1^{ère} banque SWIFT gpi 
En Afrique du Nord

RAPIDITÉ - TRANSPARENCE - SÉCURITÉ
Suivi en temps réel de vos paiements à l'international

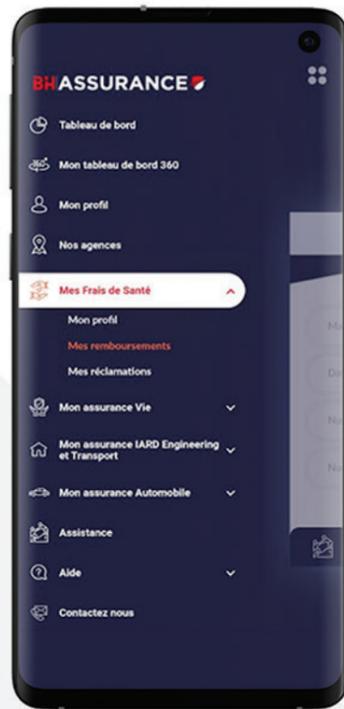


<https://bit.ly/wininti>

wininti
by **BH ASSURANCE**

تقضى شورك
ل'application
إلي تعمل بيها كل شيئ وين ما تكون

100% en ligne • Payez moins cher • Votre protection à portée de main



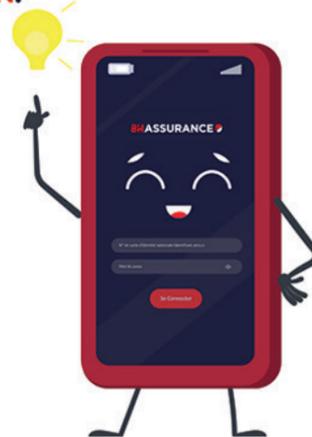
LA DÉCLARATION DE SINISTRE
AUTOMOBILE EN LIGNE.

SOUSCRIPTION 100%
EN LIGNE DE VOTRE
ASSURANCE AUTOMOBILE ET
MULTIRISQUE HABITATION.

LE PAIEMENT SÉCURISÉ
DE VOS ÉCHÉANCES.

LA SIMULATION DE TARIF
DE VOTRE ASSURANCE
AUTOMOBILE ET
MULTIRISQUE HABITATION.

LE SUIVI DE VOS
FRAIS DE SANTÉ
ET DE VOS SINISTRES.



#1

Première
application mobile
omnicanales
dans le secteur
des assurances
en Tunisie

BH
بنك | BANK



Med Salah Chebbi El Ahssen
Président



Hichem Rebai
Directeur général

Nation

Président

Mohamed Salah Chebbi El Ahssen

De la présidence du conseil de la BNA (2018-2021), il passe à celle du conseil de la BH. M. El Ahssen est gestionnaire (ISG, Tunis, 1979), doublé d'énarque (cycle supérieur, 1982 voie d'administration économique et financière). Rejoignant le ministère des Finances dès 1982, il sera affecté au Contrôle général des finances (CGF) dont il deviendra le chef en 2009, jusqu'en 2012. Passant de l'autre côté, il sera nommé à la tête d'une entreprise publique de 2012 à 2015.

Directeur général

Hichem Rebai

Il bouclera en septembre prochain sa deuxième année aux commandes de la BH. Avec à la clé une bonne progression des résultats ainsi que de tous les indicateurs financiers. Malgré une conjoncture difficile, Hichem Rebai a su poursuivre le déploiement du plan stratégique. A 56 ans, cet économiste, titulaire également d'un mastère en droit de commerce international et d'un deuxième en techniques de banque, aligne une expérience bancaire de près de 30 ans.

Avant de rejoindre la BH, Hichem Rebai était adjoint au directeur général de l'UIB en charge du Pôle Services Clients (2011-2015) et du Pôle Risques (2015-2019). Son périmètre était élargi aux activités de crédit, de suivi et de surveillance des risques de contrepartie, des risques opérationnels et de marché, ainsi que des opérations de recouvrement amiable et de gestion du contentieux.

Rapidement, il a su imprimer son empreinte à la BH, ralliant les équipes au plan stratégique, développant le portefeuille clients, resserrant les liens avec eux et apportant son appui aux filiales du groupe. Dès le

déclenchement de la pandémie du Covid, Hichem Rebai a porté la BH en première ligne des banques qui se sont immédiatement mobilisées, multipliant les initiatives. Soutien aux entreprises et aux particuliers, ouverture d'un centre d'accueil pour le personnel soignant à El Mghira et d'un deuxième pour les Tunisiens surpris par la crise sanitaire en France, en attendant leur rapatriement, et d'autres mesures.

BH ASSURANCE

TRANSFORMEZ VOS FACTURES EN LIQUIDITÉS SOUS 48H



TUNISIE LEASING & FACTORING VOUS PROPOSE DES SOLUTIONS
FACTORING COMPLÈTES POUR FINANCER, GÉRER ET GARANTIR
VOS VENTES **EN TUNISIE ET À L'ÉTRANGER**



Le Financement
de vos factures en **48h**



La Gestion
de votre poste **clients**



La Garantie
jusqu'à **100%** contre le
risque d'insolvabilité de
vos clients

Pour tout renseignement veuillez contacter le **31 305 805**



Ahmed El Karm

Président du conseil d'administration de Tunisie Leasing & Factoring

Les finances et l'art en passion

On ne quitte pas le Groupe Ben Yedder. Tous ceux qui y ont apporté leurs compétences savent apprécier la valeur de la fidélité récompensée. Après le départ à la retraite, il y a toujours un poste d'administrateur ou de président de conseil d'administration qui leur est réservé dans une filiale ou une autre. A 70 ans bouclés en février dernier, Ahmed El Karm, qui a servi le groupe à de hautes fonctions pendant 27 ans, remet les rênes de la présidence du directoire d'Amen Bank à Néji Ghandri pour passer à Tunisie Leasing et Factoring. Porté président du conseil d'administration, il y succède au fondateur, Ahmed Abdelkéfi, pionnier du leasing tunisien qui s'y était lancé en 1984. Sans discontinuité pendant plus de 37 ans, il a su en faire un champion tunisien et africain. En fait, Ahmed El Karm reste toujours membre du Conseil de surveillance d'Amen Bank en tant que représentant de PGI.

Avis de vente

شركة البحيرة للتطوير والاستثمار
Société Al Buhaira de Développement et d'Investissement



La Société Al Buhaira de Développement et d'Investissement, **AL BUHAIRA-INVEST** (ex : Société de Promotion du Lac DE Tunis) lance un appel d'offres ouvert aux personnes physiques et morales tunisiennes ou étrangères, pour la vente, au plus offrant, de neuf (09) lots de terrain viabilisés sis au lotissement « **La Perle du Lac** » des Berges du Lac Nord de Tunis.

Les références et les caractéristiques techniques desdits lots sont indiquées ci-après :

N° d'Article	Référence du Lot	Vocation selon C.C	Superficie définitive en m²	C.U.F.	C.O.S.	Hauteur Maximale en m/ Nombre d'étages
1	D 12 - 3	I.C.P.	2441	2.2	0.60	20 (R+4)
2	D 19 - 1	I.C.P.	1352	2.2	0,60	20 (R+4)
3	D 23 - 2	I.C.P.	1370	2.2	0,60	20 (R+4)
4	D 29 - 1	I.C.P.	2434	2.2	0.60	20 (R+4)
5	D 29 - 2	I.C.P.	2435	2.2	0.60	20 (R+4)
6	D 38 - 1	I.C.P.	3089	2,2	0,60	20 (R+4)
7	D 34 -3	I.C.P.	2435	2,2	0,60	20 (R+4)
8	D 12-1	I.C.P.	2432	3	0,60	28 (R+6)
9	D 19- 3	I.C.P.	2268	3	0,60	28 (R+6)

Les personnes physiques ou morales, désirant prendre part à cet appel d'offres, sont invités à retirer le dossier d'appel d'offres auprès du siège de la Société **AL BUHAIRA-INVEST** sis à : **Rue du Lac Rodrigo de Freitas, Les Berges du Lac Nord de Tunis - 1053 Tunis**, et ce, moyennant le règlement de la somme de 200 dinars (non remboursable).

Les offres doivent parvenir au siège d'**AL BUHAIRA-INVEST** au nom du Directeur Général de la société et ce, par voie postale ou par remise directe à son bureau d'ordre central, contre récépissés, sous plis fermés anonymes, ne portant que la mention « **Ne pas ouvrir/ Appel d'offres 02/2021 portant sur la vente de neuf lots de terrain sis au lotissement La Perle du Lac** ».

Aucune autre mention permettant l'identification du soumissionnaire ne doit figurer sur l'enveloppe.

La date limite de réception des offres au siège d'**AL BUHAIRA-INVEST**, est fixée au **mardi 29 Juin 2021 à 17H00**, le cachet du Bureau d'Ordre de la Société Al Buhaira-Invest faisant foi.

Toute offre parvenue après la date limite et /ou non conforme aux clauses du cahier des charges sera considérée nulle et ne sera pas prise en compte.

La séance d'ouverture des plis est publique, elle aura lieu conformément aux conditions prévues par le cahier des charges, le **mercredi 30 Juin 2021 matin à 10H00** au siège de la Société **AL BUHAIRA-INVEST**.



ICP	Immeuble Collectif Polyfonctionnel : habitat collectif • commerces • services • bureaux
HSC	Habitat semi-collectif
HSC	Habitat semi-collectif avec rez-de-chaussée animation et loisirs
AL	Animation et loisirs
H	Hôtel
EP	Equipement Public
JP	Jardin public
EVP	Espace vert planté
EV	Espace vert non planté
Pet.	Parking à étages

... un nouveau style de vie

Pour plus d'informations, veuillez contacter la Direction Commerciale :
Tél : +216 71 861 800

Ahmed El Karm connaît bien le secteur pour avoir géré l'absorption d'Amen Lease, et la participation du groupe dans Tunisie Leasing et Factoring.

Il connaît aussi et surtout le tissu économique, les entreprises et les secrets du marché. Rien ne changera dans ses habitudes quotidiennes : briefings matinaux, visite de clients, sur le terrain, à Tunis et dans les régions, concertations avec les confrères et les autorités, prise de parole dans les médias, des séminaires et des conclaves. Un tribun très recherché et bien écouté.

La banque, Ahmed El Karm l'a pratiquée sous tous les angles depuis le premier jour de sa carrière professionnelle. Cet enfant de Tataouine, économiste de formation (maîtrise obtenue en 1972), puis diplômé de l'ITB (1976), caressait l'espoir de se bâtir une belle carrière à la force du poignet. Rejoignant la Banque centrale de Tunisie en novembre 1972, il fera son apprentissage du monde des finances en gravissant les échelons un à un. Direction des études économiques, section de la prévision et de la politique monétaire, service de contrôle des banques de dépôt et de développement, organisation et participations: il aura fait le tour de cette prestigieuse institution et prouvé sa compétence.

Sa maîtrise rapidement acquise des fondamentaux et sa belle plume, aussi raffinée en arabe qu'en français, le pousseront à intégrer le cabinet du gouverneur. Un bref passage l'amènera à rejoindre le cabinet du ministre de l'Équipement

et du Transport, puis de diriger celui du directeur du cabinet présidentiel et de la Réforme administrative, mais rapidement Ahmed El Karm préférera regagner sa maison d'origine.

Une bonne pioche

C'est à la Banque centrale que Rachid Ben Yedder ira le chercher en février 1993. Il était alors, depuis trois ans, directeur général des changes et du commerce extérieur à la Banque centrale de Tunisie, après avoir été longtemps directeur du cabinet du gouverneur de la BCT. Visionnaire, soucieux de renforcer la gouvernance de la CFCT Bank qu'il s'appropriait à transformer en Amen Bank, Si Rachid devait pourvoir au poste de vice-président alors occupé par Si Mahmoud Babbou, légitimement admis à faire prévaloir ses droits à la retraite. Mais aussi la volonté de prendre du recul par rapport à l'exécutif et l'opérationnel. Uni par plus d'un lien profond (la famille, l'Espérance, le rachat de la CFCT, la rigueur en douceur, etc.), le duo formé par Si Rachid et Si Mahmoud avait longtemps réfléchi à la relève et œuvré à sa mise en place. Karim Ben Yedder, fraîchement rentré de France après avoir réussi ses études en finance à Paris-Dauphine, avait devant lui tout le temps de faire le tour de la banque et de monter ses marches, avec toute une équipe de jeunes recrues.

Ahmed El Karm s'avèrera une bonne pioche et toujours d'un bon conseil. Rapidement imprégné des valeurs du groupe qui confortent les siennes, jouissant de la pleine confiance des actionnaires, il ralliera autour de lui les équipes, et se mettra

totallement à l'écoute des clients et du marché. Entretien en plus de bonnes relations avec les autorités, mais aussi l'université, les médias et la société civile.

En démineur, développeur

Les écueils ne manqueront pas. Pas facile de succéder à Si Rachid et à Si Mahmoud à la fois, de consolider la position de la Banque et du groupe, de dénouer des dossiers délicats, d'œuvrer au développement et à l'expansion, de faire aboutir de grands chantiers comme le décrochage de marque, la construction du nouveau siège, sur l'avenue Mohamed-V, de faire éviter des foudres et de déjouer des manœuvres extérieures...

Par sa subtilité, sa finesse d'esprit et son magistère du verbe, il y réussira. Ses pairs banquiers et financiers le porteront à la présidence de leur corporation, l'Association professionnelle des banques et des établissements financiers, Apbt (2015-2019), à une période très sensible. Ils trouveront en lui un bon dirigeant et un interlocuteur apprécié par les pouvoirs publics.

Costume sombre, sourire aux lèvres, des yeux pétillants derrière les lunettes et l'esprit vif, Ahmed El Karm est partout présent, honorant les invitations qu'il reçoit. Toujours la petite phrase prête, l'explication pédagogique bien rodée et un espoir à souffler, il ne laisse personne indifférent.

L'amoureux des arts

Il n'y a pas que les chiffres et l'argent qui l'intéressent. Sa véritable passion est ailleurs. Le jardin caché d'Ahmed El Karm, c'est celui des arts, de la musique et de la culture. Beaucoup ne savent pas qu'à l'origine, c'est un

homme de lettres, féru de lecture, mais aussi d'écriture. On lui prête même des dons de poésie et de roman. Mais également un vrai amateur de peinture et d'art contemporain, collectionneur avisé. Depuis longtemps, fréquentant assidument les galeries d'art, il s'efforçait d'y investir ses maigres économies de jeune banquier, avant d'y mettre plus tard plus que son épargne.

Mais, Ahmed El Karm ne se contente pas de résumer son rapport à la culture à des acquisitions. Ce qui l'intéresse le plus, ce sont les relations qu'il entretient avec des peintres, des sculpteurs, des romanciers, des poètes et des mélomanes. Adel Megdiche figure parmi ses proches amis. Appréciant son talent, il a mis à sa disposition un vaste atelier à la Charguia pour

lui permettre de peindre de grandes fresques. Ses toiles trônent majestueusement au hall du siège d'Amen Bank.

Partir, sans quitter : Ahmed El Karm gardera toujours sa place, centrale, au sein du groupe Ben Yedder. Il continuera à servir et sera utile pour tous. ■

Parcours

Né le 21 février 1951 à Tataouine
Marié, père d'une fille
Chevalier dans l'Ordre de la République Tunisienne

Etudes

Diplôme d'études supérieures en techniques bancaires
• Institut technique de banque – Paris – 1976

Licence en sciences économiques – Faculté de Droit et de Sciences économiques de Tunis – 1972

Carrière

1 - Depuis avril 2021 : président du conseil de Tunisie Leasing et Factoring

2 - De janvier 2011 à avril 2021 : président du directoire d'Amen Bank

3 - De février 1993 à janvier 2011 : vice-président, directeur général d'Amen Bank

4 - D'avril 1990 à février 1993 : directeur général des changes et du commerce extérieur à la Banque centrale de Tunisie.

5 - De décembre 1987 à mars 1990 : directeur du cabinet du gouverneur de la Banque centrale de Tunisie

6 - De juin à novembre 1987 : chargé de mission au ministère de l'Équipement, de l'Habitat et du Transport,

responsable de la direction générale de contrôle de gestion et de la direction des études et de la planification.

7 - De novembre 1986 à mai 1987 : chef de cabinet du ministre directeur du cabinet présidentiel et ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative

8 - De novembre 1972 à novembre 1986 : Banque centrale de Tunisie :

- Novembre 1972 – décembre 1973 : cadre à la direction des études économiques,
- Janvier 1974-mars 1977 : responsable de la section de la prévision et de la politique monétaire.
- Avril 1977-août 1980 : responsable du service de contrôle des banques de dépôt et de développement,
- Septembre 1980-janvier 1985 : sous-directeur de l'organisation et de la formation,
- Février 1985-novembre 1986 : directeur de l'organisation et des participations,

9- De juin à octobre 1972 : Office national du tourisme tunisien, responsable de l'enquête sur l'utilisation des services touristiques.

Société civile

Président, vice-président et trésorier de nombreuses associations : les Diplômés de l'Institut technique de banque, Finance Méditerranée, lace, Amitié tuniso-canadienne et tuniso-chinoise, Conseil d'affaires tuniso-saoudien, Chambre de commerce tuniso-américaine, l'Association Carthage de malouf et de musique tunisienne... ■

نتفوق لأجلكم



CARTE
SÉCURISÉE



TRANSFERT
DE CARTE À CARTE



RECHARGE
PAR INTERNET



Catégorie Carte Pétrolière
Etude indépendante basée sur l'innovation réalisée par l'Institut El Amouri sur un échantillon de 2400 consommateurs tunisiens.



www.agilis.tn



CREDINVEST

La solution pour financer vos projets!

70 29 22 22
24H/7J (Coût d'un appel local)

Bank ABC Tunisia

www.bank-abc.com



BankABC

Chédia Bichiou
Directrice générale par intérim

De nouvelles performances

Solide, résiliente, innovante et rentable : quatre performances qui ne suffisent pas à Chédia Bichiou pour qualifier Bank ABC Tunisie dont elle a récemment pris les commandes, après y avoir longtemps officié à diverses hautes positions. Mme Bichiou enchaîne sans fausse modestie : «Une banque qui est toujours proche de ses clients et attentive à ses collaborateurs.» Chaque qualificatif prend pour la directrice générale par intérim et ses équipes valeur d'un engagement contractuel que l'examen annuel des résultats de l'exercice écoulé doit confirmer.

En pleine crise économique, financière et sanitaire avec son triste lot de séquelles, Bank ABC Tunisie a su faire preuve de résistance, maintenant, voire améliorant, ses positions, densifiant son concours à l'économie. Forte de solides fondamentaux, elle poursuit son développement, absorbant les soubresauts passagers du marché, et fixant le cap sur de nouvelles perspectives prometteuses. Banque de référence sur la Libye, elle saura apporter un appui précieux à la nouvelle dynamique économique qui s'y dessine. Surtout qu'elle bénéficie en outre du concours du groupe Bank ABC et de la filiale libyenne, et qu'elle est activement impliquée dans les différentes manifestations économiques bilatérales, en Tunisie comme en Libye.

Interview.

Comment avez-vous vécu jusque-là les répercussions économiques et financières de la pandémie du Covid ?

En total respect des instructions sanitaires, en pleine proactivité avec nos clients et en apportant un concours substantiel à l'économie nationale. Bank ABC Tunisie a fait preuve de résilience grâce à un plan de continuité d'activité efficace et une forte capacité d'adaptation aux nouvelles mesures imposées par ce contexte particulier. Le

secteur bancaire, considéré comme un secteur vital, ne s'est pas arrêté un seul jour et nous avons continué à soutenir l'économie en accompagnant nos clients dans leurs projets.

Les comptes de l'exercice 2020 viennent d'être adoptés en AGO tenue le 29 avril dernier. Comment Bank ABC Tunisie s'est-elle positionnée?

Effectivement, le conseil d'administration et l'AGO se sont réunis en mode hybride en utilisant les moyens de communication à distance et en conformité avec le protocole sanitaire. En dépit du fort impact de la crise pandémique, le bilan de l'année 2020 a été globalement satisfaisant pour Bank ABC Tunisie. 2020 fut une année difficile, certes, mais qui a prouvé la capacité de résistance de la banque face au contexte économique complexe. La banque a connu également un changement au niveau du top management, suite à la nomination de M.Ali Kooli à la tête du ministère de



l'Économie, des Finances et de l'Appui à l'investissement. La transition s'est faite d'une manière fluide et efficace.

Au niveau des indicateurs financiers, l'exercice 2020 s'est soldé par un chiffre d'affaires (activités résidente et non résidente) de 57,6 millions de dinars et un résultat avant impôt de 20,5 millions de dinars. Soit une stabilisation par rapport à 2019.

En ce qui concerne la banque résidente (Bank ABC Tunisie), les dépôts de la clientèle ont atteint 734 millions de dinars à fin décembre 2020, contre 762 millions de dinars en 2019. Ils ont ainsi évolué de 22% sur la période allant de 2016 à 2020. Au terme de l'année 2020, l'encours brut des crédits à la clientèle s'est situé à la somme de 619 millions de dinars (contre 576 millions de dinars au terme de l'année 2019), soit une augmentation de 7,4%. Les crédits aux entreprises ont augmenté de 8%, alors que ceux accordés aux particuliers ont augmenté de 3%. La croissance annuelle de l'ensemble des crédits aux particuliers et aux entreprises sur les 5 dernières années s'est établie à 37%. Les engagements par signature (cautions, avals et autres garanties données, crédits documentaires et les engagements de financement) totalisent 140 million de dinars à fin 2020, contre 104 millions de dinars en 2019.

Le produit net bancaire réalisé au cours de l'exercice écoulé affiche une augmentation de 16,92% par rapport à l'année 2019. Le ratio de couverture des risques à fin 2020 se situe à 26,5%, contre 23% en 2019 (contre un minimum réglementaire de 10%), indiquant un important potentiel de croissance de la banque dans les prochaines années.

Je me dois à cet égard de remercier nos actionnaires et nos administrateurs pour leur confiance, nos collaborateurs pour leur engagement et nos clients pour leur fidélité.

Comment se présente l'année 2021 ?

Elle s'est annoncée bien timide, avec un chiffre d'affaires pour le premier trimestre 2021 s'élevant à 4 360 000 USD.

La marge nette d'intérêt est de 2 950 000 USD, soit 8,4% en dessous du budget. L'explication provient de la baisse des taux

d'intérêt sur le TND et de l'absence d'opportunités de placements sur le marché monétaire.

Les revenus autres que d'intérêts se situent à 1 410 000 USD en raison de la faiblesse des revenus sur les lettres de crédit durant les deux premiers mois de l'année, janvier et février, récupérés en mars, suite à la reprise de la confirmation des lettres de crédit avec la Libye début 2021.

Les charges d'exploitation s'élèvent à 3,3 millions USD, 5% de moins que le budget. Les crédits ont augmenté de 3% par rapport à décembre 2020 et s'établissent à l'équivalent de 341 M USD. Les dépôts des clients ont diminué de 1% par rapport à décembre 2020 et s'élèvent à l'équivalent de 338 millions USD.

En dépit de cette situation générale, nous sommes en train de réaliser des performances et nous poursuivons notre concours à l'économie en accordant des crédits. Nous avons mis en place deux nouveaux produits en faveur des professionnels et des petites entreprises : Credop pour le financement des charges d'exploitation et Credinvest pour le développement et le financement de projets.

Les nouvelles perspectives qui se dessinent en Libye confortent votre position sur ce marché et les échanges avec la Tunisie...

Absolument. Bank ABC Tunisie se positionne comme banque de référence sur le marché libyen grâce à des partenariats commerciaux stratégiques. Nous avons d'ailleurs activement pris part au « Forum de l'espoir et du défi pour construire une économie intégrée », organisé par le Conseil d'affaires TABC (Tunisia-Africa Business Council), le 11 mars dernier à Sfax. Le Groupe Bank ABC a été représenté par ses deux filiales, tunisienne et libyenne, dans le cadre des rencontres bilatérales avec les chefs d'entreprise libyens et leurs homologues tunisiens.

Bank ABC accorde une attention particulière au partenariat stratégique entre les deux pays. Ils ont toujours fonctionné de pair, à travers l'accompagnement de grandes entreprises des deux nationalités dans diverses opportunités de financement et d'investissement.

La Libye est un marché clé dans la stratégie de développement de Bank ABC. Le Groupe cherche à y renforcer ses positions de premier plan, en étant notamment aux côtés des chefs d'entreprise et en accompagnant le développement durable de nos deux pays.

Une nouvelle opportunité vient de s'offrir, à la faveur de la tenue tout récemment, fin mai à Tripoli, du Forum de partenariat bilatéral. Nous nous y sommes pleinement associés en tant que sponsor diamant, apportant notre soutien à cette excellente dynamique.

Comptez-vous renforcer votre concours à l'économie nationale en Tunisie ?

Nous n'avons jamais cessé de l'accroître. Nous le densifions davantage en cette conjoncture économique sensible et cette pandémie du Covid. Nous venons d'y contribuer à la faveur d'un crédit syndiqué de 10M\$ au profit de l'Etat qui vient d'être voté par l'ARP. Par ailleurs, un prêt de 10 millions de dinars a été accordé à Enda Tamweel, qui témoigne de l'engagement de la Bank ABC en tant qu'allié significatif acquis en faveur de la microfinance. Cet appui aux micro-entrepreneurs, notamment dans le contexte économique actuel, bénéficie à plus de 3 800 personnes dont 61% de femmes.

Bank ABC Tunisie a également conclu un partenariat avec HSBC et Crown Agents Bank, en étant leur correspondant en TND.

Quelles sont les perspectives de développement de Bank ABC en Tunisie ?

Aujourd'hui, Bank ABC Tunisie est reconnue en tant que banque solide, mais aussi résiliente, innovante et rentable, proche de ses clients particuliers, professionnels, entreprises et institutionnels. Et sans cesse attentive à ses collaborateurs. Nous nous concentrons sur nos métiers de base qui sont le financement du commerce extérieur, les produits de trésorerie, les financements en devises et en TND et la digitalisation de nos services afin de mieux consolider notre concours à l'économie.

Début 2021, nous avons remporté le prix Global Finance de «Best Treasury & Cash Management» à Bahreïn et en Tunisie.

Vous avez pu progresser davantage sur la digitalisation de la Banque ?

Tout à fait. Pleinement engagée à faire face aux multiples défis, à commencer par ceux auxquels l'économie tunisienne est confrontée, Bank ABC Tunisie a su s'adapter rapidement au nouveau contexte. C'est ainsi qu'elle a d'emblée répondu à l'impératif de la transformation digitale, devenue une condition sine qua non pour la continuité du secteur bancaire.

A cet effet, nous disposons d'une plateforme digitale performante ABC Digital. Elle est en perpétuelle évolution afin d'épouser les nouvelles tendances digitales bancaires et surtout tenir compte des besoins de nos clients, qu'ils soient particuliers, professionnels ou entreprises. Nous profitons de cet élan technologique mondial pour gagner en efficacité. Tout en étoffant en continu notre éventail de produits et services. Notre groupe est fortement investi dans la transformation numérique et dans les grands projets. Cette stratégie a porté ses fruits avec le lancement de la banque 100% en ligne « Ila Bank ». Elle connaît un grand succès à Bahreïn et dans d'autres leviers de croissance, notamment avec la finalisation de notre acquisition historique de Blom Bank Egypt.

Nos efforts pour stimuler la résilience par l'innovation sont bien reconnus par le marché et récompensés par les meilleurs prix du secteur.

ABC Labs, notre laboratoire d'innovation d'entreprise, a remporté le titre de «Global Finance Best Financial Innovations Labs - 2021 for Bahrain» dans le cadre des Innovator Awards-2021. En début d'année, nous avons reçu les prix Global Finance de «Best Treasury & Cash Management» à Bahreïn et en Tunisie, «Best Local Trade Finance Bank in Bahrain» de Global Trade Review et «Fastest Growing Cash Management Bank in MENA» de Global Banking & Finance Review. ■

RSE Une solidarité agissante

Avez-vous développé de nouvelles actions en matière de responsabilité sociale et environnementale ?

Nous y persévérons résolument. Chaque année, nous consacrons jusqu'à 2% de nos bénéfices au soutien de diverses actions de secours et de solidarité. Elles vont des dons caritatifs aux aides financières en cas de catastrophe naturelle, en passant par le soutien des plus défavorisés pendant l'année

scolaire et les programmes de solidarité durant le mois du Ramadan, en fournissant des repas à plusieurs familles démunies.

L'année 2020 ayant été marquée par le Covid-19, l'ensemble des collaborateurs, la direction générale et des membres du conseil d'administration se sont unis pour soutenir le secteur de la santé et les hôpitaux en particulier. A travers des dons, des fournitures et des services en numéraire, des tickets

restaurant et même en se portant volontaires, si nécessaire pour accomplir certaines tâches d'appui, en prenant cela sur leurs congés.

L'école et les élèves demeurent également au cœur de notre engagement sociétal. Bank ABC Tunisie a eu l'honneur d'adhérer à l'action d'aménagement des écoles primaires, organisée par l'Association professionnelle des banques et des établissements financiers, en collaboration avec les ministères de

l'Éducation et des Finances. Nous prenons en charge l'aménagement de l'école primaire Taberdga située dans la délégation de Nefza (gouvernorat de Béja), et ce, par la rénovation des salles de classe, des blocs sanitaires et de la toiture, ainsi que l'aménagement d'une bibliothèque, d'une aire de jeux et divers travaux.

Nous avons également participé au projet Wassalni El Madrasti, en partenariat avec les Fondations Agir Contre l'Exclusion –

FACE et Alstom, visant à la lutte contre l'abandon scolaire à l'école primaire d'El Mnasria dans la délégation de Sejnane (gouvernorat de Bizerte), dû à l'insalubrité et au problème du transport des élèves.

Dans le cadre de nos initiatives d'inclusion digitale et de RSE, nous avons fait don de 44 ordinateurs en bon état. L'objectif de cette action est de faire en sorte que tous les élèves des écoles concernées, dès leur plus jeune âge, aient accès aux outils

informatiques et de les initier au monde du numérique. Les ordinateurs ont été distribués à 7 écoles primaires situées dans le Nord-Ouest et au Cap Bon.

A l'occasion du mois de Ramadan, nous avons soutenu l'action « 1 000 couffins pour 1 000 familles nécessiteuses » organisée par l'association Engagement Citoyen pour la cinquième année consécutive, en prenant en charge 100 familles vivant dans la précarité dans le gouvernorat de Kasserine. ■

Chronique

L'eucalyptus et la syphilis

El y a quelques années, bien avant la révolution, Si Mohamed Ennaceur me demanda d'animer une conférence-débat avec des étudiants de dernière année d'une grande école française. Le thème choisi était « la France vue de Tunisie ». Ces futurs cadres et dirigeants français étaient venus s'enquérir sur place de l'image de leur pays

en Tunisie. En dépit des apparences, la réponse à la question est plus complexe qu'il n'y paraît. En effet, l'image de la France en Tunisie a beaucoup varié dans le temps, tout en restant empreinte d'un mélange attraction-répulsion dont le dosage diffère selon les circonstances, les milieux ou les générations. Ce trait n'est d'ailleurs pas propre à la Tunisie. Au Maroc et en Algérie, l'image de la France oscille aussi entre rejet et fascination.



• Par Habib Touhami

Il n'existe pas à ma connaissance de sondages d'opinion effectués au Maghreb susceptibles de nous éclairer sur ce que ressentent les Maghrébins à l'égard de la France. Il existe par contre un sondage réalisé par l'IFOP en 2012 qui montre que 26% seulement des Français interrogés ont une bonne image de l'Algérie, contre 71% pour le Maroc et 53% pour la Tunisie. Il se peut que l'image qu'ont les Français du Maghreb vienne finalement en écho à l'image que les Maghrébins dans leur diversité ont de la France. L'histoire, plus au moins cruelle selon le processus de décolonisation, la proximité « intellectuelle » des classes dirigeantes maghrébines et la nature même des rapports économiques et migratoires avec la France entrent alors en jeu pour faire pencher le curseur d'un côté ou de l'autre, tout en laissant de la place à l'impact émotionnel dû au terrorisme et à l'islamophobie.

En Tunisie, l'image de la France renvoie de plus en plus à l'influence que celle-ci exercerait sur le pouvoir tunisien, que cette influence soit réelle ou fantasmée. Beaucoup de Tunisiens croient que tout se décide pour eux à Paris et que de ce fait, la France empiète ostentatoirement sur la souveraineté nationale tunisienne. Le comportement peu diplomatique de certains officiels français renforce cette conviction ainsi que le manque de fermeté apparent des officiels tunisiens face à une ingérence française qui se voulait « sympathique », mais qui a fini par exaspérer les plus francophiles des Tunisiens. Cela a eu pour conséquence l'éclosion d'une profonde division chez les Tunisiens au point que certains d'entre eux n'ont pas hésité à qualifier d'autres de « Aytem França », comprenez les nostalgiques du colonialisme français ou, pire, sa cinquième colonne.

Désormais, la prédominance du proprement politique dans la perception de l'image qu'ont les Tunisiens de la France pose un sérieux problème puisqu'elle s'accompagne d'un rejet de la culture et de la langue françaises chez une partie importante de la population tunisienne. Le déclin du français dans l'enseignement et le champ social n'est pas vécu comme une perte d'ouverture et d'universalité, mais comme un recouvrement salutaire de l'identité nationale. Le politique et le culturel se sont alliés pour faire de la France un pays hostile, voire un pays ennemi. Mais alors de quelle image de la France s'agit-il ? Est-ce de l'image que renvoie la politique du gouvernement de la France ou de celle générée par la langue et la culture françaises ou bien encore de la primauté supposée des intérêts économiques français sur les intérêts nationaux tunisiens ?

Cette problématique ne se posait pas dans les mêmes termes il y a une quinzaine d'années. A l'époque, ce qui dominait était le débat franco-français à propos du « bilan global positif » du colonialisme français, en Afrique du Nord plus précisément. Le 3 février 2005, le Parlement français avait adopté une loi scélérate comprenant une phrase recommandant que « les programmes scolaires reconnaissent en particulier le rôle positif de la présence française outre-mer, notamment

« ...En Tunisie, l'image de la France renvoie de plus en plus à l'influence que celle-ci exercerait sur le pouvoir tunisien, que cette influence soit réelle ou fantasmée. Beaucoup de Tunisiens croient que tout se décide pour eux à Paris et que de ce fait, la France empiète ostentatoirement sur la souveraineté nationale tunisienne. Le comportement peu diplomatique de certains officiels français renforce cette conviction ainsi que le manque de fermeté apparent des officiels tunisiens face à une ingérence française qui se voulait « sympathique », mais qui a fini par exaspérer les plus francophiles des Tunisiens. Cela a eu pour conséquence l'éclosion d'une profonde division chez les Tunisiens au point que certains d'entre eux n'ont pas hésité à qualifier d'autres de « Aytem França », comprenez les nostalgiques du colonialisme français ou, pire, sa cinquième colonne.... »

en Afrique du Nord ». Bien que ce passage ait été supprimé par la suite, le mal était fait. Pour la première fois, des élus français se sont crus en droit de réécrire l'histoire à leur convenance, ce à quoi l'historien français Marc Ferro avait répliqué fermement : « *Le bilan du colonialisme en Afrique du Nord est globalement négatif et qu'en tout état de cause, l'Etat français n'a pas à présenter la morale de l'histoire dont il a été l'agent.* »

Prié par plusieurs intervenants au débat, je dus exprimer mon point de vue à ce sujet. Après avoir précisé à l'assistance que je suis natif d'un territoire militaire au temps du colonialisme et que je suis destourien

de stricte observance pour tout ce qui touche à la souveraineté nationale, j'indiquai que tout « révisionnisme » faisant l'apologie de la soi-disant mission civilisatrice du colonialisme me paraît constituer une contre-vérité historique et un affront et qu'au-delà des bilans contestés ou contestables concoctés par les uns ou les autres pour appuyer leurs dires, l'apport du colonialisme français en Tunisie peut se résumer substantiellement à deux « offrandes » : l'eucalyptus et la syphilis. L'eucalyptus parce que ce sont les botanistes français qui l'ont importé d'Australie et qui a pris merveilleusement racine dans certaines régions arides tunisiennes dont la mienne, la syphilis parce qu'elle était une maladie

quasiment inconnue en Tunisie avant la venue des soldats français.

N'empêche, Sartre, de Beauvoir, Aragon, Braudel, Sauvy, Aron, Perroux et bien d'autres intellectuels, dont certains étaient viscéralement anticolonialistes et défendaient courageusement l'indépendance du Maghreb, sont français. Les rejeter au nom de leur nationalité ou de leur langue me paraît comme la négation même de notre propre humanité et comme le signe évident d'une déchéance morale et intellectuelle qui pourrait nous conduire loin dans l'abîme du renoncement et de la bestialité. ■

H.T.

International

Hamas en hausse, Abbas en baisse



• Par Abdelaziz Kacem

Par-delà les vérités formelles qu'induisent parfois les figures de style, par-delà le triomphalisme des belligérants, les choses ont bougé. Cette énième guerre entre le Hamas et Israël a un avant et aura sans doute un après. Nous ne savons pas de quoi demain sera fait, mais nous connaissons la partie visible des pertes et dégâts.

Comme d'habitude, l'aviation sioniste a fait ce en quoi elle s'est toujours surpassée, le massacre des populations et la dévastation de leurs habitations : 247 morts dont 66 enfants, 40 femmes, 15 vieillards, plus de mille blessés et d'énormes destructions dans le patrimoine urbain de Gaza. Moralement corrompu par le Talmud, la mort des goïms ne suscite en eux aucun état d'âme. Dans leurs communiqués militaires, on insiste sur l'anéantissement du potentiel militaire de la résistance, notamment bien des km de tunnels souterrains qu'ils appellent le métro du Hamas et du Jihad. Mais alors, comment expliquer que les missiles et les roquettes n'aient pas cessé de pleuvoir sur de nombreuses villes et sites de l'État hébreu ? On reconnaît la mort de douze Israéliens dont deux enfants. Comment en est-on arrivé là ? Depuis que Donald Trump, faisant fi du droit et des résolutions internationales, a reconnu Jérusalem comme capitale d'Israël, depuis que son gendre, le gamin Jared Kushner, a annoncé l'« Accord du siècle » visant à liquider la cause palestinienne, Netanyahu se mit à accélérer le processus de judaïsation d'El Qods : les élections législatives palestiniennes n'y sont pas autorisées, des familles maqdisites du quartier Sheikh Jarrah sont sommées de céder leurs maisons à des colons juifs, l'esplanade de



la Mosquée El Aqsa, voire la mosquée elle-même, est investie, avec la complicité de la police, par des hordes d'extrémistes israéliens, qui, régulièrement, harcèlent et molestent les fidèles. Trop, c'est trop !

Devant l'incurie de l'autorité palestinienne, le Hamas prend les affaires en main et réussit à fédérer tous les Palestiniens, y compris ceux de 48. La grève générale du vendredi 14 mai, en commémoration de la Nakba, toute la Palestine historique y participe. Le Président de l'État hébreu parlera de guerre civile. Sous la fenêtre de Mahmoud Abbas, le Tout Ramallah a bruyamment manifesté, trois jeunes tombent sous les tirs à balles réelles de la police sioniste. Ce sursaut national constitue la vraie victoire du Hamas et sa réconciliation avec Bachar El Assad. Tout le monde sait qu'à la prochaine déflagration, l'axe de la Résistance (Syrie-Hezbollah-Iran) sera encore plus présent dans la bataille.

Abou Mazen, constamment humilié par le Premier ministre israélien et par l'Administration américaine, voit les maîtres de Gaza lui couper l'herbe sous le pied. Il n'a jamais aimé le Hamas, qui l'agace au plus au point par son discours excessivement théologisé, son extrémisme irréductible, son obédience indéfectible au mouvement des Frères musulmans. Il en connaît surtout la genèse, il ne lui pardonnera jamais d'avoir, dans le sang, évincé le Fath de la bande de Gaza.

Chedli Klibi, ancien secrétaire de la Ligue arabe, témoigne : « Il faut se rappeler, écrit-il, que le Hamas, à ses débuts, a bénéficié de l'indulgence

des services secrets israéliens, qui voulaient affaiblir l'OLP. Des calculs analogues avaient été faits ailleurs, dans plusieurs endroits du globe, dont les intégristes ont largement profité. [...] Jusqu'à maintenant, on n'a pas fini de récolter les tempêtes qui résultent de cette stratégie » (Chedli Klibi, *Orient / Occident, la paix violente*, p.43).

Le général Yitzhak Segev, ancien gouverneur militaire de Gaza (1973), confirme cette connivence : « Nous offrons un peu d'aide financière à certains groupes islamiques. Nous soutenons des mosquées et des écoles dans l'intention de développer une force de réaction contre les forces de gauche qui soutenaient l'OLP » (Cité par R. Labévière, *Les dollars de la terreur*, p. 219).

L'historien israélien Shlomo Sand entérine : « Dans les années 1970, Israël a encouragé les organisations musulmanes dans les territoires occupés et a même aidé à créer les premières structures du Hamas, avec l'objectif d'affaiblir le nationalisme laïque et la gauche palestinienne. Les résultats ont largement dépassé ses espérances ; la même chose vaut pour les Américains en Afghanistan » (Shlomo Sand, *La fin de l'intellectuel français ?*, p. 239). Le soutien logistique israélien à Daech et à Nosra en Syrie n'est un secret pour personne. Les colombes arabes ont vibré, le 13 septembre 1993,

à la poignée de main entre Yitzhak Rabin et Yasser Arafat, sur la pelouse de la Maison-Blanche, devant Bill Clinton. Nous nous sommes remis à espérer la paix. L'enthousiasme dura deux ans, un mois et vingt-deux jours. Le 4 novembre 1995, est organisée une manifestation à Tel-Aviv en faveur des accords d'Oslo, Rabin y prononce un grand discours dans lequel il dit souhaiter voir le gouvernement dont il est le chef « déployer tous les efforts possibles pour promouvoir et conclure enfin une paix globale. Avec la Syrie, même, nous parviendrons à conclure la paix ». Il ajoute en guise de conclusion : « Ce rassemblement doit constituer un message transmis au peuple israélien, au peuple juif à travers le monde, aux nombreux peuples du monde arabe, et au monde entier : le peuple israélien aspire à la paix, affirme sa volonté de paix. Et pour tout cela, un immense merci à tous ». Il est immédiatement démenti. À 21h30, Rabin se dirige vers sa voiture. Un jeune intégriste israélien, pur produit des écoles rabbiniques, lui tire dessus. Trois coups de feu retentissent. Deux d'entre eux atteignent leur cible. C'est à Benyamin Netanyahu que profite le crime. Pour lui aussi, Rabin brade la Terre Promise, il a cessé d'être juif. Israël est plus que jamais en danger de paix.

Dès l'accession de Sharon au pouvoir en Israël, la question était : aura-t-il assez de grandeur gaullienne pour

conclure la paix ? La réponse ne se fit pas attendre. Faisant preuve d'un opportunisme éhonté, il n'a pas cessé, depuis le 11 septembre, d'appeler à combattre cet autre « Ben Laden » qu'est le « terroriste » Arafat, amalgame rabâché à satiété. Eût-on voulu revigorer l'intégrisme, perçu depuis lors comme l'unique force de résistance, qu'on ne se serait pas pris autrement. On aurait pu mettre cette fixation anti-palestinienne sur le compte de la dureté et de l'inculture du personnage, n'eût été l'appui inconditionnel de G. W. Bush. Mais le président américain perd le sens de la mesure et décide de se mêler de ce qu'il connaît le moins, la sémantique. Il s'échine à nous donner une définition du terrorisme, qui criminalise toute résistance aux forces d'occupation. Est terroriste celui qui désobéit aux diktats du plus fort.

Mahmoud Abbas n'a rien obtenu des négociations qu'il n'avait eu de cesse de mener avec Netanyahu. Il a certes réussi à faire reconnaître l'État de Palestine comme membre actif à l'Unesco et comme observateur à l'ONU. De même, la CPI a jugé recevable sa plainte contre Israël pour crime de guerre. Mais il n'a pu empêcher la puissance colonisatrice de faire de la Cisjordanie ce que l'ONG israélienne B'tselem appelle « un morceau de gruyère, où le fromage est offert aux Israéliens, et les trous aux Palestiniens ».

Que peut encore Mahmoud Abbas ? Prenant appui sur la cohésion palestinienne retrouvée, et sur le fait que la cause palestinienne est remise sur le fil de l'actualité, il peut taper du poing sur la table et retourner la situation en faveur d'une solution négociée. La Cisjordanie est plus que jamais récupérable. Pour le reste, on consultera la Pythie et Zarqâ al-Yamama... ■

A.K.

Après la 4^e guerre israélienne contre Gaza saura-t-on éviter la 5^e ?



Aussi bien du côté palestinien que du côté israélien, et bien entendu pour des considérations propres à chacune des deux parties, l'on s'accorde à dire que la quatrième guerre qu'Israël vient de mener contre la bande de Gaza, en l'espace de moins de quinze ans, a changé la donne et que l'équation du conflit palestinien-israélien n'est, désormais, plus la même.



• Par Mohamed Ibrahim Hsairi

Les indicateurs de ce changement sont nombreux. J'en énumérerai les suivants:

1/ Sur le plan palestinien, pour la première fois, le Hamas et le Jihad ont surpris par l'intensité et l'envergure géographique inégalées de leurs tirs de roquettes contre Israël (plus de 4 300 projectiles en douze jours dont au moins dix pour cent n'ont pas été interceptés par le bouclier antimissile israélien).

2/ La solidarité des habitants de la bande de Gaza, bien qu'ils soient soumis à un blocus impitoyable et inhumain depuis presque 15 ans, avec leurs frères blessés lors d'affrontements avec la police israélienne sur l'esplanade des Mosquées de Jérusalem-Est, a réveillé l'ensemble du peuple palestinien en Cisjordanie et en Israël même, où Juifs et Arabes cohabitaient dans certaines localités depuis la Nakba.

Pour certains analystes, c'est là une véritable reconstitution du corps national palestinien. Et c'est pourquoi le Hamas a raison d'affirmer que «ce qui se passera après la bataille de «l'épée de Jérusalem» ne ressemblera pas à ce qui s'est passé avant, car le peuple palestinien qui a soutenu la résistance sait que c'est seulement la résistance qui libérera sa terre et protégera ses lieux saints».

3/ Outre que la résistance a réussi à replacer le conflit palestinien-israélien au cœur de l'actualité, elle a mis à nu, encore une fois mais plus fortement cette fois-ci, le caractère marginal de l'Autorité nationale palestinienne qui a brillé par son absence, son inertie et son impuissance tout au long des 12 jours d'affrontements. Ceci ne manquera pas de donner le coup de grâce à sa représentativité et à sa légitimité d'autant plus qu'elle s'oppose à l'organisation des élections depuis 2006.

En outre, et sur le plan arabe, elle a démasqué l'absurdité de la normalisation de certains pays arabes de leurs relations avec Israël à un moment où son arrogance a dépassé toutes les limites.

4/ Sur le plan israélien, elle a montré que la politique suivie par Benjamin Netanyahu en alliance avec les partis ultranationalistes et religieux, défendant le projet du Grand Israël et une colonisation à outrance, n'a pas pu venir à bout de la résistance palestinienne, et ne mène, en fait, qu'à l'échec et à la violence, car les humiliations et les spoliations ne font qu'exaspérer, jour après jour, l'amertume et la colère des Palestiniens.

D'autre part, la fracture qui est apparue dans la société israélienne lors des derniers affrontements est susceptible de s'aggraver dans les années à venir, surtout qu'Israël risque, de plus en plus, d'aller à la dérive d'un régime totalitaire, à la fois théocratique et militaire.

5/ Sur le plan international, la politique, pour le moins immorale, de Donald Trump qui a donné le feu vert à Israël et à ses exactions, a fini par porter ses «fruits amers». Mais ce qui est malheureux, c'est que son successeur Joe Biden n'a pas saisi cette réalité et il ne cesse de crier haut et fort qu'il apportera son «soutien indéfectible à la sécurité d'Israël et au droit légitime d'Israël à se défendre».

6/ D'une manière générale, les Etats-Unis et les pays européens, tout en s'empressant de condamner la résistance palestinienne, se sont comportés avec une mollesse déconcertante à l'égard de l'agression israélienne et semblent, en même temps, avoir renoncé depuis longtemps à contraindre Israël au simple respect du droit international, sans parler des droits inaliénables des Palestiniens, y compris sur Jérusalem-Est.

7/ Plus déconcertante est l'attitude de certains pays européens et notamment celle de la France et de l'Allemagne qui ont purement et simplement interdit les manifestations de soutien aux Palestiniens, et prohibé toute expression critique à l'égard d'Israël, confisquant ainsi à leurs citoyens le droit de s'exprimer, de dénoncer les agissements inhumains de l'occupant israélien, ou d'afficher leur soutien à la juste cause palestinienne.

Désormais, toute personne qui manifeste son soutien au peuple palestinien est systématiquement accusée d'être un «antisémite», ou un «islamo-extrémiste» ou même un «complice des terroristes».

8/ Pire encore, ces mesures de censure ont coïncidé, d'une part, avec les restrictions décidées par les réseaux sociaux qui sont devenus une principale source d'informations et sont capables de mobiliser des communautés entières, afin d'empêcher la diffusion et le partage des vidéos et photos qui dénoncent les crimes israéliens, et d'autre part avec la frappe de l'immeuble des médias

qui abritait les bureaux de l'Associated Press et d'Al-Jazeera.

Cette frappe, qui témoigne de la volonté d'Israël d'empêcher la couverture des atrocités commises par son armée, n'a cependant suscité que quelques éphémères expressions de préoccupation et d'inquiétude, et quelques timides appels au respect du droit à l'information non pas par Israël mais par «toutes les parties en conflit», ce qui prouve, encore une fois, qu'Israël demeure au-dessus de la loi et continue à jouir d'une impunité totale malgré tous les crimes qu'elle ne cesse de commettre...

9/ Quant à la Chine, elle a saisi l'occasion de la nouvelle guerre sur Gaza pour épingler le comportement des Etats-Unis qui a été à l'origine du blocage du Conseil de sécurité, pour stigmatiser la politique américaine de deux poids deux mesures et des droits de l'homme à géométrie variable, et pour inviter Washington, qui ne cesse de se soucier du sort des minorités musulmanes de l'Ouest chinois, à s'intéresser aux souffrances des Palestiniens qui sont aussi musulmans que les Ouïghours.

En somme, pour la Chine, «les Etats-Unis sont à l'écart du jeu multilatéral, se dérobent à assumer leur responsabilité de grande puissance, et continuent de se tenir du côté opposé de la communauté internationale».

10/ Pour sa part, l'Organisation des Nations unies, depuis longtemps impuissante et divisée sur la question palestinienne, s'est limitée à quelques appels à l'apaisement, mais en vain.

Bien que ces indicateurs soient disparates et divergents, il ne serait pas erroné, à mon avis, d'avancer que, dans leur globalité, ils marqueraient un point de rupture qui a fait dire au président Joe Biden que l'accord de cessez-le-feu entré en vigueur le vendredi 21 mai



2021 constitue «une vraie opportunité d'avancer vers la paix entre Israéliens et Palestiniens».

Toutefois, cette déclaration, toute optimiste qu'elle est, a été assortie de l'affirmation, encore une fois, qu'Israël a droit à l'autodéfense et que les Etats-Unis réapprovisionneront le système de défense antimissile israélien.

En contrepartie, il a, certes, promis d'apporter une aide humanitaire et une aide à la reconstruction à Gaza. Mais aucun mot en ce qui concerne la levée du blocus qui dure depuis une quinzaine d'années, et surtout aucun mot en ce qui concerne les causes profondes tant de la dernière escalade que du conflit palestinien-israélien plus généralement. En outre, le président Joe Biden a bien précisé que l'aide à la reconstruction de Gaza serait fournie en partenariat avec l'Autorité nationale palestinienne et non pas avec le Hamas, que les États-Unis considèrent comme une organisation terroriste.

Or cet engagement qui relève de la gageure en raison des mauvaises relations entre le Hamas et l'ANP, qui est absente de la Bande de Gaza, veut dire que les États-Unis cherchent à maintenir et même à exacerber la division des Palestiniens.

Sur un autre plan, il faut noter que les membres du Conseil de sécurité n'ont pas pu sortir une déclaration qui salue l'annonce du cessez-le-feu qu'après le retrait d'un paragraphe sur la condamnation des violences, exigé par les Etats-Unis qui, rappelle-t-on, avait déjà rejeté trois projets de déclaration, ainsi qu'un projet de résolution français appelant à «une cessation immédiate des hostilités» et à «la fourniture et à la distribution sans entraves d'une aide humanitaire dans tout Gaza».

D'autre part, lorsqu'il a été interpellé sur sa position défendant le droit d'Israël à l'autodéfense et omettant de s'exprimer contre la réponse disproportionnée du Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu aux attaques à la roquette du Hamas, il a défendu son approche de la gestion de la crise et a fait la sourde oreille même aux critiques venant de son propre parti. Convaincu qu'il dit l'être que «les Palestiniens et les Israéliens méritent tout autant de vivre en sécurité et de jouir d'un même niveau de liberté, de prospérité et de démocratie», l'on se demande comment envisage-t-il d'atteindre cet objectif avec ses positions totalement déséquilibrées et foncièrement pro-israéliennes. Il est vrai qu'il a affirmé que «son administration poursuivra sa diplomatie discrète et infatigable pour aller vers cet objectif,

et qu'il s'engage à travailler en cette direction», mais ira-t-il jusqu'à souscrire aux objectifs bien précis avancés par le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, dans l'appel qu'il a lancé à la communauté internationale et où il a affirmé qu'il est urgent de rétablir le calme, et il est important de parvenir, ensuite, à une paix complète basée sur la conception d'une région où deux Etats démocratiques, Israël et la Palestine, vivent côte à côte, en paix avec des frontières sûres et reconnues?

Il est, peut-être, prématuré de répondre à cette question, mais on peut, d'ores et déjà, affirmer que si le président Joe Biden s'abstient de le faire, il condamnerait ce qu'il a appelé «une vraie opportunité de faire des progrès» à l'échec.

En tous les cas et pour éviter une cinquième guerre israélienne contre Gaza, le président Joe Biden et les Etats-Unis auront besoin de comprendre que malgré l'actuel cessez-le-feu, le feu continue à couvrir dans la région qui ne sera pas à l'abri d'une nouvelle escalade, et qui risque de s'embraser de nouveau, tôt ou tard, à moins que l'on s'attelle sincèrement et sérieusement à traiter les vraies causes de la cause palestinienne. **L**

M.B.H

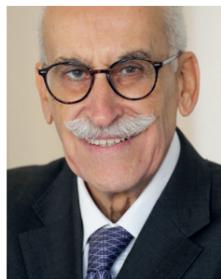
Garanties Accidents de la Vie سلامة بدنك.

مسمار في حيط



Histoire

Un fils de la médina d'envergure universelle : Ibn Khaldoun



• Par Mohamed-El Aziz Ben Achour

Le 27 mai 1332, dans une demeure patricienne de la médina de Tunis, naissait un enfant appelé à un destin extraordinaire. La vie du nouveau-né, prénommé Abderrahman, commençait d'ailleurs sous un jour favorable puisque sa famille, les Banou Khaldoun, appartenait à la haute société tunisoise et avait donné à l'Ifriqiya (c'est-à-dire la Tunisie actuelle) des magistrats et de hauts fonctionnaires au service des sultans hafside. Ce statut social élevé était rehaussé par l'origine andalouse et sévillane de la famille. Lorsque Séville tomba en 1248 aux mains des rois catholiques, les Banou Khaldoun trouvèrent refuge à Tunis où ils revendiquèrent aussi une origine arabe dont les racines étaient au Hadhramaout dans la péninsule arabique. Pour de nouveaux arrivants, il était utile d'affirmer une origine arabe dans un Maghreb fasciné de tout temps par l'Orient musulman.



■ Statue d'Ibn Khaldoun à Tunis (œuvre de Zoubeir Turki)

Ibn Khaldoun fit ses premières classes dans des oratoires dont sans doute le Msîd El Koumba, voisin, dit-on, de la maison familiale dans l'actuelle rue Tourbet-El Bey et, plus tard, à la Grande mosquée Zitouna. Son père, éminent enseignant et juriste, contribua à la formation intellectuelle et littéraire précoce d'Abderrahman et de ses frères Mohamed et Yahia. Très jeune, notre Ibn Khaldoun se passionna pour les études. C'était une époque où l'enseignement était libre et le cursus guère enserré dans des programmes officiels. De sorte qu'il eut la possibilité d'assouvir sa soif de savoir en suivant de nombreux cours dans les disciplines les plus diverses. Il profita non seulement de l'érudition des maîtres tunisois mais eut également la chance de

bénéficier du savoir d'un groupe d'éminents oulémas du Maghreb extrême venus dans la capitale hafside à la suite de l'armée du sultan mérinide de Fès. «Jusqu'au jour, dit-il dans son autobiographie, où la peste dévastatrice [1348-1349] vint emporter notables et dignitaires, le corps entier des professeurs et que périrent mes parents, que Dieu les ait en Sa miséricorde.» Brillant étudiant, Ibn Khaldoun avait acquis une somme de connaissances théologiques, juridiques et littéraires qui attira l'attention du puissant ministre hafside Ibn Tafrâgîn, qui lui confia la charge de secrétaire au paraphe auprès du sultan Abou l'hâq. Ce premier contact avec le monde redoutable du pouvoir fut de courte durée. En effet, en 1352, accompagnant une expédition princière auprès des tribus des confins de l'ouest, il décida de fausser

compagnie à la colonne armée à cause, explique-t-il, «de l'ennui que j'éprouvais depuis le départ de mes maîtres [repartis au Maghreb extrême après le départ des mérinides] et du fait que j'étais privé de toute activité scientifique». Bénéficiant de mystérieux mais efficaces appuis, il arriva à Tébessa puis continua en direction de l'ouest.

Ses pérégrinations allaient durer vingt-six ans. Elles lui procurèrent des satisfactions intellectuelles et politiques mais aussi disgrâces et revers de fortune. D'ailleurs, le XIVe siècle était propice aux mésaventures de toutes sortes pour ceux qui, parmi les lettrés, souhaitaient élargir leurs horizons loin de l'atmosphère studieuse mais claquemurée des médinas. En effet, aux ravages démographiques et économiques causés par la peste noire, s'ajoutaient



■ Le quartier de Tourbet el Bey dans la médina de Tunis où se serait située la maison natale d'Ibn Khaldoun

les désordres consécutifs aux querelles et révolutions de palais qui secouaient alors les dynasties maghrébines ainsi qu'à l'inexorable déclin de l'Espagne musulmane face aux succès de la reconquête chrétienne.

Le périple de notre lettré tunisois, âgé alors de vingt ans, le conduisit à Biskra puis à Tlemcen et enfin, en 1355, à Fès où, sachant mettre à profit ses relations nouées naguère à Tunis avec les oulémas, doté aussi d'un extraordinaire charisme, il fut admis dans le cercle scientifique du sultan mérinide Abou 'Inân (1348-1358) qui en fit son secrétaire. Dans la capitale des sultans mérinides, comme partout où il fut amené à se rendre, Ibn Khaldoun avait le don d'accéder au premier cercle des princes. Sa vaste érudition, son éloquence ainsi que l'élégance toute aristocratique de ses manières attiraient l'attention des gouvernants mais elles suscitaient des jalousies qui lui causèrent bien des tracas. Ce savant à l'esprit vif était aussi un habile manœuvrier et un fin diplomate,

qualités particulièrement utiles dans les périodes d'instabilité politique comme celle que connaissait l'Occident musulman. Doté d'un réseau efficace de relations qu'il tissait avec une stupéfiante rapidité, il fut plus d'une fois soupçonné de tremper dans des machinations ourdies par tel ou tel prétendant au trône. C'est ainsi qu'il fut accusé de comploter pour le compte du prince hafside de Bougie, qui se trouvait être un ami d'Ibn Khaldoun. On rapporta au sultan que le Bougiote se préparait à reconquérir Tunis tombée aux mains des Mérinides et qu'il comptait sur l'appui du Tunisois. Il fut maltraité et jeté en prison. Relâché après la mort d'Abou 'Inân, voici de nouveau Ibn Khaldoun dans les couloirs des palais, intrigant auprès des princes mérinides pour le compte d'un des leurs, Abou Sâlim. Il fit tant et si bien que ce dernier accéda au trône en 1359 et, en reconnaissance de ses services, nomma l'habile Abderrahman premier secrétaire. Peu après, mêlé aux relations d'alliance ou de tensions

entre princes musulmans et chrétiens, il mit sa femme et ses enfants en sécurité à Constantine sous la protection du prince hafside, franchit le détroit de Gibraltar et arriva à Grenade en décembre 1362 où l'accueillit en termes fleuris le vizir de cet émirat, son ami Ibn al Khatîb: «*Ta venue est comme une pluie bienfaisante qui, dans un pays desséché, vient abreuver l'oiseau favorisé, les vastes terres et la plaine.*» Incroyable Ibn Khaldoun !

Ses talents diplomatiques étant connus dans toutes les cours princières, il fut chargé par l'émir de Grenade d'une ambassade auprès du roi Pedro 1er pour «*parachever le traité de paix entre lui et les rois du Maghreb*». Le souverain catholique, mis au courant de la vaste érudition et des origines andalouses de l'ambassadeur par son médecin juif Ibn Zarzâr (un autre bon ami d'Ibn Khaldoun), offrit à ce dernier de rester à Séville, la terre de ses ancêtres, lui proposa de le rétablir dans les biens de sa famille et, peut-

être, de lui confier une fonction de syndic général des musulmans du Royaume. Il déclina l'offre et rentra à Grenade où l'émir nasride, satisfait de son comportement, lui fit cadeau du village d'Elvira et son vaste domaine irrigué. Quelques temps plus tard, tombé en disgrâce, à cause écrit-il, des intrigues de ses ennemis, il quitta l'Andalousie et se rendit à Bougie où, grâce à ses relations, jamais négligées, avec les princes hafsides, il fut nommé chambellan avec les pleins pouvoirs. A partir de cette date, sa vie ne fut plus, de son propre aveu, qu'alliances et retournements d'alliances, soutenant les Abdelwadides de Tlemcen, puis le sultan mérinide de Fès contre ces derniers, et incessants voyages au Maghreb extrême, en Andalousie puis de nouveau à Tlemcen. Il posa enfin ses valises à la Qal'âlbn Salâma au sein de la tribu des Awlâd 'Arîf et entreprit la rédaction de sa *Muqaddima*. En 1378, la nostalgie aidant, il obtint du sultan hafside Abou Al Abbès l'autorisation de rejoindre Tunis, sa ville natale.

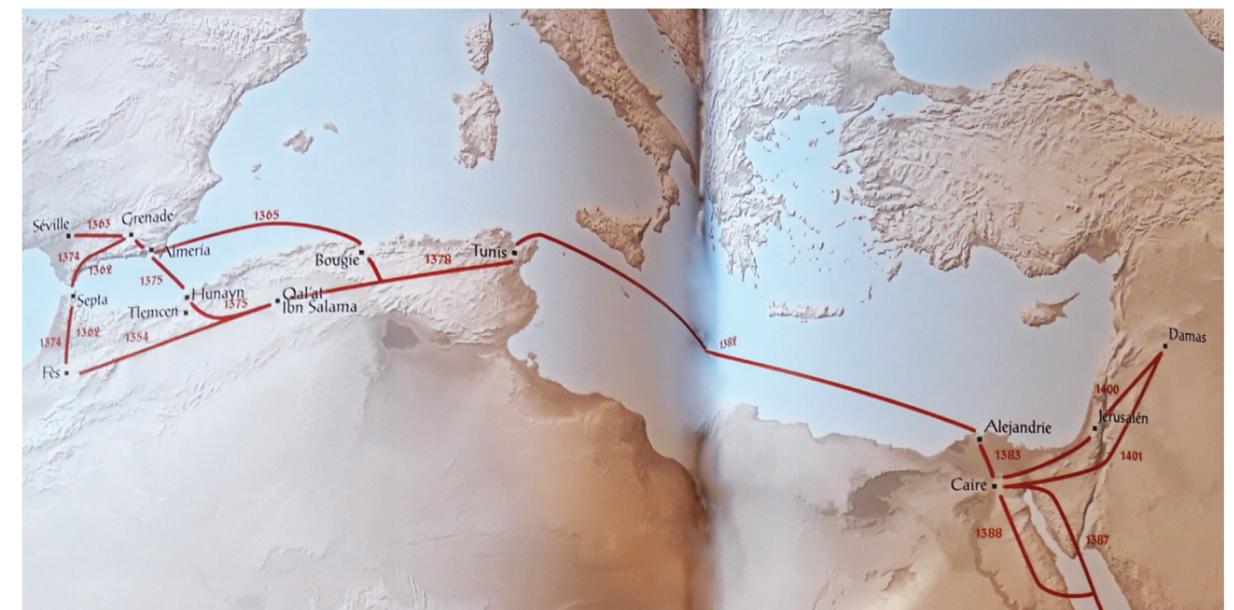
Ainsi s'acheva son long séjour au Maghreb et en Espagne. Bien accueilli par le sultan à qui il offrit le premier manuscrit de son œuvre, il comptait s'installer définitivement dans sa patrie ; et reprit ses cours à la Grande mosquée. A l'en croire, il aurait cependant fait l'objet d'une cabale orchestrée par l'éminent mufti et imam Ibn 'Arafa, son ennemi depuis le temps de leurs études car «*on remarquait, écrit Abderrahman dans son autobiographie, ma supériorité sur lui, bien qu'il fût plus âgé que moi*». Jaloux du succès de son brillant rival auprès des étudiants, Ibn 'Arafa aurait cherché à le faire détester par le prince. En 1382, redoutant le pire, Ibn Khaldoun sollicita et obtint d'Abou Al Abbès l'autorisation de faire le pèlerinage aux Lieux saints. Laissant femme et enfants à Tunis, il embarqua sur le premier bateau en partance pour l'Egypte. Ainsi commença pour ce savant aux semelles de vent le voyage en Orient.

Le Caire des sultans mamelouks «*capitale du monde, jardin de*

l'univers, lieu de rassemblement des nations, fourmière humaine, palais de l'islam», le fascine. Il s'y sent d'autant plus à l'aise que de nombreux étudiants se pressent aux cours de sciences religieuses, juridiques et littéraires qu'il dispense à la mosquée d'Al Azhar. Son excellente réputation arrive aux oreilles du sultan Barqûq (1382-1399) qui le nomme *cadi malékite*. Dans son autobiographie, il nous relate par le menu comment il exerça sa judicature et combien son intransigeance avait suscité de dangereuses rancœurs de la part des corrompus de tout poil. Il est démis de ses fonctions et retrouve ses chères études. A cette époque, l'Empire mamelouk d'Egypte- et-Syrie faisait face à la menace d'une invasion des armées turco-mongoles du redoutable Tamerlan. Afin de défendre Damas, le nouveau sultan du Caire, Faraj, monta une expédition dont fit partie notre Ibn Khaldoun. Mais ayant eu vent d'une sédition qui se préparait contre lui, Faraj regagna précipitamment Le Caire, et les Damascènes firent leur reddition



■ Le Maghreb politique au XIVe siècle (Hasna Trabelsi, Université de Tunis et Fondation El Legado Andalusi)



■ Le périple d'Occident et d'Orient d'Ibn Khaldoun (Daniele Grammatico Fondation El Legado Andalusi - Italie)

Tamerlan (1336-1405) (Reconstitution faciale par M.M. Gerasimov)

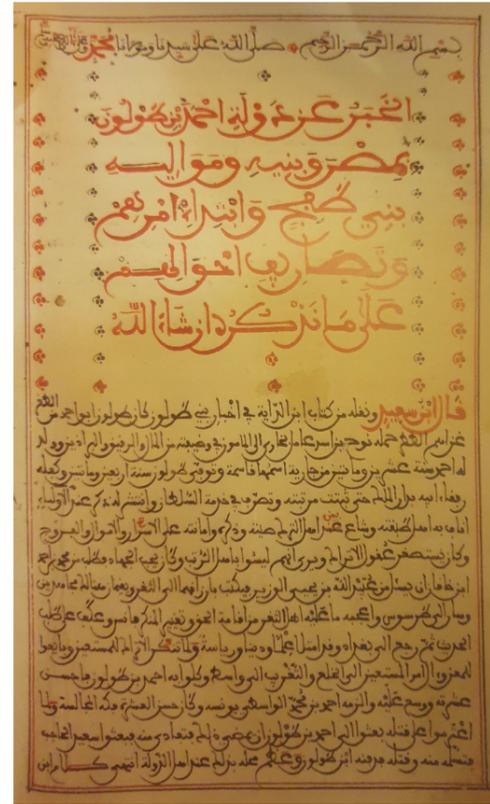


en février 1401. L'incontournable Ibn Khaldoun, resté sur place, fut reçu en audience par Tamerlan qui vraisemblablement cherchait à se renseigner, auprès d'un fin connaisseur, sur la géographie et la situation au Maghreb, sans doute dans la perspective d'une extension à l'ouest. Revenu au Caire, il reprend son enseignement mais est de nouveau nommé cadî malékite. Il envisage alors de se fixer en Egypte et avec l'appui du sultan mamelouk— lui aussi impressionné par les qualités intellectuelles de l'Ifriqiyen— obtient de l'émir hafside de Tunis que sa femme et ses enfants le rejoignent au Caire. Par malheur, ils meurent dans un naufrage au large d'Alexandrie et lui-même est de nouveau limogé. Il reprend son bâton de voyageur et part au Hedjaz pour effectuer le pèlerinage, occasion pour cet assoiffé de connaissance, cet ouléma qu'était fondamentalement Ibn Khaldoun de rencontrer juristes et lettrés. De retour au Caire, il semble qu'il fût devenu incontournable comme magistrat malékite et fut appelé de nouveau aux fonctions de grand cadî malékite à quatre reprises. Dans l'intervalle, il reprenait ses cours et

ses fonctions de direction dans des fondations impériales d'enseignement. Il mourut le 17 mars 1406 à l'âge de 74 ans et fut enterré au cimetière des soufis.

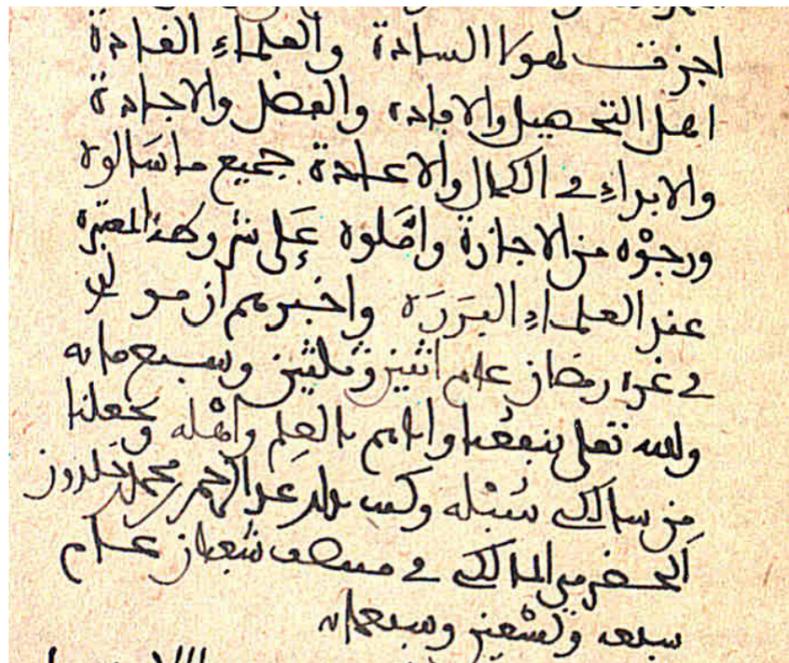
Comme son illustre prédécesseur Averroès (1126-1198), Ibn Khaldoun ne fit pas école dans un monde musulman déjà en déclin et replié frileusement sur un corpus classique. L'enseignement consistait dans la récitation, le commentaire respectueux et la glose des textes jugés indépassables des anciens. Certes, les réformistes politiques et lettrés du XIXe siècle s'en inspirèrent comme les Tunisiens Khérédine dans son *Aqwam al masâlik* et Ahmed Ben Dhiaf, dont la chronique *Kitâb el Ithâf*, inspirée du *Livre des Exemples*, est conçue comme une réflexion sur le pouvoir politique appuyée sur les exemples historiques. Mais dans le domaine académique, ce n'est qu'au XXe siècle que l'on tenta, avec un succès tout relatif, de secouer la torpeur de l'enseignement de la Zitouna, de la Qarawiyîne et d'Al Azhar. Seules les universités modernes

Manuscrite du Kitâb Al Ibar (manuscrit du XVIIIe siècle, BN de Tunis)



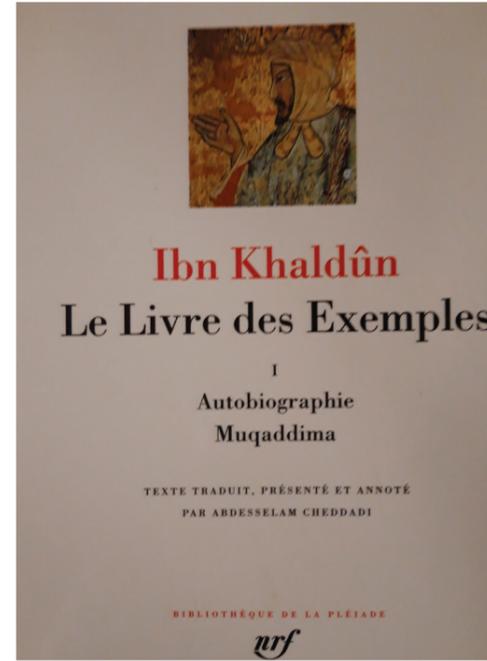
incorporèrent l'œuvre d'Ibn Khaldoun dans leurs programmes de recherches.

En revanche, le *Kitâb al 'Ibar* et sa *Muqaddima* suscitèrent assez tôt l'intérêt de la recherche occidentale.



Extrait d'une ijâza (certificat d'aptitude à la transmission de la science) écrite de la main d'Ibn Khaldoun et délivrée au célèbre érudit Ibn Hajar Al Asqalâni (Bibliothèque de Sainte Sophie, Istanbul)

Couverture du Livre des Exemples (Gallimard, Paris, 2002)



Dès les années 1810, le Français Sylvestre de Sacy, l'Autrichien Joseph von Hammer-Purgstall et d'autres orientalistes arabisants s'intéressent à son œuvre. Entre 1847 et 1856, le baron De Slane publie la *Muqaddima* en arabe puis en français (*Prolégomènes*). Elle figure aujourd'hui

dans la prestigieuse collection de La Pléiade (éd. Gallimard, 2002) dans une nouvelle traduction d'Abdesselam Cheddadi. Et comme le souligne l'universitaire espagnole Maria Viguera Molins, «il est très révélateur qu'en plein XXe siècle, trois penseurs de la catégorie d'Ortega y Gasset, Caro Baroja et Julian Marias aient consacré une vive attention à Ibn Khaldoun».

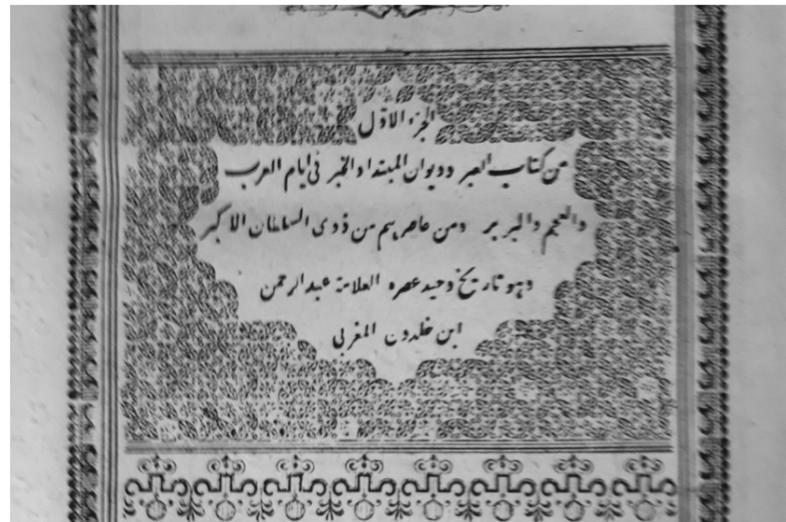
Au plan de la pensée universelle, l'apport majeur d'Ibn Khaldoun est de nous avoir légué une réflexion sur l'histoire universelle à la lumière de l'observation non seulement du pouvoir politique mais, apport inédit, de celle des groupes humains. «L'histoire, écrit-il dans les *Prolégomènes*, a pour véritable objet de nous informer sur les sociétés humaines, c'est-à-dire sur la civilisation universelle ('umrân al 'âlam); de nous révéler les divers phénomènes auxquels cette civilisation est, par sa nature même, soumise tels la vie sauvage (*al tawahush*), la vie civilisée

(*al ta'annus*), les antagonismes de clans (*al 'asabiyyât*) et les différentes formes de domination qu'exercent les êtres humains les uns sur les autres.» L'histoire, poursuit Ibn Khaldoun, «nous éclaire sur les multiples acquisitions de l'homme, sur les biens de consommation, les sciences et les industries, fruits de son labeur et de ses efforts et enfin sur tous les changements qui viennent à modifier naturellement les données d'une civilisation déterminée.» Dans sa réflexion sur le pouvoir, il a mis en lumière un mécanisme social fondamental dans la construction de l'Etat, de son essor ou de sa déliquescence qu'il définit comme étant la 'asabiyya, l'esprit de corps. A ce propos, Abdelmajid Charfi, spécialiste de l'histoire de la pensée dans la civilisation musulmane, écrit: «Le lecteur de la *Muqaddima* découvre la démarche essentiellement dialectique de son auteur. D'une part, il insiste en maints passages sur le rôle de la 'asabiyya dans la naissance des Etats. Elle est pour



Salon des ambassadeurs à l'Alcazar de Seville. Dans ce palais, Ibn Khaldoun fut reçu par le roi Pierre 1er

■ Première édition arabe du Kitab al Ibar en 7 volumes, Imprimerie officielle de Boulaq Le Caire (1857)



lui comme une tension dont le but ultime est d'accaparer le pouvoir et de s'incarner en un Etat, étant munie d'une dynamique interne qui la transcende et qu'elle ne peut contrôler. Et d'autre part, il expose les abus consécutifs à l'exercice du pouvoir (...) Il note le double aspect de l'Etat : issu d'une nécessité de la vie en société, il ne tarde pas à se transformer en oppresseur, mettant en péril l'harmonie de la société.»

Personnalité exceptionnelle, Ibn Khaldoun eut un parcours d'une richesse et d'une originalité qui

tranchait considérablement avec celui des lettrés de son temps. Le mérite qu'il eut de nous laisser un récit autobiographique permet au lecteur du *Livre des Exemples* d'apprécier une dimension humaine absente des biographies convenues de la littérature historique classique. Esprit supérieur, confronté aux vicissitudes du pouvoir et compromis, à tort ou à raison, dans les incessantes conjurations qui secouaient les cours princières, vraisemblablement jaloux pour son intelligence et son originalité par beaucoup de ses pairs engoncés dans un conformisme

souvent médiocre, Ibn Khaldoun fut d'autant plus vulnérable que, se déplaçant continuellement, il était sans attaches. Son immense mérite fut d'avoir mis cette vie mouvementée au service de la pensée et de nous léguer une approche intellectuelle novatrice. Son œuvre majeure, véritable étape fondatrice dans le domaine de l'histoire et de la philosophie, figure jusqu'à nos jours au rang d'une référence de premier ordre en sciences humaines et sociales. L'historien égyptien Al Maqrîzî, contemporain d'Ibn Khaldoun, avait vu juste en qualifiant la *Muqaddima* «d'œuvre sans pareille», ajoutant «rars sont les chercheurs qui peuvent atteindre le niveau où elle s'est hissée. Car elle constitue la crème des connaissances et des sciences, et elle est le résultat d'un esprit sain et d'une grande intelligence». Des siècles plus tard, les appréciations des savants occidentaux furent tout aussi élogieuses. Nous ne citerons ici que les mots de l'éminent spécialiste de la civilisation musulmane que fut Georges Marçais: «l'œuvre d'Ibn Khaldoun est l'un des ouvrages les plus substantiels et intéressants jamais conçu par l'intelligence humaine.»¹

Md. A. B.A.



■ Réception offerte par S.M. le roi Juan Carlos à Séville à l'occasion de l'inauguration de l'Exposition «Ibn Khaldoun. La Méditerranée au XIVe siècle» en 2006 (à l'extrême gauche, l'auteur, représentant personnel du président de la République tunisienne) (photo El Legado Andalusi)



LE TIVOLI COMME VOUS
NE L'AVEZ JAMAIS VU !



www.ssangyongtunisie.com



TIVOLI
EXPRESS YOURSELF!

f SsangYongTunisie.Officielle

TUNIS - Rte de Sousse, GP1 Km7 2033 - Mégrine
Tél. : (+216) 70 130 070 - 70 130 060
Fax : (+216) 71 425 253

SOUSSE - Rte de ceinture, 4022 Z.I. Akouda - Sousse
Tél. : (+216) 70 130 040 - 70 130 050
Fax : (+216) 73 343 233

SFAX - Rte de Gabes, byd de l'environnement, Km 2,5 - Sfax
Tél. : (+216) 70 130 020
Fax : (+216) 74 281 020

GABES - Rte de Tunis Km 0,5 BP 31 - 6001 Hached Gabès
Tél. : (+216) 70 130 090
Fax : (+216) 75 274 151

AUTOMOBILES ZOUARI
CONCESSIONNAIRE / SAV VÉHICULES DE TOURISME

Histoire

L'histoire à Rome de César à Auguste

En Grèce, l'enseignement des grandes écoles philosophiques exerçait une grande influence sur toutes les sciences. Néanmoins, la connaissance du passé, de l'action des anciens, de leurs œuvres, s'est développée en dehors du sillon de la philosophie. Hérodote était différent de Socrate ; mais les commentaires des philologues, qui étudiaient les écrits historiques, n'échappaient pas aux idées répandues par les philosophes. Celles-ci étaient même à l'origine des deux préoccupations primordiales des historiens : le concept de la loi et le souci de la vérité, avec en conséquence la nécessité de la critique.



• Par Ammar Mahjoubi

Le souci de la vérité était loin d'être répandu, car le réel, le vrai, avait été précédé de récits légendaires et mythiques. Les écrits historiques étaient principalement un tissu de légendes submergées de sentiments. Il n'est donc pas étonnant qu'à Rome, pour les premiers historiens, Caton et Fabius Pictor, comme pour les plus cultivés parmi leurs contemporains, la distinction entre le vrai et le faux, le réel et l'imaginaire n'avait aucun sens : il n'était nullement question d'avoir une pensée réflexive, encore moins de formuler une critique. A l'unisson, ces deux auteurs avaient donc imaginé pour leur patrie tout un passé légendaire, toute une tradition héroïque imaginaire.

La recherche du vrai devait attendre Polybe. C'est lui qui enseigna aux Romains le souci de la vérité. Avant Ibn Khaldoun, il avait nourri la préface de son ouvrage de pensées philosophiques, de conseils méthodologiques, recommandant notamment à l'historien latin de se départir

de son orgueil patriotique : « la vérité est à l'histoire ce que les yeux sont aux animaux. Si l'on arrache les yeux aux animaux, ils deviennent inutiles, si de l'histoire vous ôtez la vérité, elle n'est plus bonne à rien. Qu'il s'agisse d'amis ou d'ennemis, on ne doit, à l'égard des uns et des autres, consulter que la justice... En un mot, il ne faut qu'un historien, sans aucun égard pour les auteurs des actions, ne forme son jugement que sur les actions mêmes» (Polybe, Histoires, 1, 24, 4-8). A la recherche du vrai, des faits réels, en ce qui concerne les actions humaines, Polybe ajoute le souci de les comprendre. Pour y parvenir, il faut considérer l'ensemble des événements, tenir compte de leur complexité pour en saisir la trame, suivre leur enchaînement et y déceler la liaison entre les effets et les causes. «Je rassemblerai pour les lecteurs en un seul tableau tous les moyens dont la Fortune s'est servie pour l'exécution de son dessein. C'est là le motif principal qui m'a porté à écrire...» (Polybe, *ibid.*, 2). Il faut comprendre, dit Polybe, «les moyens dont s'est servie la Fortune», y introduire une liaison logique, y rechercher les causes lointaines... Pour



décider comment, de quel point de vue juger les faits. Tout effort de l'historien pour résoudre ce problème est un mérite que H.-I. Marrou reconnaît à Polybe : «c'est, avec Thucydide, l'historien dont la pratique se rapproche le plus de celle de la science moderne... Polybe, en véritable historien, cherche à déceler l'enchaînement des causes et des conséquences, des structures» (H.-I. Marrou, «Qu'est-ce que l'Histoire ?» dans *L'Histoire et ses méthodes*, p. 13-14).

Les leçons de Polybe, dans ses Histoires, furent continuées à Rome par celles de Posidonius d'Apamée. Ce philosophe y avait enrichi la méthode historique avec une attention scrupuleuse apportée à la documentation et un souci particulier pour la recherche des causes lointaines. Comme

Polybe, c'était un grand voyageur, qui s'était évertué à visiter les pays où s'étaient déroulés les faits de son récit, sans omettre d'y observer et de noter soigneusement les singularités des traditions et des mœurs locales. Il le fit si bien que César lui est redevable, dans ses Commentaires, des descriptions et des indications précieuses, consignées dans les digressions qui interrompent le récit des actions militaires de la guerre des Gaules. Salluste aussi, pense-t-on, lui avait emprunté les considérations morales du début de son livre sur la Conjuration de Catilina ; notamment lorsqu'il décrit les changements profonds intervenus, à son époque, dans les mœurs des Romains, dans un tableau qui rappelle, selon Diodore, un texte de Posidonius (Salluste, 5, 9, 13 et Diodore,

37, 3). Celui-ci avait donc appris, tant à César qu'à Salluste, à observer, dans les pays visités ou conquis, autant le physique que l'humain. Mais ni César, engagé en Gaule dans ses opérations militaires, ni Salluste, accaparé par ses charges administratives, n'avaient profité pleinement des leçons de Posidonius. Car à l'examen attentif des mœurs et des modes de vie dans les pays visités, il avait ajouté, en physicien averti, l'étude du flux et du reflux de l'Océan à Gades (Cadix), où il s'était déplacé ; tout en essayant de discerner les rapports entre les climats et les mœurs des habitants. Aussi pense-t-on qu'il est à l'origine de cette théorie développée dans le livre VI de Vitruve, sur le rôle et l'influence exercée par le climat.

Les descriptions géographiques et ethnographiques étaient, de toute façon, une tradition de l'Histoire grecque depuis Hérodote, et les Romains s'y étaient donc plus ou moins conformés depuis César. Celui-ci avait adopté un moyen terme entre l'apologie personnelle, conformément à la pratique courante de son époque, la présentation des documents militaires de ses archives et les digressions sur les lieux, les hommes et les peuples. Sa documentation était d'autant plus intéressante que les faits relatés étaient personnellement vécus, ou, du moins, rapportés par ses lieutenants. Mais la question de leur véracité n'en reste pas moins douteuse car le souci de l'auteur était surtout d'expliquer les faits de la façon qui lui était la plus favorable, déguisant ses intentions, atténuant ses revers, blâmant ou félicitant en conséquence ses lieutenants. Malgré les inégalités dans les développements, cependant, et même parfois les embarras du style, on relève l'élégance et le raffinement de sa culture.

Comme César, C. Sallustius Crispus était un homme politique ; mais les censeurs l'exclurent du Sénat en l'an 50 av. J.-C., en l'accusant, non sans raison, d'immoralité. César le réhabilita et le nomma à la tête de « l'Africa Nova », la province qu'il avait créée sur les terres du roi numide Juba Ier. Il s'y enrichit sans scrupule et sortit indemne d'un procès pour concussion. Après l'assassinat de son protecteur, il se



consacra à l'histoire, puisant semble-t-il dans sa documentation personnelle pour écrire *La conjuration de Catilina*. Puis il raconta dans le *De bello Jugurthino* la longue lutte contre la domination romaine du roi de Numidie Jugurtha ; guerre pendant laquelle la noblesse, victorieuse des Gracques et du parti démocratique acheva de se déconsidérer. Après 39, il se lança dans une longue description de la vie politique romaine de 79 à 66 av. J.-C., s'évertuant dans les cinq livres de ses *Histoires* à montrer le démantèlement des mœurs aristocratiques et la renaissance du parti démocratique.

Malgré ses faiblesses, l'œuvre de Salluste dénote un progrès indubitable de la méthode historique. Certes, il omet d'indiquer les causes économiques et sociales qui expliquent la conjuration de Catilina, et se contente d'une chronologie incertaine. De même, dans sa relation sur la guerre de Jugurtha, ses explications sont des plus simplistes, son récit des opérations militaires est décevant et il n'a pu se départir de son parti-pris, engagé qu'il fût au parti césarien. Mais il essaye souvent d'évoquer les problèmes sociaux, et sa narration est claire. Sa description des lieux, des paysages est convenable et sa documentation, parfois, est sérieuse : aux « Mémoires » des contemporains, dans sa Guerre de Jugurtha, par exemple, il

ajoute une traduction des livres puniques du roi Hiempsal.

C'est à cette époque intermédiaire, à cheval entre la fin de la République et la naissance de l'Empire, que T. Livius (Tite-Live, 64 ou 59 av. J.-C. – 17 ap. J.-C.) a composé les 142 livres de son *Histoire de Rome*, qui commence aux origines de la cité et se prolonge jusqu'à l'an 9 av. J.-C., mais dont il ne nous reste qu'une partie. Les difficultés étaient immenses, surtout aux commencements de l'Histoire, alors que les sources publiques n'avaient pas encore été réunies et que les archives privées étaient dispersées et jalousement gardées. Quant à la relation traditionnelle de cette époque lointaine, elle n'était qu'un tissu de fables. Tite-Live choisit donc les seules références dont il pouvait disposer : les ouvrages latins de seconde main. Mais à force de les employer, il en vint à les critiquer, rejetant les assertions ineptes et les exagérations criantes, n'en retenant que des présomptions et des vraisemblances. Parmi les auteurs étrangers, il ne retint que Polybe, qu'il abrégua et modifia plus ou moins prudemment en suivant quelque annaliste. Sa proximité des faits et l'actualité des préoccupations de son époque avaient facilité sa narration du dernier siècle de la République ; mais en rapportant les légendes des siècles antérieurs, il n'avait pas soupçonné leur portée religieuse, pas plus qu'il n'avait

compris les questions économiques qu'il effleurait, ni les motivations des peuples qu'il voyait aux prises. Mais si l'esprit critique, souvent, lui fit défaut, sa probité était certaine, tout comme sa fierté de Romain et son exaltation de la destinée romaine. Au pittoresque et au sens de la mise en scène dramatique qui avaient été répandus par les historiens grecs de l'époque hellénistique, il avait pu joindre l'ampleur du sujet, l'harmonie et l'équilibre des développements. Égalant l'ascendant et l'emprise poétiques de Virgile, il avait su camper de Rome la majestueuse image qui, des siècles durant, avait nourri le « nationalisme » romain.

Les *Commentaires de César* étaient une apologie personnelle. Salluste, dans toutes ses œuvres, défendait son parti contre l'orgueil du parti aristocratique. Quant à Tite-Live, c'est Rome et tout son passé qu'il se proposait de faire revivre : c'est l'idéal civique et national que le peuple romain avait conçu, croyait-il, et qu'Auguste, pensait-il, s'efforçait de réaliser. Ce n'est pas une « histoire » au sens rigoureux que nous donnons aujourd'hui à ce terme, c'est un tableau de ce que les meilleurs des Romains, à l'époque d'Auguste, voulaient penser de leur passé et aussi l'idéal de ce qu'ils proposaient à leur avenir. 

A.M.

البنك
التونسي

BANQUE DE TUNISIE

CARTE JEUNESSE



**Avec la carte Jeunesse...
jamais votre enfant ne sera à court d'argent.**

Par un simple clic sur votre smartphone vous pouvez instantanément alimenter la carte jeunesse de votre enfant via BTMobile, BTNET 24/24 et 7/7.

- Carte pré chargée
- Carte rattachée au compte du parent
- Carte de retrait de tous les distributeurs BT et autres banques
- Carte de paiement auprès de tous les commerçants affiliés au réseau VISA et MasterCard
- Carte permettant le chargement instantané du GSM quel que soit l'opérateur

Un conseiller clientèle en agence sera à votre écoute pour vous accompagner.

www.bt.com.tn



Centre de Relation Client Banque de Tunisie

Email : callcenter@bt.com.tn

Tél : 81 10 12 12

Lu pour vous

Mémoires de basketteur

Cent ans de basket en Tunisie



Un siècle d'une passion partagée, le basketball, nous est restitué dans ce magnifique récit que Raouf Menjour nous livre en legs. Pendant des années, il s'était employé à explorer l'histoire, collecter les documents, recueillir les témoignages et réunir des photos. Tout était prêt à l'édition, lorsque la maladie l'a surpris de plein fouet en novembre dernier pour nous le ravir, à l'âge de 80 ans.

Qui mieux que Raouf Menjour connaît le basket tunisien, arabe, africain et international ? Pour l'avoir pratiqué sous tous les angles, de joueur à dirigeant mondial, pour s'y être investi de toutes ses énergies, il en détient l'amour, mais aussi les secrets. Expert-comptable de formation, spécialiste de l'investissement, de la banque, de la bourse et des finances en général, il a toujours été dans la précision des chiffres, dans la pertinence de l'analyse. PDG de nombreuses entreprises ainsi que de la Cnss, il a déployé ses talents de manager de haut niveau, soucieux des résultats financiers, mais aussi de ses équipes.

Au grand mérite de sa famille, cet ouvrage a pu voir le jour. Un véritable document de référence qui vient combler un grand vide, un don au basket. **L**

Un précieux répertoire de référence, par un illustre basketteur



• Par Ghazi Jeribi
Ancien joueur international
et vice-président de la Fédération tunisienne de basketball
Ancien ministre

L

e sport en général, le basketball en particulier, n'est plus une simple activité physique qui préserve la santé et améliore l'esprit des individus. Il est beaucoup plus important que cela, puisqu'il propulse les nations et les États au-devant de la scène internationale, favorise la cohésion sociale, la promotion de la femme, l'épanouissement et l'ascension sociale des citoyens et participe à l'instauration de la paix dans le monde.

Pour illustrer l'importance grandissante du basket, il suffit de rappeler qu'il est le deuxième sport dans le monde, avec 3 milliards de pratiquants, juste après le football qui enregistre 4 milliards de pratiquants professionnels, amateurs et passionnés.



■ Ezzahra Sports, équipe qui a remporté la coupe de Tunisie 1985, contre l'EOK (69-67). Debout: Adel Sgheir, Sofiene Jeribi, Ghazi Jeribi (entraîneur-joueur), Tarek Khaled, Kais Sgheir.
Assis: Sami Hussein, Chokri Jeribi, Rafik Rabaa, Jalel Ben Mansour, Rafik Tefifha.
«C'était la 1ère coupe dans l'histoire d'Ezzahra, je l'avais remportée en étant entraîneur-joueur.. (tous bénévoles, pas d'argent à l'époque.). Tout en étant magistrat au Tribunal administratif» (Ghazi Jeribi).

En Tunisie, ce sport a donné non seulement de grands sportifs de renommée internationale, mais aussi une pléiade d'hommes et de femmes ayant réussi et brillé de mille feux dans leurs domaines professionnels respectifs, sur la scène nationale et même internationale, dont bien évidemment Monsieur Raouf Menjour.

Si Raouf, comme nous avons tous l'habitude de l'appeler, s'était distingué en tant que joueur, dirigeant, président de la Fédération tunisienne de basket, membre de la FIBA-Afrique et en sa qualité de vice-président de la Fédération internationale. Il a servi le basket tunisien avec ardeur et contribué à sa promotion sur la scène internationale. Il était fier de chaque performance et succès réalisés par notre équipe nationale ou nos clubs dans les tournois internationaux.

Si Raouf, porté par son patriotisme et sa passion pour le travail, avait non seulement marqué de son empreinte le basketball tunisien, mais il s'est aussi illustré par sa réussite professionnelle dans les différentes responsabilités qu'il a assumées tout au long de sa carrière.

M. Menjour est l'un des bâtisseurs de la Tunisie, grâce aux valeurs morales qu'il portait, surtout le respect des autres, la persévérance, la capacité de fédérer, le sens du compromis et une vision pertinente.

Notre amitié remonte à mes débuts en tant que joueur d'Ezzahra Sport et de l'équipe nationale et il adorait l'ambiance familiale qui régnait dans notre club et surtout les tournois que nous organisions pendant la saison estivale. Il n'a jamais manqué de me féliciter, même par un appel téléphonique, à chaque consécration en coupe ou en championnat avec Ezzahra Sport, et à m'exprimer de vive voix sa fierté à chaque fois que j'étais appelé à assumer de hautes fonctions pour servir mon pays.

Au fond de lui-même, il avait une grande estime pour les élites sportives ayant réussi comme lui dans leur carrière professionnelle. Je me rappelle qu'il faisait souvent référence à un grand coach américain qui disait qu'en basket «le fort triomphe du faible, le rapide bat le lent, mais l'intelligent prend le dessus sur tout le monde».

Le basket est un sport collectif qui forge la solidarité et l'esprit de groupe, puisque tous les joueurs doivent attaquer et défendre en même temps et où on apprend la maîtrise et la gestion efficace du temps avec les règles des 3,8 et 24 secondes. Le basket nous apprend l'humilité, le respect de l'adversaire et le devoir de reconnaître sa faute.

Dans le basket, on se prépare pour vaincre, puisque ce sport ne connaît pas le match nul, et c'est ainsi que toutes les tactiques défensives agressives, comme le pressing ou la zone-presse, qui ont d'ailleurs inspiré d'autres sports comme le football, ont été toutes inventées par le basket. On ne peut pas parler du basket et de son essor sans rendre hommage à ce grand Monsieur qu'est Si Raouf Menjour en tant que pionnier et éminent bâtisseur. Cet ouvrage qu'il a écrit avec beaucoup d'humilité, puisqu'il a choisi de ne pas parler de lui-même et de tout ce qu'il a accompli et donné à ce sport en Tunisie et dans le monde, constitue un précieux répertoire de référence pour le basketball tunisien.

Enfin, je tiens à remercier la famille de Si Raouf Menjour pour l'honneur dont elle m'a gratifié en me confiant la rédaction de cette préface, conformément à sa volonté et à ma promesse, déjà exprimées lors d'un déjeuner qui nous a réunis l'année dernière à la banlieue nord de Tunis.

Que Dieu Tout-Puissant lui accorde Son infinie miséricorde et l'accueille dans Son éternel paradis. ■

G.J.

Le basket était un amour de jeunesse

Ce livre n'est pas un livre comme les autres. C'est le rêve d'une vie qui n'a pu être achevé, c'est une passion et une fougue qui animaient le cœur de mon papa. Sa sensibilité humaine lui dictait le chemin du sport, de la persévérance, du respect, du travail acharné pour changer un monde en dérision.

Il voyait le basket comme le salut des Hommes.

Je suis émerveillée, chaque fois que je le lis, par sa capacité à se rappeler les moindres détails, les prénoms, les lieux, les dates... Je suis si fière d'être la fille d'un Homme qui a compris que la vie n'est qu'un souffle et ce qui importe, c'est l'intensité avec laquelle on peut aimer et se faire aimer en retour.

Le basket était l'amour d'une vie qui, à travers le temps, est devenu pour lui une arme de prédilection pour lutter contre la marginalisation, le sexisme, le fanatisme, l'injustice sociale...

Ce livre, c'est une promesse qu'il s'est faite pour immortaliser une vie dédiée aux autres et au basketball. C'est une promesse qu'on s'est faite, nous sa famille, pour que chaque moment, chaque réflexion et chaque action qu'il a entrepris par amour pour le basket soient gravés à jamais dans le cœur et l'esprit de ceux qui l'ont côtoyé, travaillé avec lui ou aimé.

De là-haut, une étoile brillera éternellement et elle portera ton nom. ■

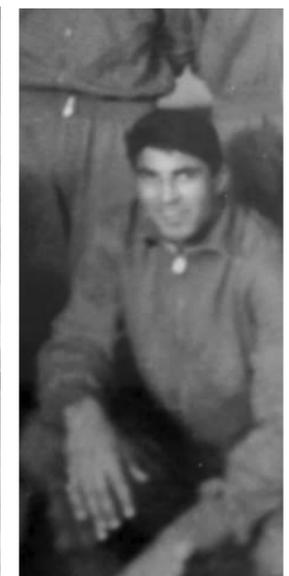
Naouel Menjour



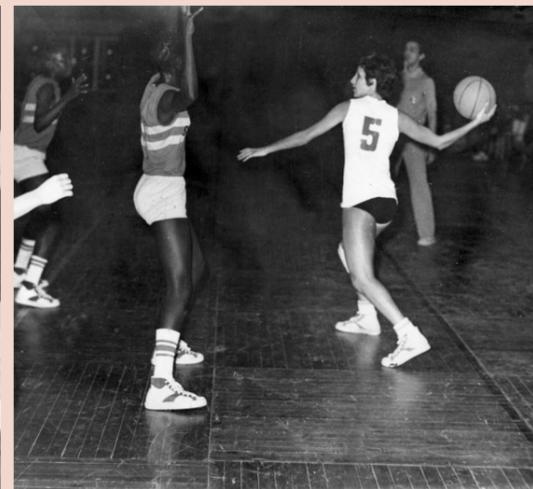
■ Equipe nationale, Jeux méditerranéens 1971, Azmir, Raouf Menjour dirigeant



■ Khaled Snoussi, Mohamed Rmadi, Raouf Menjour, Mohamed Aref Snoussi et Bakar Snoussi



■ Raouf Menjour, joueur à l'ESR



NOUVEAU
commandez directement en ligne sur
www.leadersbooks.com
Livraison gratuite

VIENT DE PARAÎTRE

Raouf Menjour



Mémoire de basketteur

Cent ans de basket en Tunisie

Volume : 164 pages • Format : 23 x 27,5 cm

Bon de commande

Moins de 10 exemplaires x 80 DT Total

10 exemplaires et plus x 60 DT Total

Nom et prénom ou Raison sociale :

Adresse de livraison :

Code postal [][][][]

Tel [][][][][][][][][]

Je joins mon règlement au nom de PR Factory

- Chèque bancaire
- Virement

CBB : TN59 08 008 000671001274071

Date et signature

Rue Abdelwaheb Jilani, Ennour Building,
Cité des Sciences, 1082 Tunis - Mahrajène
Tel +216 71 232 111 / Fax : +216 71 750 333
www.leaders.com.tn

www.leadersbooks.com.tn

Dix
exemplaires
et plus
60 DT
(le livre)
Offre spéciale

Lu pour vous

Le plaidoyer de Yadh Ben Achour



A

la faveur de ce que les médias appellent « printemps arabe », le professeur Yadh Ben Achour s'est vu propulsé sous les projecteurs de l'actualité en participant à la transition et au chantier de la nouvelle Constitution.

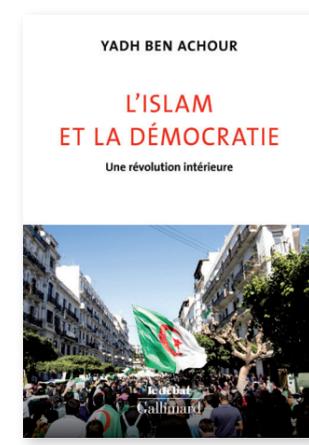
L'auteur de *Aux fondements de l'orthodoxie sunnite* s'est trouvé à cette occasion confronté à une situation où son expérience de juriste chevronné— pour ainsi dire de père en fils — était sollicitée. Il s'était trouvé comme un maçon au pied du mur, obligé de mettre la main à la truelle. Comment le chantre de « l'islam libéral » s'était-il tiré de ce chantier face à l'essaim de juristes-maçons de l'islamisme politique réel ?

Développé dans *Tunisie, une révolution en pays d'islam*, son témoignage ne livre pas la clé de l'aventure. On est donc fondé de la chercher dans le dernier essai de l'auteur : *L'islam et la démocratie. Une révolution intérieure*.

Dès le titre, nous sommes interpellés par cette notion de « révolution intérieure ». Elle implique en effet un engagement personnel. Dans son livre, Yadh Ben Achour ne s'en prive pas. Il y développe le fond de sa pensée qu'il faut étudier



• Par Hédi Dhoukar



Yadh Ben Achour
L'islam et la démocratie.
Une révolution intérieure.
Paris, Le débat/Gallimard 2020

Aujourd'hui, le TPE QNB est la solution optimale pour la gestion de vos recettes :

Le TPE QNB acceptant les cartes Visa, Mastercard et CIB, vous permet de développer votre projet et augmenter vos gains.



avec attention, car elle est représentative d'une orientation sociopolitique et psychologique majeure qui travaille en profondeur — intérieurement donc — la personnalité tunisienne. Quel que soit son point de vue, nul ne peut ignorer la qualité et la représentativité d'un auteur vu sa filiation traditionnelle, son statut de témoin d'une génération ayant vécu une histoire chargée, ainsi que son parcours savant dans les dédales des jurisprudences traditionnelle et moderne. Pour toutes ces raisons, il est un continuateur du mouvement réformiste des débuts du siècle dernier illustré par les penseurs qui ont interrogé l'Occident, et ne cessent de le faire, pour comprendre ce qui est arrivé aux musulmans qu'il a brutalement réveillés de plusieurs siècles de torpeur. Il puise donc dans le patrimoine islamique un outillage intellectuel critique, et dans le savoir moderne des leviers, et des points d'appui.

Cet essai sur l'islam et la démocratie peut être lu aussi comme un aparté : un discours qui se situe à côté, de l'œuvre du spécialiste et de l'érudit, sans que l'on soit forcé d'y voir son prolongement. Il s'agit en effet d'un parti-pris personnel fortement assumé et hautement instructif, et se présente comme l'aboutissement de l'engagement d'un musulman libéral, défenseur de la société civile, des droits de l'homme et du système démocratique.

L'auteur de «*Politique, religion et droit dans le monde arabe*» n'utilise cependant pas les droits de l'homme comme levier principal de sa démonstration. Il se réfère à un principe plus universel à ses yeux, celui de la «non-souffrance», à partir duquel il articule sa vision d'une «norme» démocratique universelle, non sans reconnaître, en passant, que «*s'interroger sur l'universalité de la norme démocratique, c'est (...) prendre le risque d'aller sur des routes sans issue, car «s'agissant de l'homme (...), il est prétentieux de le situer dans un cadre*

qui puisse, à proprement parler, être qualifié d'universel».

Comment éviter un tel obstacle épistémologique ?

La réponse se trouve dès l'introduction : «*Le seul principe capable de servir de fondement à l'universalité de la norme démocratique est le principe de non-souffrance, dans la mesure où le concept de démocratie, reposant sur les principes de la dignité, de la liberté, de l'égalité et de la participation, protège la personne humaine contre la souffrance, dans toutes les composantes de son être : biologique, spirituelle, sociale et politique. Nous plaçons par conséquent la norme démocratique au-dessus des contingences historiques et nous sauvons son universalité de l'enfer du relativisme, dans lequel veulent l'enfermer ses divers et nombreux adversaires, notamment les partisans de la démocratie islamique, qui ne sont pas malheureusement les seuls à la haïr.*»

La non-souffrance élevée en principe peut donner lieu à d'interminables débats. Ce que l'on retient, par contre, comme un fait objectif et, en l'occurrence, ce qui nous éclaire sur son expérience évoquée plus haut, c'est la pique contre «*la démocratie islamique*». Elle signifie implicitement que la norme démocratique ne saurait être relative au fait religieux, mais considérée comme un absolu. S'appuyant sur Marcel Gauchet, il avait auparavant rappelé en effet que «*la démocratie est une nouvelle manière d'être de l'humanité, sous la totalité de ses aspects*». Si elle ne fait pas de métaphysique, «*elle est elle-même une métaphysique en acte*», loin de l'esprit des religions, y compris évidemment l'islam.

Il est intéressant de souligner ici que l'attribut du sujet (la «métaphysique») est accolé à la démocratie et non pas à la religion renvoyée, elle, non à un système métaphysique qui est

normalement le sien, mais à un «esprit». Cette audace sémantique repose sur une réalité historique. Le cours logique de la métaphysique, depuis La République de Platon jusqu'au Léviathan de Thomas Hobbes, porte sur la politique et sur le droit séculier. Hobbes ayant lui-même appuyé sa démonstration en faveur de l'édification d'un Etat souverain artificiel — c'est la signification du titre de son ouvrage — basé sur le contrat et le droit, en tournant en dérision, non pas l'Église, mais son clergé, ou plutôt l'esprit clérical.

L'autre pique contre «*la démocratie islamique*» consiste dans son association avec la haine. Cette charge, tout aussi instructive, est étayée plus loin : «*S'il y a vraiment quelque part une haine de la démocratie*», elle vient des ces inquisiteurs qui ne s'intéressent qu'à l'homme éternel de l'au-delà, en le préférant à l'homme d'ici-bas. «*Pour tous les inquisiteurs, les lanceurs de fatwa, les faiseurs de bombes, les bourreaux de la décapitation et du fouet, qui se sont conféré le «droit de délier et de lier», selon la formule séculaire des docteurs musulmans de la loi, pour rendre l'homme heureux, il est nécessaire de lui ôter la liberté.*»

Plus loin, le fils du Cheikh Mohamed Fadhel Ben Achour ajoute : «*Ce dont nous avons désespérément besoin aujourd'hui, c'est de nous inspirer à la fois des théoriciens de la liberté et de notre propre culture religieuse et mystique, de combiner les libertés externe et interne: la liberté fondée sur la soumission et la soumission fondée sur la liberté*» (97)

Ce plaidoyer pour la démocratie de Yadh Ben Achour est ainsi porté par une énorme force de conviction, tout en étant nourri par l'érudition de l'auteur, particulièrement pour ce qui concerne les penseurs de l'islam libéral, de l'époque abbasside jusqu'à nos jours. Son essai apparaît donc comme une tentative d'étayer, par la théorie, ce qui pourrait donner dans la pratique, l'adoption de la démocratie en pays d'islam. ■

Hommage à...

Jean Fontaine

Le migrant inversé



C'est en Tunisie que je suis retourné à la vie. J'y continue à faire ce qui est le plus important, non pas forcément continuer l'Ibla ou le Centre d'études de Carthage, mais remercier les gens, contribuant, moi le migrant inversé, à rendre le pays plus humain. Moi, à qui la Tunisie a donné tant d'humanité.»

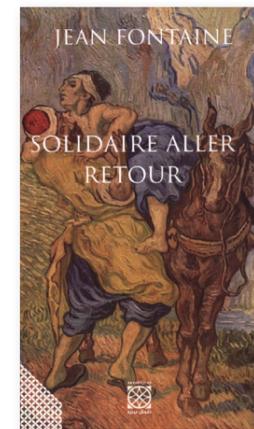
Jean Fontaine tenait à l'écrire en profonde passion dans son dernier livre *Solidaire aller... retour* (Arabesques, 2020). Lui qui avait tant reçu de la Tunisie, et lui a tant donné pendant 65 ans, vient de s'éteindre à l'âge de 86 ans. Il avait 20 ans lorsqu'il avait débarqué en 1956 dans une Tunisie emportée par l'euphorie de l'indépendance.

«Le cancer commençait à figurer parmi les souvenirs. Mauvais? Pas sûr. C'est en Tunisie que je suis retourné à la vie. J'y continue à faire ce qui est le plus important, non pas forcément continuer l'Ibla ou le Centre d'études de Carthage, mais remercier les gens, contribuant, moi le migrant inversé, à rendre le pays plus humain. Moi, à qui la Tunisie a donné tant d'humanité.»

Quelques mois seulement avant de nous quitter, Jean Fontaine a choisi pour *Leaders* les bonnes feuilles suivantes de son dernier livre.

Solidaire aller... retour de Jean Fontaine

Arabesques, 2020, 155 pages



Bonnes feuilles

Présentation

Dans ce 28e livre, me considérant comme « migrant inversé », je souhaite montrer comment les Tunisiens ont toujours répondu positivement aux initiatives que je pouvais prendre. Sur l'ensemble de mes activités des 55 dernières années, j'ai choisi l'Ibla (Institut des belles-lettres arabes), le Centre d'études de Carthage, l'intérêt pour les salafistes, l'accompagnement des malades du sida, la visite des prisonniers étrangers dans les établissements pénitentiaires tunisiens, le lancement d'alerte sur l'exploitation des Ivoiriennes, et enfin la manière dont on m'a guéri du cancer ici.

Ibla

J'y suis arrivé le 23 juin 1965. Sur la place de la résidence du Leader, ex-place aux Moutons, à gauche en arrivant, trône un grand immeuble aveugle. Toutes les fenêtres s'ouvrent sur une cour intérieure. Au fil des années, la politique émancipatrice de Bourguiba produit son effet. Les habitants commencent à se risquer à montrer leurs épouses ou leurs filles. D'où l'apparition de nouvelles fenêtres. Elles sont toutes différentes, mais combien significatives.

Dans ce contexte, j'assume simultanément la responsabilité de la bibliothèque de recherche et de la revue. Mon premier souci, en tant que conservateur de la bibliothèque, est de mettre à la disposition des lecteurs l'ensemble de la production tunisienne en sciences humaines.

Ma seconde préoccupation était de compléter les œuvres originales des grands écrivains (al-masâdir), pour les anciens sous forme de nouvelle édition, pour les contemporains sous forme de nouvelle publication.

En 1977, on me demande de prendre la direction de la revue IBLA, fondée en 1937, et dont j'ai retracé l'histoire dans les deux textes cités au début de ce chapitre. En ce temps-là, son contenu est décidé exclusivement au cours des réunions hebdomadaires de la communauté des Pères Blancs. Ma première décision est de constituer un comité de direction ou de lecture, comme chacun voulait le désigner.

Migrantes

À ma demande expresse, je parle de ce problème devant tous les prêtres de Tunisie, le 18 janvier 2017. En introduction, de manière un peu brutale, je leur dis : «La maquerelle et la prostituée communient côte à côte à la messe dans votre église. Qu'est-ce qu'on fait ?»

Ces citations font partie du rôle que j'ai essayé de jouer dans la prise de conscience du phénomène et de la responsabilité de chacun. Maintenant la loi existe tout comme l'Instance de lutte contre la traite des êtres humains. Des démarches ont été

entreprises pour mettre au courant les évêques de Côte d'Ivoire de sorte qu'ils préviennent leurs ouailles des dangers du réseau. Le phénomène baisse en importance.

Ce qui reste, c'est le nombre important des Subsahariens en Tunisie, venant parfois grâce à un trafic des visas. Souvent ils vivent dans de véritables ghettos. J'en connais au moins deux dans la banlieue nord de Tunis. À côté des catholiques que l'on peut plus facilement identifier, on trouve les adeptes des Églises évangéliques anarchiques qui, souvent, paient la dîme à leur pasteur. Enfin, on m'a signalé, dans ces groupes, des musulmanes extrémistes qui s'engagent dans l'endoctrinement.

Prisons

De 2004 à 2010, j'ai effectué 400 visites des prisonniers étrangers dans les établissements pénitentiaires tunisiens. Difficile de savoir ce qui est autorisé ou défendu en prison. (...) Les vêtements ne posant aucun problème, parfois, on peut obtenir de laisser un objet en intervenant auprès de la direction générale des prisons qui est dans le quartier Lafayette. Pour l'argent que l'on voudrait donner, la possibilité varie avec les établissements. Laisser quelque chose transformé en bons de cantine est habituel. Pour l'argent liquide, il faut envoyer un mandat.

(...) Les détenus dits chrétiens que je rencontre proviennent d'une vingtaine de pays déclarés. En réalité, les Africains anglophones disent provenir d'un pays francophone, apparemment pour un problème de visa, surtout pour ne pas être refoulés chez eux. La plupart des détenus de la prison de Borj el-Amri sont inscrits sous une fausse identité.

Peu d'entre eux ont une culture qui dépasse la moyenne. La majorité s'exprime en anglais. Ils souhaitent pouvoir lire des revues comme *Time*, *Newsweek*, *Jeune Afrique*, *Afrique Asie* (presque toujours interdit sous Ben Ali), ou surtout *Onze mondial* et *Afrique Football*. Ils sont toujours contents de recevoir des articles extraits des sites internet ou des journaux de leurs pays respectifs, même s'ils datent un peu.

Incendie de la bibliothèque de l'Ibla, le 5 janvier 2010

Le conseiller culturel du président Ben Ali était M. Abdelhamid Slama, dont j'ai parlé précédemment dans le chapitre sur la bibliothèque de l'Ibla (page 23). C'est pour lui que je préparais la documentation qu'il venait consulter le dimanche. Par reconnaissance, il a suggéré au président de prendre en charge les frais de la restauration du bâtiment. Les travaux ont été menés par l'Institut national du patrimoine, avec Mme Halima Rhouma comme architecte.

L'aménagement respecte désormais les normes de sécurité internationales. C'est le bureau Pixis qui s'en est chargé. Son

directeur, M. Patrice Ray, nous a offert gracieusement ses prestations. La principale transformation est la séparation complète entre les bibliothèques, au rez-de-chaussée, et les appartements de la communauté père blanc à l'étage.

La Bibliothèque nationale nous a d'abord permis d'y tenir une réunion de travail importante au début des travaux. Elle nous a aussi prêté une centaine de cageots que d'ailleurs aujourd'hui nous n'avons toujours pas restitués. Ces cageots ont été une aide décisive pour le transport des livres de l'Ibla à la cave de la Prélature et pour ranger sur place ceux qui devaient être reliés. La Bibliothèque nationale a aussi restauré et relié 174 livres des 18e et 19e siècles, et les Archives nationales 29 livres des 16e et 17e siècles. 320 personnes et institutions nous ont aidés à ressusciter. Il est étonnant de voir combien de bonnes volontés et de compétences se rassemblent spontanément autour de l'Ibla.

Épanouissement

Afin de préciser ma situation de migrant inversé, je m'appuierai sur le livre de Fawzia Zouari, *Pour en finir avec Shahrzad* (Tunis, Cérès, 1996). Cette auteure vit depuis de nombreuses années à Paris, migrante du Sud vers le Nord. Dans son livre, elle exprime ce que cette existence lui inspire. Mais si on remplace Fawzia par Jean et Paris par Tunis, on se trouve exactement dans le même scénario. Sauf que le mien est inversé.

Comment repérer l'identité de l'autre, devenir étranger à soi-même pour muer dans l'étrangeté de l'autre ? Puis-je me

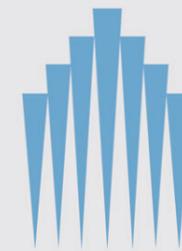
désenclaver par goût de liberté ? Qui suis-je devant le regard étranger ?

Ma situation de migrant inversé pose de nombreuses questions abordées en 2018, fort heureusement, par la Commission tunisienne pour les libertés individuelles et l'égalité (Colibe). Elle étudie le droit de partir et de quitter, le droit de se déplacer, le droit de revenir (aux sources), de dire non (même à Dieu), de s'en tenir à ses devoirs, de se faire une règle de vie de ses devoirs, de trouver sa liberté dans l'absence apparente de droits aux yeux des autres.

Les Tunisiens se sont montrés solidaires d'un homme qui avait essayé de l'être envers eux. Celle-ci, dans les deux sens, a-t-elle produit quelque effet ?

C'est bien sûr aux autres d'en décider. Me permettrais-je cependant d'émettre une hypothèse. Le résultat est allé crescendo. Partant du domaine intellectuel, il est passé par l'affectif, pour aboutir au spirituel. Le travail dans une bibliothèque ou pour diriger une revue aiguisé l'esprit d'autant plus qu'il se fait en partageant avec d'autres qui, dans ce cas, n'appartenaient pas au même monde culturel. Des amitiés naissent, plus ou moins profondes, mais réelles. Quand on parle sincèrement de ses convictions et de ses affections, vient inévitablement la question du sens. Difficile de durer sans un substrat spirituel solide que l'on peut présenter aussi quand l'occasion nous y invite.

Ce livre n'a pas de conclusion. 



SIMPAR
ISO9001

Since 1973

RESIDENCE LA BRISE

Jardins de Carthage

Vous invite à découvrir son nouveau projet "LA BRISE" sis aux jardins de Carthage. Résidence de très **HAUT STANDING** abritant 17 appartements **S+1, S+2 et S+3** ainsi que **2 Duplex** et un grand parking sous sol.



Pour plus d'informations, nous contacter au :

simpar@planet.tn
www.simpar.tn



 **29 921 011 / 29 921 009**

Hommage à...

■ BBY avec Afif Ben Yedder et son épouse Emena, le jour de mon mariage le 28 février 1964. J'avais 24 ans



Si Béchir Un maître pour moi. Et quel maître !



• Par Afif Ben Yedder

A ma sortie de HEC, j'ai rejoint Jeune Afrique à Rome en 1963. L'appartement de la via Del Babuino servait aussi de bureau ! J'y ai connu Si Mohamed Ben Smail, le rédacteur en chef, qui est devenu un très grand ami. BBY et MBS étaient Djerbiens comme moi. Ils avaient respectivement douze et quinze ans de plus que moi. Ils m'ont pris sous leur aile et je leur dois beaucoup.

C'était l'époque héroïque des indépendances africaines. Ma première mission a été un voyage d'initiation de trois mois en Afrique subsaharienne francophone.

Jeune homme de 23 ans, j'étais reçu par les chefs d'Etat, les ministres, les leaders politiques et économiques africains. C'était le début d'une aventure passionnante et enrichissante.

Je côtoyais BBY tous les jours, matin, midi et soir. Souvent très, très tard le soir. Ma femme – pour laquelle mon patron avait une affection rare – nous rejoignait alors avant de s'endormir à moitié sur un divan. Infatigable, il ne prenait jamais de véritables



■ BBY - Wassila Bourguiba - Danielle Ben Yahmed



■ Mariage de BBY et DBY à Rome le 2 avril 1969

vacances. Il a travaillé avec acharnement toute sa vie, weekends compris, jusqu'à la veille de sa mort.

Béchir pouvait intimider et même plus, mais avec ceux qu'il appréciait, il était lui-même, charmeur, taquin et plein d'humour. Il n'y avait pas de meilleure compagnie, il pétillait d'intelligence et avait l'art de bien raconter des histoires et des anecdotes. Il aimait lire les publications en anglais et les livres politiques. Il bombardait ses collaborateurs de notes à l'encre verte, imitant en cela le président Bourguiba qu'il admirait beaucoup. Il confrontait ses idées avec des personnalités très influentes. Il avait des opinions solides et avait le courage nécessaire de les défendre contre vents et marées. Au détriment des intérêts du magazine.

J'ai travaillé pendant plus de dix ans avec BBY avant de prendre mon envol et lancer mon propre groupe de presse. Pendant cette période faste, j'ai rencontré des journalistes talentueux qui ont fait leurs débuts chez nous avant de devenir célèbres en France. *Jeune Afrique* a été une véritable pépinière. J'ai rencontré aussi des hommes politiques illustres et des dirigeants africains fameux qui avaient leur entrée au journal.

On était une petite équipe soudée et on a tout appris sur le tas. Quand j'ai ouvert le bureau de Paris, j'ai utilisé pendant très longtemps mon chéquier personnel pour payer les fournisseurs et les pigistes avant de pouvoir créer une société française.

En ces temps-là, *Jeune Afrique* n'était pas riche. Tous les ans, on établissait un budget pour la banque. Et tous les ans, on dépensait ce qui était prévu et même plus, sans jamais arriver à atteindre nos objectifs de recettes! Au grand dam de la banque qui a été pour nous d'un soutien sans faille. Contrairement à moi, cette situation périlleuse n'a jamais vraiment inquiété le patron. Il avait le don et la baraka de toujours trouver une solution pour sortir de l'impasse à la dernière minute.

En plus des difficultés financières, des pays aussi importants que la Tunisie ou

■ De gauche à droite: BBY, Maria de Silva, Gaby Gueffa, Serge Gueffa, DBY, Mohamed Masmoudi et Alya Masmoudi



la Côte d'Ivoire interdisaient la vente des magazines à la suite d'articles virulents signés par Béchir Ben Yahmed: Le pouvoir personnel (sur Bourguiba) ou Le prix de l'absence (sur Houphouët-Boigny).

Jeune Afrique a été le journal le plus saisi et le plus interdit en Afrique ! Les bureaux ont été bombardés à plusieurs reprises, comme cela a été largement rapporté récemment dans la presse.

Malgré tout cela, grâce à sa détermination, Si Béchir a réussi l'exploit de faire exister et prospérer son journal pendant plus de cinquante ans. Autour du magazine, il a fondé un solide groupe de presse et d'édition qu'il a confié à ses enfants pour le développer.

Il ne s'est pas contenté de couvrir uniquement l'Afrique francophone. Il n'y avait pas alors en Afrique anglophone un magazine influent comme *Jeune Afrique*. On a donc lancé *Africa Magazine* en anglais à Londres, où je me suis installé dès le début de 1971. Cela a été un succès immédiat et on a pu ainsi couvrir tout le continent africain.

Si Béchir avait le don de réunir autour de lui des gens qui lui sont totalement dévoués et fidèles. Il leur accorde sa confiance et en retour ils deviennent des proches privilégiés.

Plus que quiconque, BBY a défendu les valeurs et les intérêts de l'Afrique. Et avec quel brio ! Après les combats pour les indépendances africaines, est venu celui

contre les partis uniques et les dictatures. Incontournable, Jeune Afrique est devenu la voix de l'Afrique.

J'ai eu le très grand privilège – réservé à une poignée de collaborateurs – de connaître intimement un homme génial dont les immenses qualités compensaient et de loin des défauts certains, et de le servir dans ce projet auquel il a consacré sa vie: JA.

The rest is history. ■

A.B.Y.



Bogô
Lim



Succombez à la fraîcheur, au goût citronné et au pétillant de Bogô lim !
Bogô mon Amour

ATL Leasing, L'allié de votre succès



ATL LEASING

ATL Leasing, vous offre la possibilité de louer les biens dont vous avez besoin pour votre activité pendant une période pouvant atteindre 84 mois. En fin de période vous en devenez propriétaire.



Plus qu'un leasing...

Bechir Ben Yahmed Un parcours pathétique

Le Covid nous poursuit. Notre ami Ben Yahmed vient de le subir. Si Béchir n'en mourra pas, du moins pour ceux qui l'ont côtoyé. J'en ai eu le privilège et l'honneur dès 1955, j'étais secrétaire général de l'Uget, les étudiants appréciaient son indépendance d'esprit et son intégrité intellectuelle.

Notre alliance personnelle se consolida depuis mon entretien insolite avec le Général de Gaulle lors de ce fameux dîner à l'Elysée le 1er février 1961. La dextérité de Si Béchir nous permit d'éclaircir subtilement les écueils, et d'arriver à bon port à Rambouillet, le 27 février 1961, lors de son entretien avec Bourguiba.

Le tête-à-tête entre les deux Chefs d'Etat a duré cinq heures et leur a permis d'aborder allègrement les objectifs et les stratégies des uns et des autres. Le substrat n'en sera pas pour autant dévoilé. C'était du clair-obscur. Désespéré, Si Béchir tempêtait et ses éditos devenaient de plus en plus incisifs.

Les problèmes restaient latents :

Primo : de Gaulle demeurait obsédé par « sa France » qui devait accéder tantôt au club atomique. Secundo : il restait « fixé » sur le Sahara, inventorié depuis 1830.

Bourguiba, quant à lui, était obnubilé par la borne 233, marquant nos frontières au Sud avec l'Algérie qui pouvait ouvrir à la Tunisie

des perspectives vitales, politiques et économiques. Le problème algérien attendra la fin de la guerre.

Cependant, les Etats-Unis et la France consentaient volontairement à évacuer leurs bases au Maroc, tout en sachant l'acuité du problème de Bizerte. La France rechignait encore pour reconnaître notre souveraineté, et s'accorder sur l'évacuation.

Assidu de Masmoudi, Ben Yahmed réussit à impliquer ou du moins à intéresser l'intelligentsia de la capitale et en particulier Jean Daniel, le patron des médias ; Jean Lacouture, le politologue ; Jean Rous, l'ami de la Tunisie ; Alain Savary, le messager de Mendes France auprès de Bourguiba à l'île de Groix, Roger Stéphane et Jean Pierre Sérini les médiatiques ; le père Gauthier, du Monde, etc. Le réseau politique comprenait Chevalier à l'Elysée, Gilet et Gorc aux Affaires étrangères... Tout ce gotha formait la garde rapprochée pro-tunisienne, et nous étions tous préoccupés par l'évolution de la guerre en Algérie.

Début juillet 1961, le prolongement de la piste à la base de Sidi Ahmed pour les avions supersoniques fut le *casus belli*, ou du moins le prétexte providentiel pour l'envoi de 6 000 destouriens à Bizerte. L'ambiance était électrique. Il fallait calmer le jeu.

Le 7 juillet 1961, j'accompagnais à l'Elysée l'envoyé spécial du président Bourguiba. Nous fûmes reçus « cavalièrement » par le Général qui parcourut le message rédigé in extenso par Ben Yahmed. Nous propositions de faire évoluer la base vers un chantier



• Par Tahar Belkhodja



naval en coopération avec la France. La réponse nous fut donnée « verbalement » par le chargé d'affaires français à Tunis. Bourguiba s'en offusqua. Ben Yahmed était mortifié. L'ambiance politique pourrissait. La pression populaire à Bizerte s'amplifiait. Les responsables politiques des deux pays semblaient dépassés.

Le communiqué du Conseil des ministres français stipula : «Les conversations ne peuvent se dérouler dans une atmosphère de troubles et de manifestations !»

L'amour-propre et le ressentiment entrèrent en jeu des deux côtés. Bahi Ladgham révéla quelques années plus tard qu'il n'a pas été consulté pour l'envoi des militants à Bizerte. Le vice-amiral Amman fut empêché de rejoindre son ambassade à Tunis. C'était une bévue, elle fut «réparée» le lendemain, mais le mal était fait.

Le secrétaire général de l'ONU est contrôlé, le coffre de sa voiture est fouillé. L'ONU exprima son dépit, on lui avait déjà rejeté sa demande de visite de la base.

Le 20 juillet 1961, des contingents de l'armée française en Algérie étaient parachutés à Bizerte. On s'installa dans la violence. Ce fut la débâcle suivie de l'hécatombe. Le vrai bilan rapporté officiellement par l'Amiral était de 27 tués du côté français et de 700 du côté tunisien, contrairement aux allégations intéressées.

Le 23 juillet 1961, les relations diplomatiques sont rompues. Jean Daniel était au «front» accompagné de son ami Ben Yahmed. Il fut blessé, puis hospitalisé à Bizerte. Il écrira plus tard : «Bourguiba comme de Gaulle devaient très vite prouver que l'avenir peut être impunément injurié, que le sang sèche vite, et que le sort des peuples se réduit souvent aux caprices des héros».

Le 5 septembre, de Gaulle proclama que la souveraineté de la Tunisie sur Bizerte n'était pas contestée. Bourguiba occulta les autres critiques acerbes sur la gestion de la crise par les Tunisiens. Ben Yahmed et Masmoudi se disent fortement contrariés. *Jeune Afrique* fait paraître un pamphlet intitulé : «le Pouvoir personnel». Bourguiba réagit, Ben Yahmed démissionne, Masmoudi le rejoint. La Tunisie attendra 1963 pour l'évacuation totale de Bizerte.

Bechir écrira dans son «Ce Que Je Crois» du 11 avril 2000 : « Bourguiba se prit pour moi d'une affection dont il ne se départit jamais, même lorsque nos chemins ont divergé...Je lui voue une admiration que sa mort n'interrompt pas...il aurait été un grand révolutionnaire méconnu. La taille de son pays, ses moyens...ses subtiles tactiques l'ont empêché d'avoir le rayonnement qu'appelait son génie politique.»

T.B.
Ancien ambassadeur,
ancien ministre



تنين FM



LA MATINALE 06:00 - 10:00
DU LUNDI AU VENDREDI

Durant 4 heures **Hamza Belloumi** entouré de **Mokhtar Khalfaoui, Mohamed Boughalleb, Houcem Hamad, Malek Jlassi, Zina Zidi, Hassan Zargouni et Amine Bouneoues** décryptent l'actualité : politique, économique, sociale, culturelle et insolite... Rien n'échappe à la vigilance de nos matinaliers !
Le tout dans la bonne humeur !

FM

Jawhara

Diga
DIGA

DU LUNDI AU VENDREDI
DE 17H à 20H

جعفور



CREATED BY GTEAM 99289999

Mongi Ellouze Le militant irréductible

Grand de taille, le front largement dégarni avant que les cheveux se fassent plus rares, Mongi Ellouze laisse le souvenir d'une figure emblématique de la gauche tunisienne émergée dans les années 70. Depuis son jeune âge, avec son frère Ridha, tous deux encore lycéens à Sfax, il s'était engagé dans l'action militante au sein de la gauche. La ville, nourrie des projections-débats de films au ciné-club, offrait à la génération montante un terreau fertile de confrontations idéologiques, souvent enrichie par des enseignants coopérants français. Dans cette génération de rupture, Aziz Krichène, assigné à résidence dans sa ville natale, Hatem Zghal, Fathi Triki, Ridha Zouari, Nouri Bouzid, Fethi Mseddi, Raouf Ayadi, les frères Elleuch, Ezzeddine Hazgui, Ali Mhadhebi, Mohsen Marzouk, Moncef Dhoub, Mohamed Damak et d'autres jeunes virevoltants alternent débats, rédaction et distribution de tracts, et mobilisation des ouvriers. Perspectives, El Amel Ettounsi, Echooola, Parti Ouvrier communiste tunisien et autres : les structures sont multiples, la gauche est unique.

Rapidement, la répression s'est déclenchée. Arrestations, tortures et lourdes peines de prison, avec mise sous écrous dans des conditions inhumaines dans le sinistre pénitencier de Borj Erroumi à Bizerte. Mongi Ellouze sera de ceux-là. Parmi le peloton de tête. Dès février 1972, il sera parmi les premiers étudiants arrêtés. Relâché, il sera repris un an plus tard, en 1973, dans une grande rafle étendue à près d'un millier de militants de la gauche. Traduit en justice, en août 1974, dans le fameux procès des 201 accusés, il écoperera de six ans et 4 mois de prison dont il purgera une bonne partie à Borj Erroumi.

Ni la torture subie, ni la prison endurée, ne viendront à bout de l'engagement de Mongi Ellouze. A peine remis en liberté, il replongera dans la lutte. Son choix se portera sur le Rassemblement socialiste progressiste (RSP) fondé le 13 décembre 1983 par notamment Ahmed Néjib, Issam Chebbi et Maya Jeribi. Il en deviendra l'un de ses premiers dirigeants et prendra en charge la rédaction en chef du journal



Al Maoukef, assisté en cela par Rachid Kechana. Pendant plus de 25 ans, il s'acquittera sans relâche de cette tâche, parallèlement à une intense contribution aux activités du parti. Le harcèlement des





RadioMed

une vague de bonheur

Écoutez-nous sur :

NABEUL
HAMMAMET
100.0
FM

CAP BON
GRAND TUNIS
104.1
FM



FM



MOBILE



WEB



PODCASTS

 @RadioMedTunisie  RadioMedTN  Radio Med

Téléchargez notre application maintenant
Sur Google Play !!



 Cité El Wafa Nabeul Jadida 8000 Nabeul-Tunisie  www.radiomedtunisie.com

 (+216) 72 32 85 00  (+216) 72 32 85 60  marketing@radiomedtunisie.com

autorités, les interdictions de parution et les multiples brimades endurées ne feront qu'attiser l'ardeur de Mongi Ellouze et de ses camarades. Leur ultime arme de résistance n'était que des grèves de la faim répétées.

Lorsque le RSP décidera lors de son 4ème congrès tenu à Sousse en 2006 de prendre la dénomination de Parti démocrate progressiste (PDP), Mongi Ellouze en sera élu secrétaire général adjoint. Maya Jeribi était alors hissée au secrétariat général. Elle trouvera en lui un camarade

de lutte racé et dévoué qui apportera une substantielle contribution aux travaux de la Haute Instance Ben Achour, dont il était membre. Tout comme aux débats, menés au lendemain de 2011, en prévision du congrès de 2012, marqué par la nouvelle dénomination Al Jomhoury et l'arrivée en son sein de nouvelles tendances.

Il avait manqué de très peu à Mongi Ellouze pour se présenter aux élections de l'Assemblée nationale constituante de 2011. Par inattention, il n'avait pu présenter

au tout dernier moment sa carte d'identité, requise pour les formalités d'usage. Nullement abattu, il continuera à jouer un rôle utile au sein du parti. C'est ainsi qu'il participera activement au premier dialogue national de 2013 et fera partie du comité de rédaction du Document de Carthage, issu du Dialogue initié par Béji Caïd Essebsi, l'été 2016.

Considéré parmi les têtes pensantes d'El Jomhoury, Mongi Ellouze était resté jusqu'à son dernier souffle fidèle à ses idéaux et à ses camarades. 

Le colonel Mohamed Kasdallah Un chef militaire érudit

Fin lettré, stratège et officier supérieur distingué, le colonel Mohamed Kasdallah est décédé à l'âge de 77 ans, à l'issue d'un courageux combat contre le Covid. Parfaitement trilingue (arabe, français et anglais), il gratifiait les lecteurs de *Leaders*, depuis des années, de ses analyses perspicaces, soigneusement rédigées.

Le colonel Mohamed Kasdallah, né à Sfax le 8 février 1944, avait rejoint l'armée nationale en 1965 (Promotion Farhat Hached) et suivi une formation en France dans l'infanterie. Il était également diplômé de l'École d'Etat-Major, de l'École supérieure de guerre au Royaume-Uni et de l'Institut de défense nationale.

Au cours de sa carrière, le colonel Kasdallah assumera une série de commandements, notamment en qualité de directeur de l'École d'application des armes et de l'École préparatoire à l'Académie militaire. Il sera affecté en qualité d'attaché militaire auprès de

l'ambassade de Tunisie à Alger et servira au Cambodge en mission de maintien de la paix sous la bannière des Casques bleus de l'ONU. Son engagement et ses hautes compétences lui vaudront de prestigieuses décorations tunisiennes et de l'ONU : la Médaille militaire, l'Ordre de la République et la Médaille de l'ONU pour le Cambodge.

Le colonel Kasdallah est doté d'une belle plume et animé d'une foi inébranlable dans la valeur des forces armées tunisiennes. Discret, ne cherchant guère à se mettre en avant, il promène sur les questions de sécurité / défense un regard perspicace. Sa mission en Asie, au sein du contingent tunisien déployé au Cambodge, a particulièrement élargi sa vision du monde et enrichi ses connaissances d'un contexte politique, géographique et militaire différent du nôtre ou de l'Europe. Ses écrits seront alors nourris d'une réflexion profonde et d'une expérience opérationnelle. 



«Je suis votre chef, donc je vous suis»

Syndicalistes d'abord, militants destouriens et universitaires ensuite, ils venaient de divers horizons. Tous étaient de brillants intellectuels et avaient le patriotisme chevillé au corps. Certains d'entre eux étaient des inconnus au bataillon, comme Mahmoud Khiri, directeur des opérations civiles de l'ONU, Mustapha Filali, secrétaire général du Cpcm, Ferhat Dachraoui, le sorbonnard. D'autres, comme Ahmed Ben Salah, le superministre et héraut du coopérativisme, et Chedly Klibi, ministre de la Culture et secrétaire général de la Ligue arabe, bénéficiaient d'une grande notoriété. C'était la crème de la société tunisienne. Ils ont tous répondu à l'appel de Ferhat Hached et, sous sa férule, fait de l'Uggt la première organisation syndicale du pays et même d'Afrique.



• Par Hédi Béhi

Gramsci parlait d'intellectuels organiques en mesure de comprendre leur peuple et de faire entendre sa voix en indiquant une direction, cette voie qui est la voix du peuple. C'était exactement le profil que recherchait Hached pour créer son organisation à tel point qu'il avait insisté auprès du cheikh Mohamed Fadhel Ben Achour, «l'étoile montante de l'islam tunisien», pour coprésider avec lui le congrès constitutif de la centrale le 20 janvier 1946.

Bourguiba était du même avis. Dans ses Mémoires parues récemment, l'ancien secrétaire général de l'Uggt, Taïeb Baccouche, a révélé des faits assez significatifs. Nous sommes le 12 juin 1981. Il venait d'être élu secrétaire général à l'issue du congrès national de l'Uggt. Comme le veut la tradition, c'est au chef de l'État, en l'occurrence le président Bourguiba, qu'il revient de l'accueillir. Il le fera de bonne grâce d'autant plus que le successeur de Habib Achour était un sorbonnard bardé de diplômes. «Enfin, un secrétaire général digne de l'Uggt», commentera-t-il. Cerise sur le gâteau, le nouveau secrétaire général était «un bouffeur de livres» comme le président. Le prenant en aparté, Bourguiba lui fera part de sa joie de voir un «homme cultivé à la tête de l'Uggt. Il est temps d'en finir avec des gens qui ne possèdent qu'un certificat d'études primaires», a-t-il ajouté^(*).

Ce congrès aura été doublement historique. Il marquait à la fois la fin des «hostilités» entre le

gouvernement et l'Uggt, quelques années après le jeudi noir, et le retour en grâce des intellectuels avec l'accession d'un intellectuel au secrétariat général après une si longue éclipse.

Malheureusement, la plupart de ces intellectuels ne sont plus là pour prodiguer des conseils aux militants, les encadrer et faire entendre la voix de la raison. Leurs épigones préfèrent s'en remettre à la base à l'instar de la démarche d'un homme politique français du début du XXe siècle. «Je suis votre chef, donc je vous suis». Certes, il a duré à son poste, mais il a fini dans les poubelles de l'histoire.

Il faut en finir avec cette image d'Epinal d'une classe ouvrière infaillible investie d'une mission quasi divine, héritée du communisme, et défenseur patenté des «damnés de la terre». Persévérer dans cette voie, c'est dévoyer le syndicalisme et l'ouvrir à toutes les dérives. Adulée par ses partisans, crainte par ses adversaires qui n'osent même pas la critiquer et, au surplus, ménagée par la presse, «la première force du pays» n'est plus ce qu'elle était. Elle a subi l'ivresse du pouvoir, diabolise ses contradicteurs, y compris ceux qui sont les mieux disposés à son égard, et au mieux leur trace des lignes rouges. Montesquieu avait prévu cette situation il y a deux siècles: «Tout homme (ou organisation) qui a du pouvoir est porté à en abuser».

Pourquoi s'intéresser autant à l'Uggt ? Parce qu'elle est plus qu'un simple syndicat, parce qu'elle occupe une place de choix dans l'histoire de la Tunisie, parce qu'elle est une école de patriotisme, enfin, parce qu'elle est un acteur majeur de la scène politique, économique et sociale tunisienne depuis plus de 70 ans.

Mais de grâce, prenez soin de votre pays, ne tirez pas trop fort sur la corde. Cessez de lui imposer des accords léonins qu'il ne sera pas en mesure d'honorer pour ensuite le lui reprocher, débarrassez-vous de vos vieilles lunes. En une phrase, soyez les dignes héritiers de Hached. ■

H.B.

(*) Mémoires de Taïeb Baccouche : *Le président Bourguiba tel que je l'ai connu* Edit. Leaders